

société d'énergie la plus respectée d'Afrique

La vision de Vivo Energy est de devenir la société d'énergie la plus respectée d'Afrique.

Notre objectif est de créer une entreprise dynamique, axée sur la performance, capable d'offrir des avantages durables à ses clients, ses collaborateurs et aux communautés locales où nous intervenons.

www.vivoenergy.com









TUNISIE TELECOM ENTREPRISES, leader des solutions Cloud computing depuis 2010 vous offre une gamme de solutions flexibles et adaptées à votre entreprise.

Vous pouvez vous procurer en ligne les solutions Cloud les plus performantes et les plus sécurisées, grâce à des plateformes à la pointe de la technologie installées et gérées dans les DATA Centers de TUNISIE TELECOM.

Plus d'informations sur cloud.tunisietelecom.tn







Défiance, incivisme, insouciance

a défiance et l'incivisme ont-ils atteint la cote d'alerte en Tunisie? Ce déficit de confiance dans l'Etat, ses institutions et la classe politique, signe d'insatisfaction, risque de se transformer en perception contrariée de la démocratie. Voire de désenchantement démocratique. Son corollaire immédiat n'est autre que l'incivisme qui gagne du terrain. Il se manifeste dans le comportement outrancier à l'égard des biens publics en se les appropriant, sinon en les dégradant. Mais aussi dans la relation à l'autre, désormais fondée sur l'irrespect.

Cette nouvelle société de défiance et d'incivisme dans laquelle commencent à s'installer les Tunisiens, sur fond de corporatisme, sera la surprenante contre-promesse du 14 Janvier. L'impact sera redoutable sur l'Etat, la société, l'économie et l'individu. La remise en cause de l'autorité de l'Etat est facteur d'affaiblissement institutionnel. Une érosion d'autorité infiniment grave pour une nouvelle République aux institutions à peine créées, un pays se battant contre le terrorisme et craignant les incertitudes et les risques de partition du voisin libyen. Douter de l'Etat dans ses capacités et engagements, de la République, dans ses valeurs et institutions, et de la promesse démocratique quant aux libertés et à l'égalité, ne pas se soucier des dangers qui menacent et bafouer lois et règlements, c'est ouvrir les portes de l'apocalypse. La dislocation de la cohésion sociale devient une bombe à fragmentation lorsque chacun se méfie de l'autre, voire le défie, et lorsque personne ne respecte plus rien. L'affrontement continu au sein de l'entreprise entre salariés et employeurs, dans une défiance réciproque, au détriment de la création de la valeur et de l'équitable distribution des richesses, à commencer par la rémunération du capital et du travail, relève du diabolique.

«Chacun ressent ce qui lui manque, plutôt que ce qu'il a», déplorait déjà le général de Gaulle. Chacun a hâte de tout avoir, sans se soucier de la moindre légitimité du gain, se muant en receleur patenté. La voie est alors ouverte au corporatisme, à la surenchère des revendications, à l'irrespect, à l'appropriation du bien public, à l'abus de droit, à la violation de la loi, au défi de l'autorité. Le vol, la corruption, le reniement et le déni s'imposent en nouvelles pratiques, s'érigeant, au nom de la «légitimité révolutionnaire», en méta-valeurs. L'Etat, érodé dans son autorité, secoué par la transition, submergé par la

menace terroriste et ployant sous le fardeau libyen, en est-il l'unique responsable ? Ou faut-il y ajouter le comportement de la classe politique et syndicale, dans sa dérive populiste éhontée et sa course effrénée au pouvoir et à ses attraits?

- Ceux qui ont surfé sur la vague de la campagne «Winou el petrol», pris son commandement et multiplié les diatribes enflammées, faisant croire à un rêve des plus imaginaires, au risque d'embraser le pays, connaissent-ils en fait ceux qui tirent les ficelles et leurs réels desseins ?
- Ceux qui se sont tus alors que le pays est à la dérive, livré aux grèves, véritable prise d'otage des élèves, des patients, des voyageurs et humbles citoyens, peuvent-ils s'ériger en hommes politiques et dirigeants syndicaux sages et clairvoyants?
- Ceux qui ferment les yeux et font le dos rond, refusant d'agir contre les abus, de dénoncer la corruption, l'argent sale, l'immixtion de mains étrangères, la manipulation de l'opinion publique, la mainmise sur les médias et le... couffin de la ménagère peuventils prétendre représenter le peuple et défendre ses intérêts ?
- Ceux qui tolèrent l'incivilité, l'irrespect, l'intimidation et la violence sauraient-ils être de bons et vrais citoyens ?

A peine délivrée de ses vieux démons, la Tunisie ne risque-t-elle pas, sans un sursaut de conscience et de comportement, individuel et collectif, de verser dans le désenchantement et le chaos ? Quelles tristes perspectives ! Une faillite qu'escomptent tous ses ennemis obscurantistes et totalitaires. Mais jamais les Tunisiens ne pourraient se résigner à pareille fatalité. Ressouder les rangs de l'union nationale, respecter l'Etat, garder confiance dans ses institutions et sa promesse démocratique, soutenir le gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme et pour la relance économique et convaincre les travailleurs de surseoir à des jours meilleurs leurs légitimes revendications, relèvent du devoir national. Au gouvernement aussi et aux politiques de reconquérir la confiance des Tunisiens et la consolider.

A la société de défiance qui pointe le nez, doit se substituer la société de confiance, solidaire, productive et respectueuse.

Et dire que certains Tunisiens, en mode nuits du ramadan et farniente de l'été, sont plongés dans l'insouciance !

T.H.

SOMMAIRE







Nation

- 20 Le monde arabe et nous... Par Mansour Moalla
- 24 Le G7 tiendra-t-il ses promesses?
- 36 Habib Essid: Les trois grands chantiers de ce mois de juillet

En couverture

- 40 Mohsen Marzouk : L'ascète de Nidaa ou l'ambitieux qui sait attendre
- 46 Le Plan Marzouk pour transformer Nidaa

Chronique

- 49 Démocratie et intégrité de l'Etat
- 52 Nos villes, de bruits et de fureur

International

54 Massimo D'Alema: La solution pour la Libye n'est pas entre Tripoli et Tobrouk

Société

- 58 Le climat au dernier G7 en Allemagne : «Il s'agit de réparer une injustice majeure» Par Mohamed Larbi Bouguerra
- 62 Le Festival Gnaoua d'Essaouira: Musique africaine, musiques du monde
- 64 Jasser Haj Youssef : Le violoniste qui émerveilla l'Elysée
- 68 Djerbahood : Un musée à ciel ouvert, sans frontières
- 76 Kairouan sous le regard croisé des photographes Euromed : La ville aux mille charmes
- 103 Confession d'un protégé de Mohamed Attya Par Azzedine Guellouz
- 109 Me Ahmed Chtourou : Destourien de souche, démocrate dans l'âme

Billet

112 Qui a dit que le bon sens est la chose du monde la mieux partagée? Par Hédi Béhi



Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

- Hélé Béji Anissa Ben Hassine Kalfat Walid Bel Hadj Amor Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra
- Faouzia Charfi Mounira Chapoutot Remadi Habib Dalala Rafik Darragi
- Samy Ghorbal Mourad Guellaty Azzedine Guellouz Safya Hachicha
- Mohamed Ali Halouani Mohamed El Aziz Ben Achour Houcine Jaidi
- Mohamed Jaoua Tawfik Jelassi Dr Essedik Jeddi Elyès Jouini Emna Kallel
- Maher Kallel Noureddine Ketari Chedli Klibi Salsabil Klibi Habib Mallakh
- Samir Marrakchi Emna Menif Mansour Moalla
- Ahmed Ounaïes Mehdi Taj Habib Touhami Olfa Youssef
- Riadh Zghal Dr Saadeddine Zmerli Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni (Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz (Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz

(Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Asma Achour

Bourane Ennaifer Haiem (Directrice Communication)

Habib Abbassi • Hajer Ayoubi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Najah Kharraz • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi • Sondes Belloumi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn • redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn





Téléchargez gratuitement l'application











PDG de banques publiques Des salaires très bas qui doivent être augmentés

Leur rémunération est fixée par arrêté du chef du gouvernement en date du 13 mars 2013

Au total, un PDG de banque publique perçoit un traitement mensuel brut de 5 300 DT avant diverses retenues. Il bénéficie en outre d'une voiture de fonction, d'un quota mensuel de carburant de 450 litres et de frais de communications téléphoniques. Le détail du traitement mensuel brut est édifiant: 900 D en salaire de base, 200 D pour le logement (où trouver à ce loyer même un studio, sans parler des frais d'éclairage, de chauffage et d'eau ?) et 350 DT pour la gestion...

Intitulé	Montant en DT	
Salaire de base	900	
Indemnité de logement	200	
Indemnité de gestion	350	
Indemnité de représentation	1580	
Indemnité provisoire de remboursement de frais de représentation 1120		
Indemnité complémentaire	1150	
Total	5300	

Le ministre des Finances, Slim Chaker, a reconnu cette injustice à leur égard et a révélé qu'il compte y remédier rapidement. Un nouveau texte portant une amélioration substantielle de leurs émoluments sera bientôt soumis à la signature du chef du gouvernement. C'est déjà un acquis, mais il va falloir aller encore plus loin. Ces banques, qui entament la mise en œuvre de plans de restructuration en profondeur, ont besoin de recruter de très grosses pointures, notamment parmi les Tunisiens qui opèrent à l'international. Si nous voulons les attirer et bénéficier de leur expertise, nous devons leur consentir des conditions incitatives. C'est ce qu'a fait le Maroc et nous en voyons les résultats positifs.

Il suffit que le gouvernement prenne son courage à deux mains pour remédier à une situation déplorable s'agissant des banques publiques, mais aussi des entreprises publiques et la haute administration. La réforme, c'est aussi ce dossier des rémunérations.

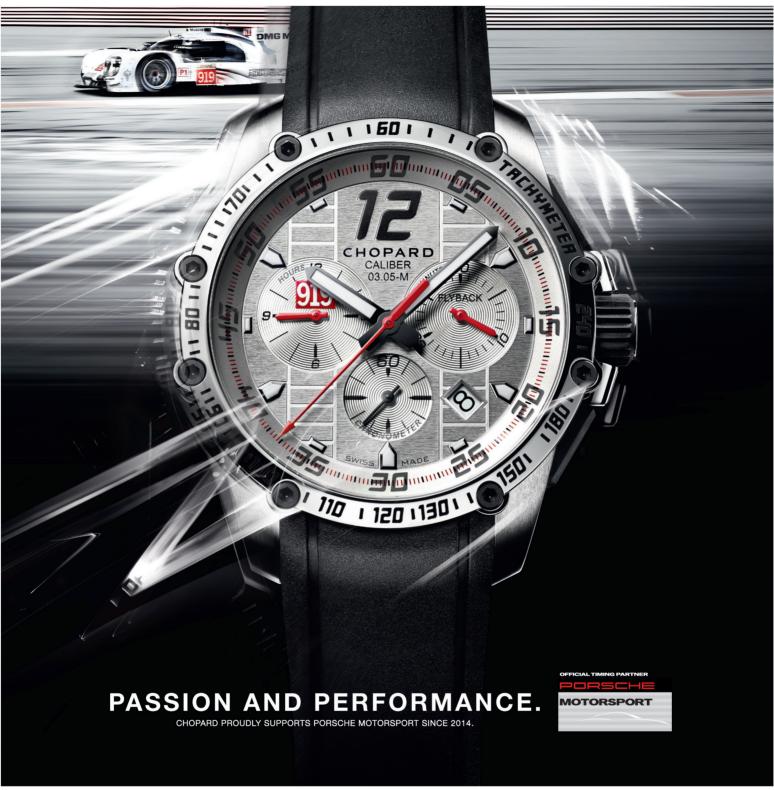
BH Invest Nouvelle dénomination et la synergie du Groupe BH en levier

L'ancienne Société d'Ingénierie Financière et d'Intermédiation en Bourse (SIFIB-BH) ne change pas uniquement de dénomination en s'appelant désormais BH Invest. Elle marque surtout, par ce décrochage de marque, un ancrage plus profond dans le groupe de la Banque de l'Habitat et fait jouer plus fortement le levier de la synergie de groupe. Ahmed Rjiba, PDG de la BH, ne peut que s'en réjouir, lui qui œuvre en faveur de cet attelage solide et dynamique.

Présidant la cérémonie de révélation de la nouvelle identité de BH Invest, en présence notamment de Slah Essayel, président du CMF, il n'a pas manqué de féliciter chaleureusement le conseil d'administration et son président, Ridha Bejaoui, ainsi que la directrice générale, Sonia Larbi. «Cette démarche est en phase avec l'un des principaux axes de restructuration de la Banque de l'Habitat qui mise sur le développement de la synergie du Groupe BH», a-t-il souligné.

Ce ne sera pas l'unique nouveauté de BH Invest cette année. Sonia Larbi confiera que d'autres initiatives prises par le conseil d'administration seront bientôt mises en œuvre. S'appuyant sur une équipe de professionnels expérimentée, BH Invest offre des services de Bourse et négociation, ingénierie financière et gestion d'OPCVM.





SUPERFAST CHRONO PORSCHE 919 EDITION (168535-3002). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 03.05-M

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS TÉL.: +216 71 860 475 RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS TÉL.: +216 71 963 555 C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS

C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS TÉL.: +216 70 836 224 Chopard



مع Les Solutions BH حلول تخلّیک تعیش حیاتک



Bâtisseur de l'avenir





Mehdi Jomaa planche à l'IDN

C'est une première à l'Institut de la défense nationale (IDN). Un ancien chef de gouvernement, Mehdi Jomaa, était invité à plancher, fin juin, devant les auditeurs de la 32e promotion, formés de militaires, sécuritaires et hauts commis de l'Etat. Le thème de la promotion choisi pour cette année est : instauration d'un système de renseignement national pour appuyer l'institution militaire et sécuritaire dans le cadre d'un Etat naissant. Jomaa ne manquait pas d'analyses, de moments forts vécus et de cas édifiants de crises gérées à partager avec un auditoire attentif et de se soumettre à un tir nourri de questions pertinentes. Un débat fort instructif, nous dit-on.

IACE: Bouzguenda reconduit, Bayahi et Bel Haj Amor, vice-présidents

Ahmed Bouzguenda voulait passer la main à la présidence de l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE), pour favoriser, confiait-il, une rotation. Mais, il a fini par accepter de rempiler pour un nouveau mandat. Il aura à ses côtés deux vice-présidents, Taieb Bayahi et Walid Bel Haj Amor, ainsi qu'une équipe bien fournie qui forme désormais le nouveau comité directeur. Confirmation d'anciens dirigeants et arrivée de nouvelles figures jeunes comme Hédi Sellami



Ci-après la composition du Comité directeur :

• Président	:	Ahmed Bouzguenda- SBF
Vice-président chargé des manifestations et des relations internationales	:	Taieb Bayahi– TPS
Vice-président chargé des centres et des opérations	:	Walid Bel Haj Amor – COMETE ENGINEERING
• Trésorier	:	Ahmed El Karam – AMEN BANK
• Vice-trésorier	:	Zoubeir Chaieb - AETECH
Président du Centre de plaidoirie	:	Mohamed Bridaa – MICROSOFT TUNISIE
Président Section Sfax	:	Ahmed Masmoudi-SOCIETE PASTISSERIE MASMOUD
Trésorier Section Sfax et président du Centre tunisien de fiscalité d'entreprise	:	Hichem Ammar - SIAM
• Président de la Commission relations avec les médias, les partenaires sociaux et porte-parole de l'IA	CE:	Fayçal Derbel - FINOR
Président du Centre tunisien de gouvernance d'entreprises	:	Youssef Kortobi - AFC
Président du Centre tunisien de veille et d'intelligence et des études économiques	:	Hédi Sallami–TUNISIE CABLES
Président du Centre d'entrepreneuriat et d'emploi	:	Jaafar Kattech - BNA
Président de la Commission de la Maison de l'entreprise, adhésion et sponsoring	:	Habib Kammoun – HOTEL MEHARI BEACH
Président du Centre de formation	:	Habib Ben Saad – BANQUE DE TUNISIE
Président de la Commission gouvernance et audit	:	Jlil Bouraoui – JB CO
Président de la Commission relations avec les think tanks internationaux	:	Peter Bismuth - CSC
Président de la Commission relations avec les institutions internationales	:	Slim Zghal– ALTEA PACKAGING
Président de l'Académie des leaders	:	Naoufel Aissa – VIVO ENERGY
Président de la Section du Centre	:	Zohra Driss – HOTEL IMPERIAL MARHABA
Président de la Commission relations avec la société civile	:	Nafaa Ennaifer – ACRYLAINE.

Les Journées Tunisie de LOBS : une réussite, même si...

Mathieu Croissandeau, directeur de la rédaction de L'Obs, a eu la main heureuse de monter avec le soutien de Selma Elloumi, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, les Journées de Tunisie.

Faire venir Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Bernard Kouchner, Eric Woerth, Plantu, Massimo D'Alema, Pascal Boniface, Hervé Morin et William Bourdon, Guy Sitbon, et Bernard Guetta, n'était pas une mince affaire. Les mettre en débat avec Slim Chaker, Yassine Brahim, Zied Ladhari, Latifa Lakhdhar, Kamel Jendoubi, Néji Jalloul, Ouided Bouchamaoui, Houcine Jaziri, Radhi Meddeb,

Fethi Benslama, Betrand Delanoë, Habib Kazdaghli, Héla Ammar et Anissa Daoud, offrait des panels exceptionnels. Tour à tour, ils discuteront de la relance économique, du même chemin vers la démocratie pour l'Europe et le Maghreb, de l'intégrité de l'Etat, de la question des migrants d'une rive à l'autre, de l'exception tunisienne, des femmes et citoyenneté et de la Tunisie et ses voisins : menaces et soutiens. Des échanges d'une rare intensité et riches d'idées. Les modérateurs étaient bien choisis : Pierre Haski, Céline Lussato, Marie Lemonnier, Ghautier Rybinski et Sophie Fay. Un seul regret : le palais des Congrès était loin d'afficher complet, faute d'une communication appropriée.





C'EST NOUVEAU POUR NOUS AUSSI. LE FUN DE MINI. DEUX PORTES EN PLUS.



>> VENEZ VITE L'ESSAYER!

Réservez un essai sur route au 70 857 355 ou sur www.5doors.mini.com

Ben Jemâa Motors S.A. 16, rue de l'Artisanat - Charguia 2 Tél: (+216) 70 837 355 - Fax: (+216) 70 836 574 Email: bjm@bjmotors.com.tn



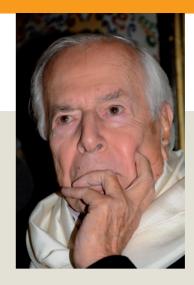


مع Les Solutions BH حلول تخلّیک تعیش حیاتک



Bâtisseur de l'avenir





Jean Daniel: une déclaration de fidélité à la Tunisie

Il devait être là, parmi les siens. Jean Daniel, fondateur du Nouvel Observateur et initiateur des Journées de Tunis, n'a pu participer à ce grand rendez-vous qu'il espérait de longue date. Empêché par «les caprices du corps», il a adressé le message suivant:

Chers amis,

Je ne suis pas hélas ici parmi vous puisque les caprices du corps m'en ont empêché, mais je suis avec vous!

Vous comprendrez combien je me sens frustré car au Nouvel-Observateur, nous pensons à ce colloque depuis des semaines. C'était évident du fait de l'ancienneté des liens qu'il y a entre la Tunisie et ce Nouvel Observateur que nous avons fondé il y a près d'un demi-siècle.

Mais cette fois, nous étions stimulés par le désir de souligner et de célébrer de manière exigeante la politique de la nouvelle Tunisie.

Il s'agit de chercher la voie qui rend enfin possible la réalisation de l'un des plus grands rêves populaires: celui de la démocratie.

Cela relève de la gageure mais c'est l'un des plus sérieux problèmes que pose la modernité aux hommes qui se veulent libres.

Depuis les convulsions de l'anarchie libyenne et les fantasmes d'une religion radicale, la Tunisie est traquée par tous les problèmes d'un monde nouveau où la violence compromet et souille les plus belles ambitions de la liberté de conscience, c'est-à-dire la révolution.

Pour moi, la révolution a eu lieu lorsque j'ai lu le début de votre nouvelle Constitution. Des spécialistes de la démocratie et des experts de l'islamologie vont nous éclairer dans des débats qui promettent d'être passionnants. Faute d'y participer, je les lirai avec une attention, disons religieuse!

Je ne cesse pas de vous accompagner dans cette recherche qui contient d'ailleurs une réflexion sur l'universel et sur ce que le professeur Pierre Rosenvalon appelle «l'élargissement de la vie démocratique» depuis qu'on découvre qu'elle a d'autres registres que celui de l'élection et que les citoyens ne se contentent plus d'être de simples électeurs.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que je m'adresse pour finir à votre Président dont je connais la culture et qui, de plus, dans les pires moments ne m'a jamais déçu. Le Président Caïd Essebsi m'inspire confiance depuis que je l'ai vu contenir les débordements de notre grand homme, c'est-à-dire le despote éclairé Habib Bourguiba...

Et je trouve au surplus que la façon dont il a triomphé de tous les obstacles et les pièges depuis le début des affrontements avec les extrémistes est absolument remarquable d'habileté, de compétence et d'humour.

En votre nom, je lui fais une promesse, celle de faire pression sur nos opinions publiques occidentales pour que les gouvernements français et américain, notamment, lui procurent cette aide économique sans laquelle la Tunisie peut s'effondrer. Or jusqu'à maintenant, le Président n'a trouvé à Paris que l'expression de grands sentiments et à Washington l'emphase des professions de foi.

Gouyette rempile

La France a maintenu son ambassadeur à Tunis, François Gouyette, pour une année supplémentaire. En poste depuis le 24 août 2012, il était censé terminer son affectation cette année, habituellement fixée à trois ans. Une décision perçue comme une volonté de consolider la mise en œuvre des accords de coopération conclus entre les deux pays, notamment lors de la récente visite d'Etat effectuée en France par le président Caïd Essebsi, début avril dernier.

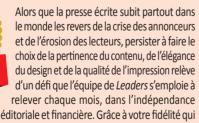
Son successeur devait être désigné lors du mouvement diplomatique annuel, généralement annoncé à la fin de l'été. Ce maintien vient mettre fin à une série de rumeurs qui avait annoncé sa mutation à Ankara, et mentionné le nom de nombre de successeurs possibles, notamment celui de Philippe de Fontaine-Vive, ancien vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI).



Leaders 50

Le présent numéro de *Leaders* qui est entre vos mains est le 50e, depuis la première livraison datant de juin 2011. Une aventure engagée au lendemain de la révolution avec détermination, mais non sans l'angoisse de pouvoir tenir

le rythme. Le plébiscite de nos chers lecteurs a été pour nous un véritable moteur de persévérance et de recherche constante du perfectionnement.



galvanise nos énergies et nous encourage à aller encore plus de l'avant. Soyez-en remerciés.



«Une Europe qui ferme ses frontières aux immigrés est en défaite de ses valeurs»

«Une Europe de 480 millions d'habitants qui refuse d'accueillir 100 000 immigrés en détresse et partager avec eux sa prospérité, les laisse en naufrage et accepte de faire de la Méditerranée, maculée de sang, la mer de la mort, est une Europe qui est en défaite de ses valeurs»! L'ancien chef du gouvernement italien, Massimo D'Alema, ne se retient pas pour laisser s'exprimer toute son indignation, lors des Journées Tunisie de L'Obs. «Souvenez-vous, poursuit-il, la moitié des Argentins sont d'origine italienne, comme 25 millions de Brésiliens, comme l'actuel maire de New York. Et voir que l'Italie s'oppose aujourd'hui à accueillir des réfugiés! C'est quoi 100 000 immigrés par rapport à 480 millions d'Européens, dans cette région la plus riche? Fermer les frontières, ce n'est pas seulement inhumain, c'est une bêtise!». Face aux autres panélistes du débat sur l'immigration, il monte au créneau. Houcine Jaziri, ancien secrétaire d'Etat à l'Immigration (2012 -2013) et député à l'Assemblée des représentants du peuple, opine de la tête. Bernard Kouchner, ancien ministre français des Affaires étrangères et européennes (2007 - 2010), se rappelle l'action conjointe menée au Kosovo.

D'Alema s'indigne de «cette attitude cynique de la droite populiste européenne qui profite de la situation pour faire propager les sentiments de peur et d'insécurité et veut verrouiller les frontières». «Il nous faut une politique européenne d'asile, lancet-il. Je n'ai pas le rêve, mais le souvenir d'une autre Europe, rappelle-t-il. Pendant la guerre du Kosovo, Bernard Kouchner en témoigne, nous avons accueilli 300 000 réfugiés, sur de simples coups de fil. J'étais président de conseil en Italie et j'ai appelé moi-même mes homologues. Nous avons immédiatement réglé la question. Sans attendre, c'est nous qui avons envoyé nos avions et nos bateaux les chercher».

Kouchner acquiesce mais ne se rallie pas aujourd'hui à cette position. «Nous devons apporter plus de souplesse dans l'octroi des permis de séjour pour les réfugiés et leur offrir mieux d'accueil».

Houcine Jaziri rappelle le drame des migrants clandestins, des perdus de vue, de ceux qui, sans papiers, s'exposent à la précarité et à l'exploitation. D'Alema rebondit à juste titre sur la question de la main-d'œuvre clandestine exploitée en Europe. «Vous savez qu'en Italie, les immigrés sans papiers produisent 12% du PIB, sans la moindre reconnaissance, ni protection. S'ils partent du jour au lendemain, imaginez alors ce qui peut se passer. Si nous voulons maintenir un rapport équilibré entre population active et retraités, nous avons besoin en Europe, d'ici 2100, de pas moins de 30 millions d'immigrés ? Où irons-nous les chercher?».



SOYEZ RÉALISTE, DEMANDEZ L'IMPOSSIBLE

DS 5



3 ans '



 * 3 ans de garantie : 2 ans de garantie constructeur et 1 an de garantie offert par Aures Auto dans la limite de 100.000 km





Présidence du gouvernement

Taoufik Rajhi

Chargé de mission, avec rang de ministre, en charge de la présidence du Conseil d'analyses économique et du suivi des réformes majeures

Dhafer Néii

Chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement

Mondher Bousnina

Chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement





Karim Gharbi

Chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement

Raoudha Ben Salah épouse Halloul Chargée de mission au cabinet du chef du gouvernement



HAICA

Assia Laâbidi

Vice-présidente de la HAICA

Adel B'sili

Membre de la HAICA

Amel Chahed

Membre de la HAICA

Ministère de l'Intérieur

Hachem Hamidi

Gouverneur de Kébili

Ministère de la Santé

Karim Aoun

Directeur général de la Santé publique

Raoudha Ben Marzouk

PDG de la Société des Industries Pharmaceutiques de Tunisie (SIPHAT)



Al Baraka Bank

Abdul Elah Sabbahi

Président du Conseil d'administration

Attijari Sicar

Hichem Seffa

Président du Conseil d'administration



VIENT DE PARAÎTRE

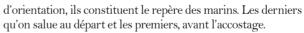
Un émerveillement sans cesse renouvelé

ne généreuse nature fait de la Tunisie un véritable don du ciel. Ce merveilleux petit pays niché au sommet du continent africain, à quelques encablures seulement du sud de l'Europe, offre une rare diversité de paysages insolites, allant du Sahara, au Sud, aux forêts du Nord, baignés par cette eau émeraude de la Méditerranée.

Au large de ses rivages qui s'étendent sur plus de 1 350 km, s'égrènent pas moins de soixante îles et îlots, autant de trésors naturels que les heureux navigateurs ne se lassent guère de découvrir.

Autant aussi de sites exceptionnels peuplés d'espèces précieuses d'oiseaux.

Mais, peut-on parler de rivages et d'îles sans parler de phares? Que serait la navigation maritime sans ces instruments? Monuments d'architecture, vecteurs



Trois éléments forts d'un patrimoine tunisien peu connu, les îles, les phares et les oiseaux font partie de ces trésors cachés d'une attachante Tunisie.

Ce recueil de textes, abondamment illustré de cartes et de photos, parus au fil des numéros successifs du magazine mensuel Leaders, est une passionnante invitation à la découverte.

Toujours recommencée, telle "la mer" de Paul Valéry.





NOUVEAU

Banque de Tunisie



CARTE TECHNOLOGIQUE





La carte qui brise toutes les barrières!

Une carte internationale pour l'utilisation exclusive sur internet, sur des sites étrangers, est enfin à votre disposition. Si vous êtes jeune développeur informatique, utilisez votre carte Technologique pour l'hébergement des sites web, des applications mobiles ou encore pour abonnement à des sites web étrangers à caractère éducatif.

Si vous êtes entreprise résidente, désormais, le règlement des frais relatifs à la publicité, aux abonnements aux sites web étrangers, aux dépenses pour la collecte d'informations, à l'achat de services de formation en ligne, et de licences logiciels sont accessibles avec la carte Technologique

Nous réaliserons vos vœux

www.bt.com.tn







Distinction

Habib Kazdaghli, Noomane Fehri et Hichem Elloumi décorés par le Président du Portugal

Trois personnalités tunisiennes qui «se sont distinguées par leurs actions dans le domaine de l'approfondissement des relations entre le Portugal et la Tunisie» viennent d'être décorées par le président de la République Portugaise. Il s'agit de:

- Noomane Fehri, ministre des Technologies de la communication et de l'Economie numérique, fait Commandeur de l'Ordre de la Liberté,
- Habib Kazdaghli, doyen de la faculté des Lettres, des Arts et des Sciences humaines de la Manouba, fait Commandeur de l'Ordre de la Liberté,
- Hichem Elloumi, vice-président de l'Utica, président du Conseil d'affaires tuniso-portugais et président de Coficab Portugal et de la branche câbles du Groupe Elloumi, fait Grand Officier de l'Ordre du Mérite Industriel.

Au nom du Président de la République, c'est l'ambassadeur du Portugal à Tunis, Luís Faro Ramos, qui a remis ces décorations à leurs heureux récipiendaires, lors de cérémonies successives. Citant leurs mérites, il a rendu hommage aux efforts pour promouvoir la coopération bilatérale et les échanges dans divers domaines entre les deux pays.

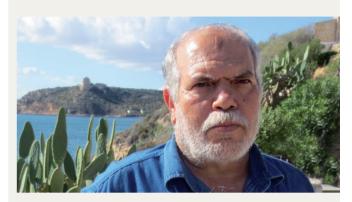
- Noomane Fehri a eu en effet l'initiative en 2012 de constituer un groupe d'amitié parlementaire tunisoportugais.
- Habib Kazdaghli a mérité sa décoration de l'Ordre de la liberté pour avoir défendu la liberté académique dans l'université tunisienne.
- Quant à Hichem Elloumi, il est célébré pour l'importance de l'investissement industriel réalisé au Portugal et la distinction d'excellence de Coficab Portugal dans ses activités qui a été reconnue à deux reprises pour deux évènements majeurs. L'un en 2013 avec l'octroi du prix COTEC de l'innovation remis par le président de la République du Portugal et l'autre par l'inauguration en 2014 du Centre de recherche et développement par M. Cavaco Silva, Président du Portugal. Mais aussi sa contribution et celle de Coficab Portugal dans le développement de la région de Guarda et sa participation active au développement des relations économiques entre la Tunisie et le Portugal.







Décès



• Abdallah Zouari

Le militant d'Ennahdha, resté toujours militant

Abdallah Zouari qui vient de nous quitter, à l'âge de 62 ans, suite à un accident de voiture, fait partie, par son endurance sous la torture et l'isolement en prison, des figures légendaires du mouvement Ennahdha. Ce soir-là, Abdallah Zouari rentrait de Sousse avec l'ancien magistrat et figure de proue du MTI Salah Zoghlami (sorti miraculeusement indemne), où ils venaient de rencontrer Hamadi Jebali. Jusque tard dans la soirée, ils avaient longuement discuté avec lui de la situation du parti et des enjeux qui se posent au pays et, surtout, évoqué son retour au sein d'Ennahdha.

Jeune instituteur affecté au Kef, à l'opposé de sa ville d'origine Zarzis et de sa ville natale Touza, au Sahel, il se fera rapidement de nombreux amis, rejoindra le Mouvement de la tendance islamique (MTI) et en deviendra le représentant dans la région ainsi qu'à Siliana. Il ne faisait alors qu'inaugurer un long voyage à travers les sinistres geôles de la DST et celles de Bordj Erroumi et autres prisons.

Au total, il purgera 11 ans de prison (dont 9 en isolement total) et 7 ans de résidence surveillée à Zarzis. Un militant de sa trempe était promis à de hautes charges au sein d'Ennahdha après la révolution, voire faire partie du gouvernement Jebali ou celui de Laarayedh. Zouari, très centriste dans ses positions, n'occupera que des fonctions de deuxième rang. Il sera chargé, un moment, de la direction du bureau de communication, mais, c'est surtout la direction de l'hebdomadaire Al-Fajr, organe du mouvement, qui lui sera confiée. Inlassable, il s'emploiera à tenir le cap, dans ce tumulte d'expressions multiples. « Patron de presse » à sa manière militante, Abdallah Zouari rejoindra la fédération des directeurs de journaux dont il deviendra le trésorier et nouera alors des rapports cordiaux avec tous ses pairs. Sa grande qualité était en effet ce contact fluide et chaleureux, ce grand sens de la conciliation et du rapprochement, tant entre les personnes qu'entre les positions.

Le monde arabe et nous...

La Chine et l'Inde, deux grandes puissances peuplées chacune de plus d'un milliard d'habitants, on n'en entend pas parler. Des « fourmilières » humaines qui travaillent dur et qui sont appelées à dominer le monde. Le souci des Etats européens et américains est de ne pas se laisser étouffer par une telle domination et s'acharneront à résister à ce réveil des pays asiatiques.



Par Mansour Moalla

L'autodestruction

Le monde arabe s'acharne, lui, à s'autodétruire. Les craquements de cette autodestruction dominent l'actualité. Les champions dans ce domaine sont en pleine crise, qu'il s'agisse de la Libye voisine ou de l'Egypte, en pleine effervescence, de la Syrie, menacée de disparition, de l'Irak, divisé et déchiré ou des Etats pétroliers (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats, Bahreïn) affectés par la chute des prix de leur principale richesse.

Les Etats d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie) redoutent de plus en plus l'invasion d'un terrorisme portant l'emblème d'un islam guerrier et impitoyable.

Tous ces pays ont appartenu à une brillante civilisation qui a conquis le monde. D'où provient cette décadence? Dire que les Arabes et les musulmans sont par nature des êtres destructeurs est un faux historique. Dire que la domination étrangère et coloniale n'a guère favorisé leur évolution vers des systèmes étatiques évolués, leur évitant la dispersion et l'émiettement, est plus vrai.

Cette autodestruction a une double cause : le pouvoir, d'une part, et la confusion entre le politique et le religieux, d'autre part.

Le pouvoir destructeur

Le pouvoir n'a pas été conçu comme un moyen de servir l'intérêt du pays mais comme un moyen de servir celui d'un groupe, d'un clan ou d'une personne. Ainsi s'explique le fait qu'on « conquiert » le pouvoir par tous les moyens possibles, y compris la contrainte et la violence, les élections, lorsqu'elles existent, n'étant qu'une simple parodie. Ainsi s'explique le fait qu'on n'accepte pas de quitter ce pouvoir qu'on veut garder «à vie» et le transférer en héritage à la famille ou au clan auquel on appartient. Mais l'on ne réussit pas toujours dans cette «possession» du pouvoir et que l'on doit quitter au profit de «coups d'Etat» ou de «révolutions» à répétition. Kadhafi est tué, Moubarak est

Les menaces de grèves et les grèves à répétition contribuent à l'autodestruction qui sévit dans les pays arabes. Il y a des syndicats puissants et organisés. On doit donc discuter pour résoudre nos problèmes sans les menaces qui détériorent l'esprit public. destitué, emprisonné et condamné, son successeur, émanation du clan islamiste, est renversé par un général, emprisonné et condamné à mort, Saddam, président de l'Irak est pendu après un long règne agité, et enfin les deux dictateurs Assad père et fils ont conduit leur pays à la destruction, laissant Israël seul maître à bord dans cette région, l'Arabie Saoudite avec son système archaïque des « 1000 coups de fouet » se débattant avec un Yémen déchiré et disloqué du fait des gens du pouvoir qui se sont approprié le pays comme leur propre bien.

Les Etats du Maghreb arabe n'en sont pas au même stade de dégradation malgré l'usage inapproprié qu'ils ont fait du pouvoir et ce, qu'il s'agisse du Maroc de Hassan II qui a connu des tentatives de coups d'Etat répétés ou de l'Algérie de Boumediene et ses successeurs, qui a connu une profonde crise qui a duré des années et qui s'est traduite par des dizaines de milliers de morts, et qui a encore des problèmes avec le pouvoir. Il s'agit enfin de la Tunisie où le système «présidentialiste» a contrarié fortement une saine évolution de l'exercice du pouvoir qui s'est finalement traduit par un coup d'Etat et l'élimination du «père» fondateur de la Tunisie indépendante Habib Bourguiba et l'installation d'une dictature de plus de deux décennies qui n'a pu être éliminée que par une révolution, de gouvernements provisoires et enfin, et heureusement, de « vraies » élections et un pouvoir légitime qui doit prouver maintenant son efficacité.

L'utilisation abusive de la religion : l'Islam

La seconde cause de l'autodestruction concerne l'utilisation abusive de la religion, l'Islam, pour conquérir le pouvoir et s'y installer. Faute de pouvoir réaliser une prospérité relative du pays et de ses habitants, on leur promet le Paradis dans l'autre monde et quelques avantages ici-bas si leur fidélité est acquise. L'Islam est ainsi utilisé pour l'accession et le maintien au pouvoir. Pour ce faire, on accuse de mécréance, de «kofr», ceux qui n'adoptent pas leur conception de l'islam politique qui détruit à la fois la politique et l'Islam. La politique devient une tromperie et l'Islam un moyen de conquérir le pouvoir avec tous les avatars que cela comporte au lieu de rester un moyen de sauver la personne humaine et de guide moral et spirituel pour les nations.

Le cas égyptien est démonstratif à cet égard. Les Frères musulmans sont restés actifs une longue période avant Nasser, depuis Nasser et jusqu'à Moubarak, ils sont devenus un parti politique islamique et sont enfin arrivés au pouvoir avec l'élection de Morsi comme chef d'Etat qui a tout de suite accompli des actions qui ont terrifié la population et conduit à un coup d'Etat et à la condamnation à mort du nouveau président. C'est un échec qui explique le retrait sur des positions moins aventureuses du parti islamique Ennahdha qui a voulu éviter le même sort.

Les pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont devenus musulmans depuis 15 siècles. Ils n'ont pas attendu les partis dits islamistes actuels pour le rester, pratiquant leur religion avec fidélité et sincérité. L'Islam ne peut que souffrir d'une utilisation abusive dans le domaine politique. La politique comporte des erreurs, des complications qui rejaillissent sur l'Islam qui devient à son tour objet de contestation et de critiques et voir diminuer ainsi son rôle moral, éducatif et

responsable. Laissons donc l'Islam tranquille, les dégâts énormes qui proviennent aujourd'hui de son utilisation politique en Libye, Syrie, Egypte, Irak et l'apparition d'un Etat dit islamique aux performances inhumaines fondamentalement contraires au respect par l'Islam de la personne humaine.

Protéger l'évolution de la Tunisie

Cette revue de l'évolution des pays arabes et des relations entre le pouvoir et la religion permet de réfléchir à la sauvegarde de notre pays, la Tunisie, dans les années à venir. Il faut accepter l'idée que l'on doit protéger l'Islam et sa contamination par les dangers du pouvoir et de la politique. Les gouvernements ne doivent pas songer à utiliser l'Islam pour les soutenir dans leur politique. On ne doit pas parler de l'action politique et gouvernementale dans les discours des imams qui perturbent les croyants sincères et nuisent ainsi à la religion.

L'article 1er de notre constitution a résolu le problème et on ne doit plus y revenir. L'Islam ne doit pas être monopolisé par les partis dits islamiques. On a lu récemment une interview de leur principal leader clamant haut et fort qu'ils sont musulmans, alors que tous les Tunisiens sont musulmans. Il n'y a pas deux catégories de musulmans. Ou alors, ils n'osent pas dire que les autres Tunisiens, qui n'appartiennent pas à leur clan politique, sont des «mécréants», des «koffar». Un peu de pudeur et moins d'hypocrisie sont nécessaires à ce sujet. Il y a des Tunisiens qui veulent mêler l'Islam à la politique et les Tunisiens non politiciens qui n'ont pas besoin de la politique et qui veulent pratiquer sereinement leur religion sans la mêler aux errements de la politique, errements inévitables par nature. La révolution de 2011 et les élections qui ont suivi ont mis la Tunisie sur le bon chemin : celui d'un pouvoir légitime et non contesté. Il faut sauvegarder ce précieux acquis et ne plus revenir aux élections dont on connaît le résultat à l'avance.

Pour une évolution paisible de la Tunisie

Mais cela ne suffit pas. Il y a lieu de trouver la meilleure voie qui conduise à une évolution paisible du pays qui est aujourd'hui perturbée par toutes sortes de démonstrations et de menaces. Les revendications doivent être raisonnables pour être raisonnablement écoutées et suivies d'effets. Les menaces de grèves et les grèves à répétition contribuent à l'autodestruction qui sévit dans les pays arabes. Il y a des syndicats puissants et organisés. On doit donc discuter pour résoudre nos problèmes sans les menaces qui détériorent l'esprit public, les diverses autres fractions pouvant recourir à d'autres catégories de menaces et à l'instabilité générale du pays qui empêchera tout progrès. Que des catégories non organisés soient tentées par les menaces n'ayant pas d'autres moyens d'expression, on le comprend, mais que des syndicats, fortement organisés riches d'une longue histoire dans la lutte pour l'indépendance en viennent à menacer et désorganiser fortement la vie du pays, cela n'est pas admissible. Devenons raisonnables et responsables.

Aujourd'hui, la responsabilité doit conduire chacun de nos actes. C'est trop facile de contester, de réclamer, d'exiger et de menacer. Autre chose est de gérer, de trouver les solutions, ce qui requiert la coopération de toutes les parties concernées. Que les syndicats

••• d'employeurs et d'employés, l'Ugtt et l'Utica, pour être précis, demandent ou acceptent de participer au gouvernement et de connaître les problèmes de plus près et de chercher les solutions les plus appropriées sauvegardant les intérêts généraux du pays et ceux de leurs adhérents!

A l'indépendance, les syndicats ont collaboré à la direction du pays. Pourquoi, et vu les menaces qui pèsent sur notre avenir, n'acceptent-ils pas aujourd'hui de le faire et de mettre la main à la pâte? Ce n'est pas trop populaire, si leurs adhérents ne sont pas satisfaits, ils ne seront pas réels. Ils sont harcelés par leurs adhérents et ils harcèlent à leur tour les gouvernements. Il y a lieu de changer ces habitudes et de trouver des moyens plus sérieux et plus responsables pour «sauver» le pays.

Sauver le pays

On est unanime à considérer que le pays est en danger. Le diagnostic est connu. Les problèmes sont nombreux et la tâche est immense et il faudra se battre sur plusieurs fronts.

En tête de liste, deux grandes préoccupations majeures : le redressement économique et la lutte contre la violence et le terrorisme. On doit pouvoir avancer sur les deux fronts. On ne doit pas attendre la fin du fléau terroriste pour s'atteler au redressement de l'économie et des finances du pays.

Le combat contre le terrorisme nécessite une discipline nationale et l'instauration de la paix sociale durant la législature actuelle. On doit pouvoir éviter les grèves et l'agitation revendicative. Les discussions et l'examen des problèmes sociaux, dont celui de l'évolution des salaires, doivent devenir plus sérieux et exclure toutes sortes de menaces. L'augmentation des salaires doit dépendre de la croissance économique: si celle-ci continue à baisser pour devenir négative, toute augmentation des salaires devient aberrante sauf en ce qui concerne le salaire minimum garanti qui doit évoluer progressivement et devenir plus substantiel et être doublé durant le futur plan.

Le niveau actuel de ce Smig n'est pas acceptable même si, en pratique, il est dépassé. Lier donc l'évolution des salaires à l'augmentation de la production, c'est-à-dire à la croissance économique tout en en réétudiant la hiérarchie de ces salaires. Il y a le Smig mais il y a des salaires trop élevés et il faudra réduire cette différence trop importante qui n'est pas de nature à renforcer l'esprit de solidarité dans la société tunisienne. Et chacun sait que l'augmentation des salaires dans une économie en récession aggrave l'inflation et provoquera de nouvelles réclamations de salaires et le cycle infernal continuera ainsi jusqu'à la crise et au recours à l'endettement. C'est ce qui s'est passé au début des années 1986, l'augmentation des salaires, des crédits et du budget ont entraîné une inflation de 14% en 1982 et la crise qui a nécessité le recours en 1986 au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale et la dévaluation de la monnaie nationale qui n'a pas cessé de se dégrader depuis : le dinar vaut moins d'un demi-dollar alors qu'à l'origine, il valait 2,4 dollars.

Il faudra donc que l'effet négatif du terrorisme soit combattu par un redressement économique substantiel. Toute aggravation de la récession économique actuelle est de nature à aggraver le danger terroriste, d'où la nécessité de se battre sur les deux fronts.

Le front économique

Sur le front économique, il y a les décisions urgentes qu'il faut prendre sans tarder et d'autres plus importantes qui doivent pouvoir intervenir au cours du plan 2016-2020 en préparation. Il y a en effet des problèmes concernant l'Etat et les institutions publiques. L'Etat doit commencer le plus tôt possible à se décharger des tâches de gestion qui peuvent être assurées sans inconvénient par la société civile comme le transport par exemple dans toutes ses catégories : routier, collectif, privé, aérien, maritime. Réglementer ce secteur sans en accaparer la gestion et démobiliser les capacités de gestion de la société civile qui n'existait pas au départ mais qui est là aujourd'hui et qui attend qu'on lui permette d'être plus active.

Les décisions plus importantes concernent les grandes réformes qui doivent intervenir au cours du plan : qu'il s'agisse de celles de l'Etat, des collectivités locales et régionales, de la réforme de l'entreprise permettant de réduire ou d'éviter les conflits sociaux permanents, la réforme de l'éducation qui devient de plus en plus urgente, «machine à créer du chômage», ce qui est dramatique. La réforme des caisses de sécurité sociale et de retraite dont le déficit ne fait que s'aggraver, la réforme des entreprises publiques de manière à éviter le monopole devenu synonyme de déficit et de mauvaise gestion, la réforme de domaines prioritaires comme l'investissement et son statut ou l'exportation et sa nécessaire expansion pour réduire le déficit et l'endettement extérieur.

Autant de problèmes n'autorisant guère le désordre et l'agitation et nécessitant un travail en profondeur qui requiert la collaboration de toutes les institutions et organisations économiques et sociales.

En dehors de cet effort, il n'y a pas de salut. Croire au miracle ou trop compter sur une aide extérieure, nécessaire mais insuffisante, c'est se tromper lourdement.

Il n'y a plus d'excuses. Nous avons réussi à rétablir une situation légale et à sortir du provisoire, irresponsable par définition. Il faut qu'on resserre les rangs et qu'on démontre notre efficacité par des décisions courageuses et, si nécessaire, douloureuses pour sauver notre pays et sauvegarder notre avenir et imposer le respect et la considération et encourager l'effort de solidarité dont on pourra bénéficier et qui ne viendra nous soutenir que si nous nous montrons solidaires, capables et efficaces.

Contrairement à ce qui se passe dans le monde arabe, nous avons dès l'indépendance réussi à construire un Etat solide et qui a tenu bon malgré tous les obstacles. Il est encore là, il ne faut pas le laisser s'affaiblir et devenir un instrument de régression au lieu d'un puissant moyen de promotion. Rétablir le crédit et l'autorité, l'Etat et la discipline nationale : c'est la direction qu'on doit prendre sans tarder et que les autorités responsables doivent suivre par une présence active et un dialogue social permanent. Cela est de nature à inspirer confiance à l'intérieur et le respect à l'extérieur et la solidarité de ceux qui viendront à nous aider si nous nous attelons à nous aider nous-mêmes.

M.M.



À partir d' 1 Dinar par jour *

TRIK ESSLAMA, c'est la nouvelle assurance automobile de la STAR qui assure votre véhicule en cas de sinistre

Avec ce nouveau produit, la STAR met à votre disposition un réseau de réparateurs agréés sur tout le territoire garantissant une réparation selon les normes constructeurs et sans avance.

De plus, vous pourriez bénéficier d'un véhicule de remplacement pendant toute la période de réparation. Pour plus d'informations, contactez l'agence STAR la plus proche ou visitez notre site web : www.star.com.tn

* Suivant les conditions citées dans le contra

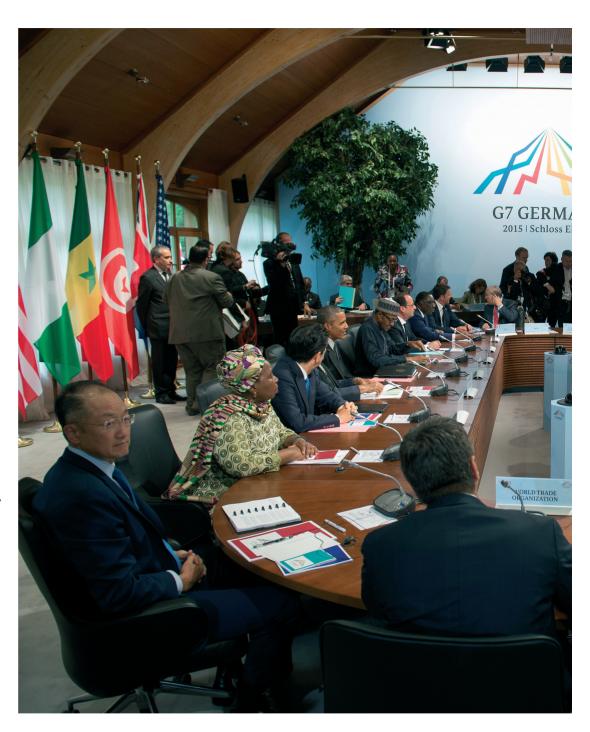
Avec l'assurance auto TRIK ESSLAMA, conduisez tranquillement et la STAR est le garant





Que feront de concret les pays du G7 en faveur de la Tunisie? S'il n'est pas rentré du Sommet d'Elmau, début juin, avec le gros chèque toujours attendu par les Tunisiens à chaque déplacement à l'étranger du président de la République et du chef du gouvernement, Béii Caïd Essebsi est satisfait de ses entretiens avec les dirigeants des plus grandes puissances mondiales. Etape par étape, il espère réussir à faire convertir leurs propos chaleureux en dons généreux. Un pas significatif vient d'être franchi. A l'initiative de Barack Obama, appuyé par Angela Merkel et les cinq autres participants, la Tunisie a été invitée à soumettre avant septembre prochain ses besoins en financement et équipements pour deux dossiers reconnus prioritaires et urgents: le développement économique et social et la sécurité, avec une priorité pour la surveillance des frontières.

Après ses visites à Paris et Washington, sa participation au Sommet du G7 prend une signification particulière et fait progresser sensiblement le «dossier Tunisie». Une sorte de triangle d'or conçu par BCE devant servir de plateforme solide pour la stabilisation sécuritaire et le décollage économique. Coulisses!



ès son accession à Carthage, le président Caïd Essebsi n'a cessé de rappeler à Barack Obama sa promesse de venir à Tunis et aux dirigeants du G7, l'engagement financier pris au G8 à Deauville en mai 2011. Sachant pertinemment que le calendrier de fin de mandat du président américain ne lui permettrait peut-être pas d'envisager un déplacement en Tunisie et que ce qui avait



été convenu à Deauville n'est plus de mise, il changea de fusil d'épaule et misera sur le sommet d'Elmau.

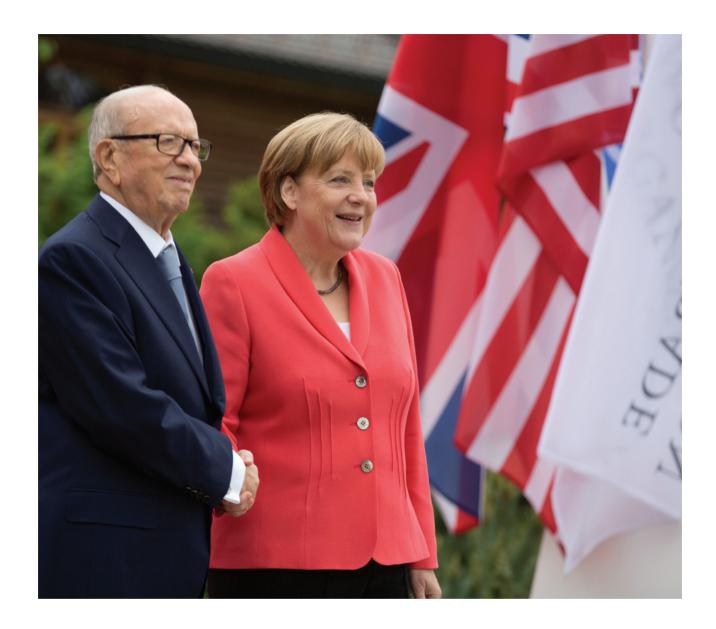
Initialement, l'idée d'y accueillir la Tunisie était considérée avec beaucoup d'attention par l'équipe de la Chancelière allemande, Angela Merkel, la puissance invitante. Mais, il fallait obtenir l'accord des six autres partenaires et trouver la bonne formule. Les sherpas, ces représentants personnels chargés de la préparation du sommet, se mettront alors au travail et monteront convenablement la séquence. Prévu en deux jours, le sommet est exclusivement réservé au cours de la première journée aux questions de grande priorité. Cette année, ce sera l'Ukraine, la crise grecque, le réchauffement climatique et les risques épidémiologiques. La seconde journée sera ouverte à des invités spéciaux qui viendront plaider la cause de leurs pays sur des dossiers qui méritent le soutien.

C'est ainsi qu'avec la Tunisie, quasiment invitée d'office (non sans efforts, en fait), le choix s'est porté sur le Nigeria, le Liberia, le Sénégal, l'Ethiopie et l'Irak. Lorsqu'Angela Merkel avait pris le téléphone, fin mars dernier, pour appeler le président Caïd Essebsi, elle était ravie de lui adresser l'invitation officielle, il faut dire qu'elle y est pour beaucoup, ne cachant pas sa joie de l'accueillir en Allemagne et au G7. Très chaleureuse et solidaire, elle lui dira qu'elle fera de son mieux pour rallier ses pairs à un soutien effectif à la Tunisie. C'était avant le déplacement de BCE à Paris et Washington et cela signifiait que le message commençait à être relayé auprès de ces capitales mais aussi des autres et le terrain balisé. Mais, personne ne savait au juste la forme que prendra ce soutien.

Au magnifique château d'Elmau, niché sur les hauteurs des Alpes en Bavière, le président Caïd Essebsi en aura la confirmation. Les Premiers ministres canadien, britannique, japonais et italien viendront tous lui donner l'accolade et discuter avec lui sur le point de savoir comment ils pouvaient contribuer davantage à la réussite de la transition démocratique et économique.

Les gestes de Merkel et les apartés d'Elmau

Les marques de considération à l'égard du président tunisien n'ont pas manqué. La Chancelière allemande, en hôtesse du Sommet, avait fait installer BCE



■■ à la place d'honneur à sa droite, en face de Barack Obama, et lui demandera d'être le premier à prendre la parole lors de la deuxième journée des travaux. Puis, lors du déjeuner officiel, elle placera en face, entre Obama et le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, qu'il rencontre pour la première fois. Engagée à table, leur conversation se poursuivra après. Le Premier ministre japonais lui dira surtout comment le Japon se félicite de l'avancée de la Tunisie dans sa transition et se tient à ses côtés. Premier signe, les touristes ■■■













■■■ japonais reviendront en Tunisie, donnant ainsi un signal fort. Mais, il y a aussi toute la coopération économique, financière et technologique.

Pareils sommets ont l'avantage de favoriser, en peu de temps, d'importants contacts, utiles et chaleureux. BCE en profitera bien. Avec le Premier ministre italien Matteo Renzi, il évoquera la situation en Libye et les risques de sa partition, avec tous les effets immédiats sur ses voisins les plus proches, la Tunisie et l'Italie. Il en profitera pour souligner que les performances enregistrées par la coopération en matière de lutte contre l'immigration clandestine incitent à soutenir le combat

NATION



■■■ contre le terrorisme et la contrebande. David Cameron, Premier ministre britannique, comme son homologue canadien, Stephan Harper, auront sur la pelouse du château de longs apartés avec le président Caïd Essebsi. Ils ne seront pas les seuls. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, les présidents de la Banque mondiale, Jim Kim, de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, et les patrons de l'OMS, du BIT et de l'Ocde, trouveront chacun un moment pour le saluer et échanger avec lui quelques propos. Leurs conseillers respectifs prendront le relais.







Le président Béji Caïd Essebsi est à l'aise dans ce genre de joutes internationales. Mais, au-delà des congratulations, il sait que le temps lui est compté pour sortir la Tunisie du danger terroriste et de la crise économique et sociale. S'il ne se présente pas en quémandeur, il met en avant l'interdépendance de la réussite de la Tunisie avec les intérêts des démocraties occidentales. Sans relâche. Le Sommet du G7 aura été un jalon précieux dans cette stratégie. Maintenant, c'est le suivi attentif et pressé par le gouvernement et les conseillers à Carthage qui fera aboutir au concret.■











Deux grands dossiers : le développement et la sécurité

Pas de vacances donc cet été pour les ministres concernés et les conseillers à Carthage, les deux dossiers doivent être précis, argumentés et bien ficelés. Le premier doit mentionner les projets qui seront engagés pour réduire la fracture régionale, lancer de grands projets d'infrastructures, implanter des équipements sociaux, éducatifs et sanitaires, créer des emplois et venir en aide aux populations défavorisées. En écoutant Béji Caïd Essebsi rappeler amèrement que les mêmes causes qui étaient à l'origine du déclenchement de la révolution, à savoir la pauvreté, le chômage et les inégalités régionales, demeurent encore et avec plus de persistance, Barack Obama a réagi immédiatement. «Nous devons y répondre, lancera-t-il, et nous mettre aux côtés de la Tunisie pour lancer les programmes indispensables».

Angela Merkel embrayera alors pour souligner le risque sécuritaire qui menace également la Tunisie, mentionnant l'ampleur de l'infiltration des terroristes à travers les frontières, de la contrebande et de divers trafics, fort dangereux. D'où la nécessité d'appuyer la lutte contre le terrorisme et de sécuriser les frontières. Ce sera l'objet du deuxième dossier. Très élogieux à l'égard de la transition démocratique en Tunisie, le président français, François Hollande, s'est montré un fervent défenseur de l'appui économique et sécuritaire à notre pays. «La Tunisie est la seule à y avoir réussi, a-t-il répété, et cette démocratie naissante mérite qu'on l'accompagne dans cette phase cruciale». Hollande a déploré que les engagements pris par le G8 à Deauville n'aient pas été tenus, appelant ses pairs, et à travers eux la communauté internationale, à témoigner de leur solidarité avec la Tunisie.

«Nous attendons des résultats concrets!»

A l'unanimité donc, les Sept approuvent! Il s'agit à présent d'aller dans le détail et le chiffrage et c'est à la Tunisie de présenter ses requêtes détaillées et budgétisées. Tout doit être acheminé rapidement à la présidence du G7, cette année l'Allemagne, qui se chargera de mettre les deux dossiers tunisiens entre les mains des sherpas. Ceux-ci devront alors les étudier et les soumettre, assortis de leurs recommandations, aux dirigeants du G7 lors de leur prochaine rencontre en septembre prochain à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

La qualité des dossiers qui seront soumis par la Tunisie et l'importance des contacts à établir avec les sherpas seront cruciaux. Tout se prépare à leur niveau. Chaque pays examinera ce qu'il pourra prendre à sa charge, et le reste sera recommandé aux institutions financières internationales et régionales (FMI, Banque mondiale, Berd, BEI, BAD, etc.). Tout un travail diplomatique et des montages financiers nécessaires à entreprendre intensivement avant fin août prochain. A Deauville, en 2011, la Tunisie était fin prête, présentant un dossier complet. Cette fois-ci, il ne faut pas rater l'exceptionnelle opportunité qu'offre le G7 d'autant plus que la Tunisie est censée préparer en novembre prochain une grande conférence internationale sur le financement de grands projets et l'investissement.

«Nous attendons les résultats qui viendront concrétiser ces engagements», confiera le président Caïd Essebsi à Leaders, dans l'avion qui le ramenait d'Allemagne.

T.H.

Habib Essid

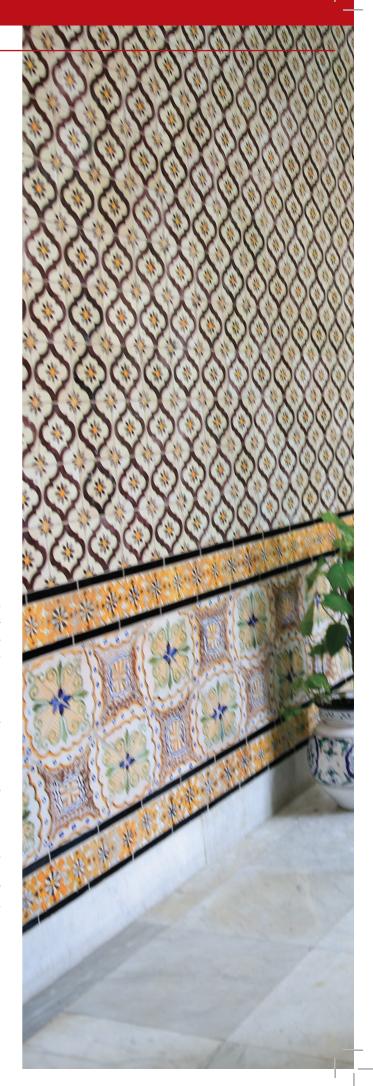
Les trois grands chantiers de ce mois de juillet

Il marque des points, par la force du poignet! Habib Essid, privé d'un grand soutien politique effectif, gagne de plus en plus du terrain sur au moins trois grands dossiers : la lutte contre le terrorisme, la maîtrise des prix et les questions syndicales. Même si beaucoup reste à faire! «Nous ne sommes qu'au début du chemin, ce gouvernement n'aligne à son compteur que cina mois seulement», dit-il à Leaders. «Mais, nous devons faire vite», ajoute-t-il. Quels sont ces grands objectifs pour ce mois de juillet? Compte-t-il procéder à un remaniement ministériel et à un mouvement des gouverneurs et des délégués? Et comment engagera-t-il les négociations salariales? Question subsidiaire: le gouvernement prendra-t-il des vacances, cet été? Coulisses de la Kasbah.



e mois de juillet est un mois important, affirme Habib Essid. Nous devons tout d'abord renforcer davantage la sécurisation du pays et nous prémunir contre les actes terroristes. Mais, en même temps, nous atteler aux chantiers majeurs. Trois dossiers importants sont inscrits

- D'abord la loi de finances complémentaire pour 2015. Je la conçois comme un coup de fouet pour la relance de l'économie et elle doit porter des mesures concrètes et incitatives.
- Il y a aussi le kick-off du Plan 2016-2020, un plan stratégique qui marquera l'amorce d'une grande transformation du pays, de son économie et de sa société. Il ne nous reste plus que moins de six mois pour le finaliser et le faire adopter. Le coup d'envoi des grands préparatifs sera donné ce mois-ci.
- Le troisième grand chantier est celui de la décentralisation effective à travers la mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles. Pour la première fois, un nouveau code des collectivités locales a été mis en chantier. Il est assorti d'une loi organique qui doit fixer les modalités des élections pour les conseils municipaux et les conseils des régions.





■■ Il y a aussi les projets de loi déposés devant l'Assemblée des représentants du peuple à défendre. Ceux des banques publiques est particulièrement important. Nous avons déjà transmis les dossiers de la STB et de la BH, celui de la BNA suivra début juillet. Ce qui est bien dans l'approche adoptée, c'est que nous ne nous limitons pas à recapitaliser ces banques, mais aussi à prévoir les ressources nécessaires à la réalisation de leurs business plans, au renforcement de leurs ressources humaines et à la refonte de leur système d'information et de leurs procédures d'analyse des risques.

Pour gagner du temps, ces banques ont été invitées à engager dès à présent avec le CMF leurs dossiers d'augmentation de capital. Aussi, nous lancerons incessamment les appels à candidatures pour les partenaires techniques. Sur un autre plan, les visites dans les régions sont importantes. Après les gouvernorats du Sud tout récemment, je poursuivrai cette tournée en me rendant à Sidi Bouzid et Kasserine, où je tiendrai des conseils ministériels dédiés au développement de ces gouvernorats».

A 1,7 % seulement durant les quatre premiers mois, comment rattraper la croissance ?

Même s'il ne l'affiche pas clairement, le chef du gouvernement s'inquiète de l'érosion du taux de croissance qui n'a été que de 0,7% durant le premier trimestre 2015 et ne s'élèvera à 1,7% en avril qu'avec le glissement tiré. Il est à craindre que le deuxième trimestre, n'apportant pas les correctifs souhaités, ne soit pas meilleur.

«Les différentes estimations laissent prévoir une croissance entre 2 et 2,5% en 2015, indique Habib Essid. Ce qui peut donner à espérer, c'est que les trois freins essentiels à de meilleurs indicateurs, à savoir le tourisme, le phosphate et la situation en Libye, seraient à même de connaître chacun un desserrement positif. Le tourisme laisse entrevoir une arrière-saison prometteuse. Le phosphate commence à reprendre et la crise libyenne pourrait connaître un début de dénouement à la faveur du dialogue interlibyen facilité par l'ONU et dont l'échéance est fixée à fin octobre prochain. De tout cœur, nous espérons que cette date butoir apportera l'apaisement et la concorde que tous souhaitent».

Négociations salariales : régler le dossier avant la rentrée

Les cinq premiers mois passés à la Kasbah ont commencé avec l'euphorie de la signature des premières augmentations salariales, en rattrapage sur 2014, pour buter sur un bras de fer dans les secteurs de l'éducation et de la santé notamment. Tout en gardant la main sur ces dossiers, laissant ses ministres monter en première ligne, avec des consignes précises, il s'est toujours gardé de préserver de bonnes relations personnelles avec le secrétaire général de l'Ugtt, Houcine Abbassi, et ses coéquipiers.

«Le dialogue n'a jamais été rompu entre nous, souligne-t-il. J'y tiens beaucoup car il nous permet d'exposer clairement nos positions et de chercher le compromis. Pour les nouvelles négociations salariales dans la fonction publique et les agents des établissements publics, nous allons bientôt nous réunir avec l'Ugtt et avancer nos propositions. Les détails précis ne sont pas encore fixés, mais ne sauraient tarder. Car il faut régler ce dossier avant la rentrée.»

Et le remaniement?

Lorsqu'on interroge le chef du gouvernement sur l'imminence d'un remaniement ministériel, il répond sans hésitation : «Oui, un remaniement peut être opéré à n'importe quel moment. Mais, sur la base d'une évaluation précise et d'un intérêt justifié. Pour le moment, il n'y a rien à l'horizon immédiat. N'oubliez pas que ce gouvernement n'a à peine que cinq mois».

Et un mouvement à la tête des gouvernorats et délégations? «Ah, oui! Un grand mouvement cet été pour ce qui est des gouverneurs et des délégués?» Il n'en dit pas plus, mais en annonçant le chantier de la décentralisation et du transfert des pouvoir aux municipalités et aux régions, et surtout avec la perspective des élections municipales, il est clair qu'Habib Essid entend fortifier l'appareil de l'Etat dans les régions, pour pouvoir servir de socle solide à ces grandes mutations.

Et les vacances?

A-t-il eu le temps de penser à planifier ses vacances d'été et d'inviter ses ministres et secrétaires d'Etat à s'y synchroniser? Habib Essid n'y a pas songé, du moins pour lui-même.

Il comprend que certains membres de son gouvernement aient des contraintes familiales et se doivent de prendre quelques jours de congé. Mais, lui, il ne pourrait se le permettre. «Tout au plus, j'essayerai de prendre parfois un ou deux jours, en reliant un vendredi à un lundi, si la situation m'y autorise. Sans plus»!



Effectuez toutes vos opérations bancaires dans le confort de votre foyer ou au bureau.
C'est possible grâce à la solution STB NET via votre PC, tablette, smartphone ou pour la première fois en Tunisie sur TV



Mohsen Marzouk

L'ascète de Nidaa ou l'ambitieux qui sait attendre

Qu'est-ce qui fait sa réussite et quel est son plan caché? Très proche de Caïd Essebsi qui l'écoute attentivement, Mohsen Marzouk a refusé d'être député pour se consacrer à l'élection de son Président. Ensuite, il a décliné le poste de ministre dans le gouvernement. Moins de six mois seulement aux côtés de son mentor à Carthage, il revient à son parti Nidaa Tounès «pour le transformer». Ou le tailler sur mesure pour en faire sa machine à remporter la prochaine présidentielle.

Paradoxalement, en répétant sans cesse qu'il n'est pas candidat, il n'a fait qu'accréditer les rumeurs sur ses ambitions présidentielles et dresser contre lui d'autres candidats déjà en lice qui, prématurément, se tiennent en embuscade. Aussi à l'aise avec Kerry à Washington qu'avec Lavrov à Moscou, il l'est également en retrouvant son dream team de jeunes militants de la dernière campagne électorale ou en croisant le fer sur les plateaux de télé avec ses détracteurs. Le même verbe charmeur. l'humour en prime et l'ambition en sursis. Comment a-t-il conquis la confiance de BCE, déjoué les traquenards dressés sur son chemin, esquivé les foudres, à commencer par celles des siens, avant de retomber sur ses pieds pour prendre les commandes de Nidaa? Retour sur un parcours exceptionnel.





EN COUVERTURE



e mercredi 20 mai 2015 restera gravé dans la mémoire de Mohsen Marzouk. Par cette matinée printanière qui égaye Washington, le voilà à Blair House, résidence d'honneur réservée aux chefs d'Etat en visite officielle, juste en face de la Maison-Blanche. Déjà un moment rêvé. Lorsqu'il s'est assis à côté du secrétaire d'Etat américain John Kerry, pour signer, sous le regard protecteur du président Béji Caïd Essebsi, un mémorandum d'entente entre les deux pays, toute sa vie a défilé en accéléré dans sa tête. L'enfant de Maharès, orphelin à l'âge de 7 ans, promu par l'ascenseur social de l'enseignement jusqu'à l'université, engagé depuis lors dans le combat pour les libertés et la démocratie, appose sa signature à côté de celle de John Kerry. Au nom d'un petit pays qui vient juste de s'affranchir de la dictature et d'amorcer sa transition démocratique, avec le chef de la diplomatie de la première puissance mondiale.

«Il y a bien eu une révolution en Tunisie!»

Mais, à Tunis, les détracteurs de Marzouk le voient autrement. Avant même d'en connaître les circonstances et d'examiner le contenu du document signé, ils s'empressent de contester sa capacité contractuelle et dénoncent «un traité aux lourdes conséquences sur le pays». Et voilà reprise la vieille rengaine de ses relations avec des nébuleuses réelles ou supposées et de sa connivence avec des puissances occultes qui gèrent le monde. S'il s'arrange pour avoir le minimum d'ennemis, il ne peut s'empêcher de susciter des envieux, commentent ses proches. Le président Béji Caïd Essebsi, lui, ne retient que la symbolique de l'évènement. Emu, il lâche devant les membres de la délégation qui l'accompagne : «Voir M. Kerry signer avec Marzouk, c'est qu'il y a bien eu une révolution en Tunisie». Pur produit de cette révolution, Mohsen Marzouk, qui bouclera ce 10 juillet

ses 50 ans, passe aujourd'hui pour l'une de ces nouvelles icônes. En quittant ses fonctions, fort convoitées, de ministre conseiller auprès du président de la République pour aller renflouer le parti présidentiel Nidaa Tounès, il abandonne les ors et les honneurs de Carthage. Il sait qu'il devra se contenter d'un modeste bureau, aux Berges du Lac, qu'il ne disposera que d'une petite équipe et de très peu de moyens, et qu'il montera sans cesse au créneau, à la force du poignet. Il n'ignore pas aussi qu'il va troquer la puissante autorité que représente Carthage par la nécessaire composition qu'exige la gestion d'un parti. «Composer», c'est précisément son domaine de prédilection: Marzouk sait faire.

Un carnet d'adresses et du bagou

Depuis de longues années, le véritable métier de Mohsen Marzouk est de dialoguer. Sollicité

par de multiples ONG américaines et arabes, il se spécialisera dans les transitions démocratiques et fera des discussions, débats, concertations et efforts de rapprochement, ses outils de travail. Son parcours le mènera des Etats-Unis au Moyen-Orient et dans les pays du Golfe. Son entregent lui ouvrira les portes les moins accessibles. Son look soigné, son verbe raffiné, son sens de la repartie et son humour lui seront utiles. Rapidement, son carnet d'adresses se garnira de noms prestigieux appartenant à tous les milieux, décisionnaires politiques, journalistes, acteurs significatifs de la société civile et notables locaux. Ses détracteurs voient derrière son ascension la main de puissances occultes qui le soutiennent et le poussent sur l'échiquier arabe, alors que ses proches savent qu'il ne compte, en fait, que sur son bagou.

Lorsque le voyage du président Caïd Essebsi aux Etats-Unis s'est confirmé, Mohsen





Marzouk partira deux semaines auparavant en précurseur à Washington, mettre en branle tout son réseau de journalistes, sénateurs, congressmen et autres personnalités influentes. Tous réagissent favorablement. La presse américaine se met à plaider avec force arguments en faveur du soutien à la Tunisie. Pour la première fois, le président Obama cosigne avec son homologue Caïd Essebsi une tribune libre qui sera publiée par le prestigieux Washington Post à cette occasion.

Marzouk a bien fonctionné. Comme toujours, depuis son arrivée au palais de Carthage. Homme des «missions discrètes», il est dépêché à la veille de l'annonce du gouvernement Essid comprenant notamment des représentants d'Ennahdha, auprès des Emiratis, Qataris et autres Saoudiens. Bien introduit dans ces pays, comme particulièrement aussi en Jordanie, au Liban et en Egypte, il porte des messages, se met à l'écoute et explique ce qui se passe en Tunisie. Issu de la société civile, Marzouk ne joue pas les émissaires spéciaux ou les diplomates, il prolonge ses contacts aux ONG et à différentes composantes de la société. Sa sphère s'est récemment élargie à la Russie, où il avait porté fin juin une invitation officielle à Valdimir Poutine.

Ce fut pour lui l'occasion pour rencontrer longuement à Moscou le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov... Au retour à Tunis, en débriefant son patron, il recueille sa satisfaction. Entre les deux, la confiance est totale. Même si certains essayent de mettre en garde le président Béji Caïd Essebsi contre son poulain à qui on prête une ambition dévorante.

Avec BCE, une relation très particulière

S'il sait identifier les jeunes pousses prometteuses, le président Béji Caïd Essebsi est prudent à l'égard de ceux qui veulent se rapprocher de lui. Sa confiance se gagne, se mérite et se vérifie. Mohsen Marzouk s'est signalé à son attention dès le déclenchement de la révolution. En première ligne au sein de la société civile, multipliant les contacts avec les forces politiques et syndicales, il était en effet choisi pour faire partie de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution et de la transition démocratique (présidée par Yadh Ben Achour).

Marzouk s'activera, avec les différents chefs de file, à faciliter nombre de compromis nécessaires à l'adoption des principaux textes, notamment le code électoral, les médias, et autres. En contact avec tous, il aura ainsi l'occasion de rencontrer Béji Caïd Essebsi, alors Premier ministre. Le coup de foudre n'a pas tardé. S'il a décliné les propositions pour rejoindre la Kasbah ou occuper un ministère, Marzouk s'était sans doute gardé en réserve de la deuxième république. Tout peut arriver à qui sait attendre.

Le visiteur assidu qui le poussera à créer un parti

Début 2012, l'ambiance est morose. La Troïka, inexpérimentée, s'emmêle les pinceaux au commandement de l'Etat. Le gouvernement est livré à ses tiraillements partisans et intéressés. Rompant le silence qu'il s'est imposé depuis son départ de la Kasbah fin décembre 2011, Béji Caïd Essebsi lance, le 26 janvier 2012, un appel en guise d'alerte. A cette époque, il comptait se contenter d'un rôle de vigie. Insuffisant, face au désastre politique troïkiste annoncé. Mohsen Marzouk sera parmi ses visiteurs assidus, tant à son cabinet d'avocat, rue Alain-Savary, que chez lui à l'entrée de La Soukra. Jour après jour, les abus se multiplient tout comme la mainmise sur l'ANC. La situation se complique et les horizons s'assombrissent.

L'inquiétude gagne de larges franges de la population. Hommes et femmes de toutes les tranches d'âge et catégories sociales cherchent l'issue de secours pour échapper à une hégémonie islamiste radicale. Pour Mohsen Marzouk et d'autres compagnons, notamment Lazhar Akremi, Béji Caïd Essebsi, qui a réussi les élections et remis le pouvoir aux élus, assume une grande responsabilité dans la poursuite de la transition jusqu'à sa réussite. Son devoir le conduit impérativement à répondre à l'appel des Tunisiens et constituer un parti largement ouvert aux masses de divers bords du camp des démocrates. Marzouk est à la manœuvre et finira par persuader BCE. L'initiative est annoncée



est officiellement constitué, Mohsen Marzouk est parmi les 11 cofondateurs.

A l'écart des clans, peu séduit par les postes, discipliné et attaché à l'élection de BCE

Sous l'impulsion des Tunisiens désenchantés qui demandent en masse leur adhésion, la montée en puissance du parti est rapide. Nourri par quatre principaux courants, destourien, syndicaliste, de gauche et indépendant, il brasse large en espérant une fusion effective autour de valeurs communes partagées. Pareil attelage résiste mal aux ambitions des uns et aux positionnements des autres. Engagé à fond dans l'action, Mohsen Marzouk, chargé des relations extérieures, se tient à l'écart des clans qui se font et se défont au gré des opportunités. S'il reste proche de BCE qui lui prête une oreille attentive, il se garde de se mêler des inévitables tiraillements internes, se consacrant à sa nouvelle tâche. Habilement, il tissera pour Nidaa Tounès des relations solides avec des partis similaires partout en Occident comme en Afrique, cultivant des liens soutenus avec des ONG, fondations et think tanks. Là il est dans son domaine, son mentor, lui-même ancien ministre des Affaires étrangères de Bourguiba, lui livrera de nouvelles ficelles qu'il ignorait jusque-là. Le duo fonctionne à merveille.

A l'approche des élections législatives de 2014, tous donnaient Marzouk tête de liste à Sfax, voie royale pour faire partie, ensuite, du gouvernement. Mais, à la surprise générale, il annoncera dès le départ qu'il ne sollicitera pas l'investiture pour se présenter aux élections. Sa bataille est ailleurs, ce qu'il vise, c'est l'objectif suprême pour Nidaa. Il se propose en effet de se mettre à la disposition de Béji Caïd Essebsi et lui apporter tout son soutien pour briguer la présidence de la République. C'est le profil tout indiqué d'un bon directeur de campagne électorale.

Un hic au premier tour, la totale au second

Dès le début de l'été 2014, Mohsen Marzouk se mettra à l'ouvrage. Etudes d'opinion croisées, analyse des votes lors des élections de 2011, très approfondies et mises en corrélation avec les indicateurs sociodémographiques, focus groupes, bref la batterie traditionnelle pour préparer la stratégie. Mais, il y a aussi toute l'intendance à assurer. Marzouk commencera par former le noyau dur de son équipe, puis lancera le recrutement de plusieurs milliers de jeunes de toutes les régions pour constituer la grande équipe de communication. Près de deux mille seront finalement sélectionnés et mis en formation. Séminaire après

séminaire, ils apprendront les techniques du marketing politique et les recettes pour réussir les élections. Marzouk trouvera toujours le temps pour aller les voir fréquemment, rester longtemps parmi eux, discuter avec chacun et constituant ainsi son dream team. L'enthousiasme et la mobilisation sont au paroxysme. On donnait Caïd Essebsi gagnant dès le premier tour, laissant en rade tous ses concurrents.

Les résultats du vote ne seront pas aussi euphoriques. BCE se trouvera en ballottage légèrement favorable face à Marzouki qui remue en sa faveur tous les radicaux, puisant chez Ennahdha. Les premières réactions sont dures contre Mohsen Marzouk, pointé du doigt par certains au sein de Nidaa Tounès. Des dirigeants comme de simples militants de base sont montés contre lui, mettant en cause sa stratégie. Marzouk prend les choses avec beaucoup de sérénité. Au lieu de s'entêter à se défendre, il encaisse les coups qui viennent de partout sans réagir, préférant remettre à plat la campagne pour identifier les défaillances et les corriger. Dès le lendemain du scrutin, il emmènera ses troupes en séminaire fermé à Hammamet pour un grand exercice d'évaluation et de recentrage. Les délais sont très courts, mais rapidement, la nouvelle stratégie, soigneusement ficelée, passée au peigne fin, est testée plus d'une fois pour aboutir à l'ajustement final. Le résultat, on le connaît: Béji Caïd Essebsi est élu président.

Influent et écouté

Loin de pavoiser ou de revendiquer sa part au triomphe, Mohsen Marzouk est déjà dans l'étape d'après. Faire démarrer le mandat présidentiel rapidement et sur de bonnes bases, avec comme premier grand test la formation du gouvernement. Une fois de plus, il renoncera à toute ambition ministérielle, faisant le choix de rester auprès de BCE à Carthage. Dès le premier jour, ce 31 décembre 2014, les équipes du Palais ont déjà repéré lors de la cérémonie de passation des pouvoirs le caractère atypique de ce ministre-

conseiller. A la fois humble et courtois, il est influent et écouté, exerçant sur l'ensemble de la nouvelle équipe un réel effet de séduction.

La répartition des bureaux constitue pour les habitués du sérail un signe distinctif. Le président de la République est pratiquement seul au Palais, gardant à sa disposition les chargés du protocole, de la sécurité et des services. Le cabinet est logé dans l'immeuble annexe alors que les autres directions générales se répartissent dans des locaux séparés. Dès le départ, le président Caïd Essebsi demandera à Mohsen Marzouk de ne pas trop s'éloigner de lui. La solution trouvée fut qu'il s'installe au cabinet, mais qu'il occupe accessoirement un second bureau au palais même, pas loin du Président. Pour cela, il n'avait que l'embarras du choix au premier étage, entre le grand bureau où se plaisait à travailler Moncef Marzouki, celui très vaste mitoyen, et bien d'autres. Il préfèrera un petit bureau (relativement), à l'angle de la bâtisse, avec





une vue imprenable sur la mer. Marzouki en avait fait un salon intime, où d'ailleurs il avait reçu Rekoba...

«Tel un éclair, le passage de Mohsen Marzouk à Carthage sera lumineux et électrique», rapportent des témoins. Tôt le matin, il voit le président en tête-à-tête ou en présence du directeur de cabinet, Ridha Belhaj, puis il vaque à son travail. Participer aux réunions du cabinet, contribuer à la préparation des activités présidentielles, recevoir des ambassadeurs et des personnalités étrangères et tunisiennes, écouter des représentants de la société civile et rédiger des notes : sa journée officielle est déjà bien chargée. Mais, s'échappant de Carthage à la tombée du soir, il ira poursuivre en ville ses contacts éclectiques. Le lendemain, à chaque séquence importante des activités présidentielles, Mohsen Marzouk est pleinement présent, avec une préséance protocolaire bien avancée. Lors des voyages officiels à l'étranger, il est en tête de liste ou au plus en seconde position de la délégation officielle. S'il a cédé la première place au ministre des Affaires étrangères, Taieb Baccouche, lors de la visite d'Etat en France, il figurera en tête de délégation à Washington et au sommet du G7 en Allemagne. Lors de ces déplacements, il sera fréquemment appelé, en vol, par Béji Caïd Essebsi à le rejoindre dans la cabine présidentielle pour de longs entretiens.

Le Grand Cordon, mais sans jamais couper le cordon

Sur le chemin du retour d'Allemagne, début juin, Mohsen Marzouk a tenu à exprimer publiquement sa gratitude au chef de l'Etat qui passait dans l'avion pour saluer les membres de la délégation. «Je suis heureux Monsieur le Président, lui dirat-il respectueusement, qu'après Paris et Washington, le dernier voyage auquel vous avez bien voulu m'associer, avant la fin de ma mission auprès de vous à Carthage, soit le sommet du G7, un autre déplacement très réussi!». Affectueusement, mais gardant toujours le flou dont il est maître, le président Essebsi lui répondra: «Oui, c'est une excellente mission. Mais, il va falloir en assurer le suivi. Mais, là où vous serez, n'oubliez pas que vous êtes toujours sous contrat. Au service de la Tunisie». Pour marquer son départ officiel de la présidence de la République, Béji Caïd Essebsi a tenu à y mettre des formes exceptionnelles: il lui décernera le Grand Cordon de l'Ordre de la République. Mais lui annoncera en même temps qu'il fera partie de ses envoyés spéciaux auprès des grands de ce monde, mais aussi auprès de Nidaa en service commandé.

On ne coupe pas le cordon avec BCE !

Le Plan Marzouk pour

transformer Nidaa

Revenir au parti ne sera pas pour Mohsen Marzouk une courte escale, mais une étape de longue durée. Le temps d'y accomplir un grand travail de restructuration, afin de faire jouer à Nidaa le rôle qui est le sien sur l'échiquier politique et dans la société.

e grand chantier à entreprendre, c'est celui de transformer le parti. Son plan n'est pas entièrement révélé. Il ne cesse de le peaufiner pour le présenter au prochain congrès prévu à la rentrée en septembre prochain. Censé être un congrès électif qui tranchera par le vote les différents appétits exprimés par les uns et les autres à occuper de hautes fonctions dirigeantes, il ne favorisera pas cette lutte fratricide pouvant le fragiliser. Soucieux de cimenter Nidaa pour le présenter en rangs serrés à la conquête des municipales, Marzouk voudra consacrer ces assises à l'adoption d'une nouvelle vision pour le parti devant servir de plateforme pour le programme d'action. Les élections, c'est pour après les municipales, le plus probablement.

Quel est donc le Plan Marzouk dans ces grands contours?

«Voulez-vous être le leader?»

« La révolution s'est déclenchée sans leader. Mais, la réussite de la transition démocratique, du



gouvernement face au terrorisme et en faveur de la relance économique, le redéploiement de l'action municipale et la continuité des services publics avec la qualité requise, éducation, santé, transport et autres, exige des leaders. L'avenir de la Tunisie reposera sur les leaders qui en seront les artisans. Alors voulez-vous être ces leaders?» Devant des centaines de sympathisants nidaistes de Bézina, près de Joumine, dans le gouvernorat de Bizerte, Mohsen Marzouk, endossant fraîchement ses nouvelles fonctions de secrétaire général du parti, n'a pas besoin de s'époumoner pour susciter des acclamations. «Oui, répond en masse la foule!»

Et de poursuivre : «Les municipalités sont dans le chaos et nous en souffrons tous au quotidien. Il faut que ca change et vous devez en prendre l'initiative! Voulez-vous être les leaders de la nouvelle action municipale?» « Oui, renchérit la foule!»

«Pour cela, continuera Marzouk, il ne faut pas attendre les prochaines élections municipales. Il faut commencer tout de suite. Vous devez prendre les initiatives nécessaires et vous rendre utiles à la communauté. Etes-vous prêts à le faire ?» Cette fois-ci, le oui est encore plus fort, plus déterminé, à Bézina, comme lors d'autres meetings au Bardo et dans d'autres localités. Cette séquence prise sur le vif résume bien le cœur du projet de refonte de Nidaa que concocte Mohsen Marzouk. L'ère des grands partis de politique politicienne, calqué sur le modèle soviétique ou même sur ceux des démocraties occidentales, est révolue. Place aux partis de service au quotidien qui, à l'approche des élections, se transforment en véritable machines à emporter le scrutin.

Un parti de service et une machine électorale

«D'un parti de résistance et d'une machine électorale, explique-t-il, Nidaa doit se convertir en un parti au pouvoir et de service qui transforme en réalisations les attentes des Tunisiens. Il doit leur apporter un plus réel dans leur vie de chaque jour et démontrer qu'il est digne de leur confiance et le plus apte à accomplir leurs ambitions. Un parti au pouvoir gouverne, décide, réalise. Un parti de service est en proximité directe, contribue par ses initiatives citoyennes à l'amélioration des services de santé, d'éducation, d'environnement, d'aide aux personnes âgées et familles nécessiteuses, à l'encouragement des activités culturelles et créatives...»

Marzouk veut pousser les nidaistes à occuper le terrain. Partout dans les 24 gouvernorats, les 265 délégations pour se préparer aux municipales, mais aussi dans les 6 autres circonscriptions à l'étranger, pour y prendre pied.

Expansion sur le terrain, appui et encadrement à tous les niveaux

Sa stratégie en interne est l'expansion, avec une large implantation territoriale et le recrutement de nouveaux adhérents et leur implication, non seulement dans les groupes de discussion et de réflexion, mais surtout dans l'action sociétale. Il veut ainsi faire comprendre à ceux qui rejoignent Nidaa que le parti à une autre vocation que de se contenter d'aller manifester et voter. Ce modèle général doit cependant reposer sur une organisation performante, avec des structures d'encadrement, du niveau local au niveau central. Mais aussi des structures d'appui, en marketing et communication, formation, documentation, études et analyses.

Un parti au pouvoir

En externe, Marzouk veut confirmer Nidaa en tant que parti au pouvoir et apporter ainsi tout l'appui nécessaire au gouvernement. Il déplore le fait que les partis qui y participent ne l'aient pas nourri de visions et de propositions concrètes. Il doit se doter d'objectifs précis, liés à des dates fixées et avoir le courage de prendre de grandes décisions, comme par exemple la distribution de terres domaniales à de jeunes cultivateurs. La grande priorité reste, selon lui, les réformes, à commencer par celle du code des investissements qui doit être le plus libéral et le plus incitatif possible. Marzouk recommande la création d'un haut

comité des réformes conduit par une grande figure nationale et l'organisation d'assises nationales des réformes, regroupant toutes les parties concernées, afin de définir une feuille de route consensuelle». Mais aussi la réconciliation nationale. « C'est un préalable qui a tardé à se mettre en œuvre. Il faut la considérer aussi comme une réconciliation avec l'administration pour ceux qui ont des litiges avec elle », affirmet-il.

Fort de son statut, Nidaa doit, selon lui, entreprendre des contacts plus soutenus avec les différents acteurs significatifs de la scène politique, syndicale, économique et sociétale. C'est à lui d'engager le débat sur des questions cruciales, d'y inviter les autres et de trouver les compromis nécessaires. Reprendre l'initiative politique est déterminant pour accélérer l'aboutissement des réformes, la stabilisation sécuritaire du pays et la reprise économique.

«Et s'il réussissait...»

Un parti fort, solide et rayonnant, qui joue pleinement un rôle novateur perceptible par les Tunisiens qui l'apprécient, et prend en charge à travers ses élus à l'Assemblée et au gouvernement qu'il dirige, les destinées de la Tunisie vers un avenir radieux : c'es ainsi que Marzouk conçoit Nidaa Tounès et entend l'y convertir.

Les défis ne manquent pas cependant. Rallier l'interne et le fédérer autour de cette nouvelle vision, promouvoir les jeunes et ouvrir aux femmes une place plus large et les faires accéder, ainsi que les jeunes, aux différents postes de commandement et les laisser épanouir leurs talents, mobiliser les financements nécessaires et instaurer un management performant, tout en mettant à contribution l'ensemble des adhérents, et encore plus les dirigeants actuels. Mohsen Marzouk n'aura pas la tâche facile. S'il y réussit, il ouvre devant son parti et s'ouvre lui-même une large voie d'avenir.

T.H.

DANS UN MONDE QUI CHANGE, OÙ QUE VOUS SOYEZ, NOUS SOMMES À VOS CÔTÉS





La banque d'un monde qui change



Démocratie et intégrité de l'Etat

Intégrité : appliqué à l'État, ce mot est polysémique. Je vais essayer d'évoquer les deux sens qu'il m'inspire et qui sont à mon avis indissociables. Bien sûr, ma fonction et la jeune expérience qui est la mienne me serviront de références. Le propre d'une démocratie, c'est la souveraineté de tout le peuple, sans distinction, c'est-à-dire une élection loyale qui permet de faire le choix entre divers projets et ouverte à tous.

Que deviendrait cette démocratie si, une fois passé le vote, l'Etat n'est pas intègre, c'est-à-dire corrompu, clientéliste, ne respectant pas la minorité, sans indépendance du judicaire, etc. Cela signifierait que la vie quotidienne serait celle du plus fort, du mieux placé, du majoritaire, du mieux né... En clair, que le fonctionnement même d'une démocratie, un gouvernement élu par le peuple, serait remplacé par une forme de jungle. Le pire c'est que ce serait au nom d'élections démocratiques!

Ceci voudrait dire que ce que le peuple a décidé à travers l'élection n'aurait aucun sens, qu'il voterait pour rien. Ceci voudrait dire que non seulement la souveraineté populaire serait ignorée mais que la confiance dans le fonctionnement et les règles de la démocratie disparaîtrait. C'est dès lors ruiner l'idée même de la démocratie et ouvrir la voie à toutes les dérives Sans élections, il n'y a pas de démocratie, sans bonne gouvernance, il n'y a plus de démocratie.

I. Représentations de l'Etat

On sait depuis Machiavel que l'État est le détenteur de la souveraineté, c'est-à-dire de la puissance suprême; depuis Ibn Khaldoun que l'intérêt du souverain ne coïncide pas toujours avec l'intérêt général et que l'État est un devenir historique; on a dit que l'État «est le plus froid de tous les monstres froids» (Nietzsche); qu'il est «le détenteur du monopole de la violence légitime» (Max Weber). Il s'agit, en règle générale, des fonctions «négatives» de l'État, comme organisateur de la contrainte, de la domination, pour ordonner le social. Mais l'État peut être aussi producteur du social et acteur de la démocratie

Dans une leçon célèbre en 1976 au Collège de France, Michel Foucault a lancé un véritable mot d'ordre : « Il faut défendre la société ». Contre l'État et sa propension au contrôle social.

En 2013, un philosophe tunisien, grand lecteur de Foucault, écrira un plaidoyer au titre provocateur : «Il faut défendre l'État».

La Tunisie est aujourd'hui tiraillée entre ces deux tropismes:

• besoin de social et d'égalité et

• besoin d'État et de sécurité

L'enjeu politique majeur aujourd'hui est d'articuler ces deux exigences et de faire en sorte qu'ils deviennent complémentaires au lieu de se télescoper.

II. Renforcer l'Etat territorial

L'État territorial tunisien passe par une zone de turbulences liée à la conjonction d'une situation économique minée par la contrebande aux frontières et d'une situation géopolitique périlleuse. Mais le fait territorial tunisien est ancien et il faut s'appuyer sur ce patrimoine pour réhabiliter l'intégrité territoriale interne. L'œuvre bourguibienne d'unification est une réussite si on se réfère au maillage administratif et surtout à l'œuvre scolaire. Elle est demeurée précaire en régions ajoutant au déséquilibre «nord-sud», un déséquilibre «Sahel-intérieur» (Amor Belhedi). Cette précarité, longtemps refoulée par l'exercice autoritaire du pouvoir, est apparue au grand jour avec l'affaissement de l'État consécutif aux soulèvements de 2010-2011. Lorsque le Sud tunisien entre en « quasi dissidence », et au-delà de l'interférence des apprentis sorciers du populisme, il ne faut pas perdre de vue les mémoires blessées. Ces mémoires qui remontent bien plus loin que les choix régionalistes de la prime indépendance et l'option catastrophique pour les « Pôles de développement » au cours des années 1960.

Aujourd'hui, il importe d'affirmer une volonté concrète d'inverser la tendance du déséquilibre régional et de combattre les tentations centrifuges afin de réaffirmer le contrôle par l'État de l'intégralité du territoire.

- Des mesures fortes : entamer des travaux d'infrastructure et créer de nouveaux services publics dans des régions oubliées comme El Faouar
- Se doter d'une politique de lutte contre la contrebande alliant répression et reconversion assistée.
- Ne pas sacrifier à la démagogie de la décentralisation tous azimuts mais équilibrer les prérogatives locales et l'unité nationale (s'agissant de la loi sur les collectivités territoriales).

III. Retisser le lien social

La fracture territoriale est une fracture sociale. C'est du moins principalement sous cette forme que s'expriment les frustrations sociales ces derniers temps. Depuis l'indépendance, les mouvements sociaux se sont exprimés principalement sur le terrain syndical, étudiant, jamais comme une dissidence régionaliste...

- ■■■Le fait est que l'État social de l'indépendance était intégrateur:
- Un État-instituteur : la réforme Messaadi a initié l'unification et la généralisation de l'enseignement
- Un État providence : la protection sociale et l'essaimage du planning familial sur toute la République
- L'unification de la justice et le recyclage des zeitouniens dans la hiérarchie judiciaire et l'enseignement
- Le modèle matrimonial du ČSP, malgré les contestations initiales d'une partie des oulémas, a assez rapidement constitué un modèle non seulement matrimonial mais aussi un facteur d'intégration sociale et territoriale.
- Le syndicalisme avec et contre le parti unique a assuré une fonction tribunitienne et constitué un maillage qui a contribué à l'intégration des nouvelles couches moyennes dans tout le pays.

Autant de facteurs de socialisation et de nationalisation de la société postcoloniale.

Les années Ben Ali ont constitué une période de délitement et de «détricotage» du lien social :

- La prédation et la corruption institutionnalisée
- La paupérisation des classes moyennes
- La contrebande débridée

Résultat : à la veille de la Révolution, l'État social était délabré, à l'état résiduel...

Aujourd'hui, après la Révolution, l'emballement des impatiences sociales va déborder ce qui reste d'autorité étatique. L'Ugtt fera semblant de canaliser des mouvements qui échappent à son contrôle. La fracture morale et politique entre le Nord et le Sud met l'unité du pays en péril et affaiblit ses capacités de résistance aux incursions et coups de main jihadistes/terroristes.

- Un nouveau compromis historique doit être établi entre toutes les composantes de la scène démocratique : les partis qui acceptent la règle du jeu démocratique, l'Ugtt et la société civile afin de réduire les tentations régionalistes et les ferments de sécession aux frontières.
- S'il faut dialoguer avec les acteurs des mouvements sociaux, il faut isoler les fauteurs de dissidences populistes.
- La « méthode » : articuler les réformes sociales progressives, la lutte contre la corruption et la négociation avec tous les acteurs.

IV. Une démocratie forte

Non pas un État fort : le syntagme a une connotation autoritaire, mais une démocratie solide, un État tranquille adossés à une légitimité forte. Renforcer l'unité territoriale et retisser le lien social doivent être envisagés de concert comme une seule et même tâche.

Cela suppose:

1. Un État de droit

- Qui respecte les normes qu'il s'est données et leur hiérarchie
- Qui respecte l'indépendance de la justice, critère essentiel de l'État de droit
- Qui traite les citoyens en contribuables, en justiciables mais avant

tout en créanciers de droits politiques et non plus comme les citoyens obligés de la bienfaisance de l'État. C'est dire que la transition démocratique doit être menée à terme : sans parenthèse, ni lois d'exception.

2. Un État doté des moyens humains et logistiques lui permettant d'exercer seul la force légitime

- La notion de police républicaine doit à cet égard entrer dans les mœurs. La représentation syndicale ne suffit pas pour combattre la tentation alternée du laxisme ou de la revanche chez un corps meurtri par des mois d'insurrections.
- Inventer une nouvelle police est un processus de longue haleine. La politique des épurations ou des corps parallèles conduit à la guerre des polices et à la paralysie du service public de sécurité dont le rôle est primordial dans le contexte actuel.
- La grande muette a failli sortir de ses gonds durant le mandat présidentiel provisoire. Cette dérive a heureusement été stoppée. L'État doit aujourd'hui de se doter des moyens d'une défense nationale digne de ce nom, surtout aux frontières.

3. Un État intègre

Le droit et la force ne suffisent pas. Il faut également une éthique de l'État.

- Le train de vie de l'État d'abord. Les dépenses somptuaires et ostentatoires sont les marques des républiques bananières et non les signes de l'autorité comme on le dit parfois.
- La transparence de la décision, pour ne pas être un slogan, doit être institutionnalisée. Les structures existantes (comme la Cour des comptes) doivent être totalement indépendantes. Ce n'est pas toujours le cas (je suis bien placé pour le savoir)
- Ben Åli nous a légué une administration et une société gangrénées par la corruption. La première tâche pour moraliser l'État est de rompre les rapports incestueux entre les milieux d'affaires corrompus et l'administration.

En conclusion

En ce moment précis, il s'agit de mener de front deux combats

- Le combat (militaire) contre le jihadisme et ses cinquièmes colonnes «civiles» (les fausses associations de charité)
- Le combat (politique) contre le populisme et ses bras séculiers (LPR, etc.).

Ces deux combats ne peuvent pas être menés sans un rapport de confiance entre l'État et les citoyens. Cette confiance suppose un État intègre dans le double sens que j'ai essayé d'évoquer.

Ce double combat doit préluder et s'inscrire dans une perspective plus longue: la mise en place du compromis historique susmentionné. Cela ne veut pas dire une pause dans les débats d'idées ou de la compétition politique pacifique entre tous les acteurs. La démocratie, c'est aussi l'organisation pacifique du conflit.

K.J

Ministre auprès du chef du gouvernement chargé des Relations avec les instances constitutionnelles et la Société civile

Supplément spécial avec ce numéro



Par Walid Bel Hadj Amor

Nos villes, de bruits et de fureur

u'ils sont loin les lendemains du 14 Janvier, qui avaient vu les Tunisiens s'ouvrir les uns aux autres, partager le peu qu'il y avait. L'esprit du 14 Janvier n'a pas tenu la distance, il est réapparu tel le croissant de lune, à la veille de ramadan, lorsque le terrorisme a frappé, les premières fois. Mais même ces actes tragiques n'arrivent plus à faire revivre cet esprit, l'habitude probablement. Or rien n'est plus grave que l'habitude, s'habituer au terrorisme et à ses dépêches macabres, s'habituer à la médiocrité de notre environnement, à la dégradation de notre quotidien, s'habituer à ce que le respect de la loi devienne l'exception.

La crise que nous connaissons ne fait que renforcer un système qui fabrique violence et exclusion. Au-delà de la violence physique, il y a une violence plus insidieuse qui s'immisce dans la vie quotidienne. Une violence verbale, politique, mais aussi et surtout une violence dans la dégradation de notre environnement de tous les jours, des incivilités au non-respect des règles les plus élémentaires du vivre ensemble.

Il ne servirait à rien de répéter qu'il n'y a personne aux commandes de ce pays qui va à vau-l'eau. On nous a promis de restaurer l'Etat, mais conduire le pays ne s'improvise pas sur les tapis rouges. Cela nécessite du cœur et du souffle pour conduire un projet de transformation.

La corruption et le racket organisés continuent à gangréner le pays. Les voleurs volent et les tricheurs trichent, spoliant l'ensemble de la communauté, vidant les caisses de l'Etat au profit de mafias prédatrices, anciennes et nouvelles. Mais cela, il ne faut pas le dire, le temps est à la réconciliation nationale. Surtout que le terrorisme et les jihadistes ont bon dos, aujourd'hui ils portent toutes les accusations, comme s'ils avaient inventé la contrebande et les trafics en tous genres, eux qui ne font que se servir des recettes qui marchent.

Il n'y a aucune volonté réelle de s'attaquer aux vrais problèmes, et de remettre ce pays dans le sens de la marche. Pourtant, il n'y a pas d'autres solutions que de faire appliquer

Sans trajectoire et sans idées, tous les gouvernements se ressemblent, et tous les ministres font le même travail, ils gèrent leurs administrations et classent les dossiers. la loi aujourd'hui et maintenant, partout, à tous les coins de rue. Malheureusement, tout le monde fait mine de regarder ailleurs. Pensez donc, le terrorisme est responsable de tout.

Quatre années ou presque de laxisme ont offert le temps aux mafias de s'organiser, d'élargir leur champ d'action et de renforcer leur emprise sur les marchés. L'économie est dissoute dans l'informel et l'Etat cherche des vaches à traire, pendant que les fonctionnaires boivent le peu de lait qui suinte encore. Bientôt tout ce beau monde n'aura que ses yeux pour pleurer et la misère à se partager.

Nos villes sont devenues de vrais dépotoirs. On se lamentait de la comparaison entre le littoral et les régions défavorisées, bientôt on ne verra plus la différence. Tout sera nivelé par le bas. On a clamé contre les décharges contrôlées pour obtenir leur fermeture, qu'à cela ne tienne, consacrons l'égalité, transformons le pays tout entier en une décharge à ciel ouvert, et tout le monde sera content.

Dès que l'on aborde ces questions de civisme et de comportement, on vous renvoie à la culture et à la mentalité, histoire de se dégager de toute responsabilité, individuelle ou collective, et renvoyer cela à plus loin dans l'histoire. Mais il n'y a pas de mentalité qui naisse du saint esprit, une mentalité populaire se construit par l'exemple et surtout par les règles, le respect des règles et la peur du gendarme. Partout sur la planète, supprimez les sanctions pendant une semaine et vous verrez ressurgir les démons du moyen âge.

Dans ce chaos incommensurable, j'ai une pensée pleine de compassion pour le gouvernement qui doit se demander chaque jour ce qu'il est bien venu faire dans cette galère. Sans trajectoire et sans idées, tous les gouvernements se ressemblent, et tous les ministres font le même travail, ils gèrent leurs administrations et classent les dossiers. Au final, le gouvernement le moins technocratique fut peut-être celui qui a été désigné pour l'être. La situation ne va pas s'améliorer de sitôt, d'autant que les élections municipales sont renvoyées aux calendes grecques.

Tiens! Voilà une expression qu'il faudrait supprimer du lexique, la Grèce moderne démontrant sa capacité à prendre en charge ses problèmes, autrement plus lourds que les nôtres, soit dit en passant, sans renvoyer ses débiteurs à d'hypothétiques dates de remboursement. Bientôt on parlera de calendes tunisiennes, tant nous démontrons une capacité à tout renvoyer à plus tard, à toujours trouver plus urgent que ce qui est urgent. Revenons, donc, à ces élections locales qui, renvoyées à l'année prochaine, Inchallah, laisseront

les municipalités entre les mains de conseils improvisés dont on va faire semblant de louer le sacrifice, tout en oubliant de juger la compétence, prenant notre mal en patience devant les calculs politiciens. Ah, les politiques, toujours vantards et arrogants avant les élections, pleutres et versatiles après! Avant ils sont remplis de certitudes et ont la besace remplie de solutions, après ils ne savent plus rien et font la même chose que les précédents, ils crient au loup qui les contraint à l'immobilisme.

Qui serait capable d'imaginer le redressement? Qui pourrait tracer les contours de la ville tunisienne pour les trente prochaines années? Car si la politique c'est de prendre en charge la chose publique, et si la chose publique c'est le quotidien du citoyen, alors la politique pourrait être traduite dans la conception de la ville qui intègrerait de fait l'ensemble des contingences du citoyen, sa consommation, ses déplacements, son école, son travail, ses loisirs, son environnement, tout ce qui fait sa vie au quotidien et qui rythme son bien-être, ...ou pas.

Mais le constat que nous pouvons faire, c'est que la ville n'est pas un concept reconnu en politique, du moins en Tunisie. Jamais aucun gouvernement n'a développé une politique de la ville. Aucun ministre en charge de la ville. Aucune vision de la ville. La ville est une simple verrue dans notre paysage. Moche et sale, elle traduit l'action incohérente et mal planifiée. Elle est le symptôme visible de l'absence du politique, et de son incapacité à se projeter au-delà de sa personne et de son mandat. Pourtant, c'est dans la ville qu'on peut construire l'idéal social et politique, combattre l'exclusion, renforcer la solidarité. La ville est la pleine consécration du vivre ensemble. Nous avons besoin d'une vraie politique de la ville et, pour cela, de lancer un vaste programme ambitieux et massif pour la transformation de nos villes, pour en faire autre chose qu'un amas de béton, de ferraille et de bitume, autre chose que bruits et fureur. Des villes écrins, des villes intelligentes, des villes où on vit plutôt que des villes où on se barricade. Des villes qui rayonnent et qui attirent les investisseurs mieux que ne pourraient le faire les codes et les lois. Un programme qui attirerait des investissements, institutionnels et privés, dont la rentabilité serait assurée et dont l'impact économique serait garanti pour les générations futures. Des villes qui ne pousseraient pas à l'exode leurs enfants, mais leur proposeraient d'en être les acteurs et les bâtisseurs.

Mais là encore, il faudra attendre, l'inaction est plus urgente, aujourd'hui.■

W.B.H.A.

Massimo D'Alema

La solution pour la Libye n'est pas entre Tripoli et Tobrouk

La situation en Libye est dramatique», avait mis en garde, début juin à l'Ites, le président Caïd Essebsi, avant d'ajouter que «toute tentative de partition de ce pays sera catastrophique d'abord pour la Libye elle-même, puis pour ses deux voisins immédiats, la Tunisie et l'Italie », précisant que «différentes parties y interferent, chacune avec son propre agenda». L'ancien chef du gouvernement italien, Massimo D'Alema, acquiesce. Interrogé par Leaders à la faveur de sa participation aux Journées de l'Obs, il a livré une analyse instructive sur les fausses pistes et les vraies solutions.



Alors que l'envoyé spécial de l'ONU, Bernardino León, multiplie les rounds de discussion entre les représentants du Conseil national de transition et le gouvernement de Tobrouk, tout semble se jouer ailleurs. «C'est un conflit régional, souligne D'Alema, qui met en confrontation divers pays comme la Turquie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Qatar et autres. A la table de négociations, il ne faut pas s'asseoir uniquement avec les représentants de Tripoli et Tobrouk, mais élargir la concertation à ceux des tribus significatives, de la société civile et surtout les présidents des municipalités». «Même s'ils appartiennent à des sensibilités différentes, les maires de Tripoli, Misrata, Benghazi, Ezzaouia et autres se rencontrent, s'appellent au téléphone et se concertent. Elus, ils sont représentatifs de leurs villes et exercent cette légitimité. Ils peuvent être d'une grande contribution pour faciliter l'aboutissement d'une solution partagée».

L'ancien chef du gouvernement italien (1988 - 2000) peste contre l'attitude des grandes puissances qui, impatientes de se débarrasser du dictateur Kadhafi, avaient autorisé le bombardement de la Libye sans guère se préoccuper de la reconstruction du pays et de la restauration de l'Etat. «Ce qu'a fait Berlusconi est inacceptable», tonne-t-il. Laisser la Libye se débattre aujourd'hui dans ces conflits inextricables est très dangereux. Quand on donne le pouvoir à l'armée pour destituer une dictature, il faut aller jusqu'au bout. C'est le pays qu'il faut sauver». Massimo D'Alema préfère limiter

ses propos à ce constat doublé d'indignation et d'appel à une sortie de crise acceptable. Il ne veut pas aller plus loin dans sa déclaration à *Leaders*. Il se contentera de conclure: «Les différents acteurs sont fatigués. Lassés par tant d'épreuves et hantés par de sombres perspectives, ils sont aujourd'hui plus favorables à des bonnes propositions». Lesquelles ? No comment!

Les présidents des municipalités peuvent jouer un rôle déterminant Mais des observateurs qui suivent de près le «dialogue interlibyen» nous fournissent d'autres éléments intéressants. L'une des principales questions qui bloquent le processus de

réconciliation est celle du leadership. Qui conduira le nouveau gouvernement et quelle structure de cabinet mettre en place? Certaines grandes puissances qui s'expriment à travers l'ONU et son envoyé spécial Bernardino León pencheraient vers l'ancien Premier ministre de Kadhafi, Abderrahamen Chalgham. En poste à New York, en tant qu'ambassadeur représentant permanent auprès de l'ONU, il avait dénoncé Kadhafi, pris ses distances de l'ancien régime et présenté ses excuses au peuple libyen. Si son ralliement au CNT a été apprécié à l'international et par certaines parties, il est loin cependant de faire l'unanimité dans son propre pays.

D'autres noms circulent avec insistance, avancés par telle ou telle partie, tel ou tel pays. Ils demeurent tous contestés. L'élargissement de la concertation au-delà de Tripoli et Tobrouk et l'implication des maires pourraient ouvrir d'autres voies pour esquisser les éléments de la concorde, nécessaire à la formation du nouveau gouvernement, estiment nombre d'analystes interrogés par *Leaders*. En route pour l'Italie, il y a quelques semaines, une quinzaine de maires de grandes villes libyennes avaient transité par la Tunisie où ils avaient rencontré nombre de hauts dirigeants et chefs de parti. Cheikh Rached Ghannouchi, notamment, les avaient longuement reçus. En Italie, ils se sont entretenus avec Massimo D'Alema et d'autres dirigeants, apprend *Leaders*.



LA PERLE DE CARTHAGE

Un Vrai Bijoux















Un ensemble résidentiel de Haut Standing situé aux «Jardins de Carthage»

Pour toute information, veuillez contacter:

La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar Tél: 98 255 725 /94 885 794 / 71 967 123

www.stke-emar.com

Tunisair se dote de son

es lauriers se fanent lorsqu'on dort dessus. «La Gazelle» (emblème de Tunisair), une des plus anciennes compagnies aériennes internationales, a bien saisi que l'air du temps souffle dans le sens de l'innovation non-stop et de l'adaptation au label de l'excellence.

L'open sky — son corollaire du low cost— et la volonté d'impulser le secteur touristique et économique l'ont engagée sur la diversification des dessertes - services et l'ambition légitime en vue d'arracher ses parts de marché dans le contexte conjoncturel marqué par la concurrence et la qualité. Le nouvel Airbus A330-200 réceptionné baptisé «Tunis» est déjà opérationnel depuis le 13 juin. Son acquisition



s'insère, selon un communiqué de la compagnie, dans un «plan de renouvellement de la flotte initié depuis 2008 et la commande auprès du constructeur de treize appareils (dix A320 et trois A 330).»

Une ambiance de fierté et d'optimisme a régné au sein de la délégation tunisienne qui a réceptionné l'appareil au centre de livraison de l'avionneur européen à Toulouse (sud-ouest de la France), en présence notamment du ministre du Transport et du PDG de Tunisair, respectivement M.Mahmoud Ben Romdhane et Mme Sara Rejeb. Celle-ci n'a pas caché son émotion en annonçant que le deuxième appareil du même type sera livré en juillet de l'année en cours. Une fierté justifiée : certains composants de l'appareil proviennent d'un assemblage « made in Tunisia».

premier Airbus A330

Ce biclasse de 266 sièges, dont 24 en classe affaires, doté d'un équipement multimédia, renforce l'extension des vols long et moyen-courriers—outre Paris—vers Jeddah, Nouakchott, Dakar, Istanbul et Dubai. Une desserte à destination de Montréal est programmée en 2016. Il est à rappeler qu'un décompte du » Journal de l'aviation « établit la flotte de Tunisair comme suit : quatre

Le deuxième A330-200 immatriculé MSN 1641 TS-IFN est quasi prêt. Le nom de « Yasmine » qu'on pourrait lui suggérer coïnciderait parfaitement avec le démarrage de la saison estivale...Bon vent!.



A319, dix-sept A320, trois A300-600, sept Boeing 737-600, deux Boeing 737-500, alors que sa filiale Tunisair Express comprend quatre aéronefs. Quelques-uns de ces appareils sont déjà mis en vente.

«La combinaison gagnante de l'efficience, de la régularité technique en exploitation et du confort de l'A 330 servira parfaitement les plans ambitieux de croissance de Tunisair», a affirmé M. Habib Fekih, président d'Airbus Moyen-Orient et Afrique



Le climat au dernier G7 en Allemagne «Il s'agit de réparer une injustice majeure»*





e G7 des pays les plus fortunés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie) s'est réuni, comme chacun sait dans notre pays, dans un château bavarois à Elmau, en Allemagne, les 7 et 8 juin 2015 en présence de M. le Président de la République tunisienne ainsi que des

chefs d'Etat du Nigeria, du Sénégal et du Liberia. Tout ce beau monde était attendu sur la question du climat : « la décarbonisation » des économies dans les pays riches et l'avenir des énergies fossiles. «Car le G7 doit montrer comment parvenir aux 100 milliards promis pour aider les pays pauvres à s'adapter au réchauffement», estime l'ex-ministre français de l'Ecologie Pascal Canfin (L'Humanité 8

juin 2015, p. 18). Il y a là matière à réflexion pour ceux qui s'agitent et s'égosillent *«Winou el petrol»* de ce côté-ci de la Méditerranée.

Adieu aux énergies fossiles?

Dans leur communiqué final de 17 pages intitulé «Anticiper, agir ensemble » — après des négociations difficiles, aux dires de Mme



Merkel car il a fallu vaincre les fortes réticences du Japon et du Canada — les pays du G7 ont jugé «nécessaire» une «diminution importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre» et «une décarbonisation de l'économie» au cours du 21e siècle. Avalisant— au strict minimum, il faut fortement le souligner— les recommandations du GIEC, ce panel onusien de spécialistes du climat,

«Si le climat était une banque, les pays riches l'auraient déjà sauvé»

Hugo Chávez à la réunion sur le climat à Copenhague en 2009

les chefs d'Etat se sont prononcés en faveur d'un objectif mondial de réduction de 40 à 70% d'ici 2050, par rapport à 2010, «dans le cadre d'une réponse mondiale». Ce qui entrouvrirait la porte à la fin de l'ère fossile... si les multinationales du pétrole et du charbon et les climato-sceptiques y consentent! Ces derniers avancent souvent masqués et se trouvent notamment à l'Académie des Sciences de Paris d'après Le Monde (22 mai 2015, p. 9). On les trouve aussi aux Etats-Unis où, au cours des trois dernières années, des donateurs anonymes ont versé la bagatelle de 125 millions de dollars à des groupes, des fondations et des instituts pour qu'ils sèment la désinformation— au moyen de livres, d'éditoriaux, de conférences...au sujet des résultats de la science du climat obtenus par le GIEC et pour torpiller la loi proposée par le Président Obama pour lutter contre le réchauffement (The Guardian, Londres, 9 juin 2015). Pour M. François Hollande, les engagements du G7 sont «ambitieux et réalistes». Rappelons que la Conférence de Paris (COP 21) sur le climat, en décembre prochain, réunira la communauté internationale (196 pays) et doit établir la feuille de route en vue de la limitation du réchauffement climatique à 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Mais pour que la COP 21 réussisse, il est important que les 100 milliards de dollars promis à l'horizon 2020 par les pays du Nord à ceux du Sud pour les aider à lutter contre les effets du réchauffement et à s'adapter aux nouvelles conditions climatiques soient confirmés. «Si le G7 n'avait pas envoyé un signal fort au reste du monde, le sort de Paris était scellé», écrit Le Monde (10 juin 2015, p.5).

On doit cependant relever que les chefs d'Etat du G7 n'ont pas suivi leur hôte allemand qui proposait de définir immédiatement des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre obligatoires. En revanche, prédisent Hollande et Merkel, les décisions de la COP 21 seront «contraignantes».

Crises écologiques....et crises sociales

Pour Naomi Klein, journaliste canadienne et militante altermondialiste: «Le changement climatique pourrait devenir la plus grande impulsion qui poussera les mouvements sociaux à se rassembler, tel un puissant fleuve alimenté par d'innombrables ruisseaux unissant leurs forces pour enfin atteindre la mer». En fait ce n'est pas le climat qu'il s'agit de sauver, mais la possibilité de toute vie tant humaine qu'animale d'ici 20 à 30 ans. Même un rapport du géant pétrolier Shell reconnaît que la température moyenne sur Terre pourrait augmenter de 4°C à moyen terme : ce qui provoquerait la fonte de l'intégralité des banquises, une hausse de plusieurs mètres du niveau des océans — une ville comme Alexandrie serait rayée de la carte — une diminution de la surface des terres arables et un chaos mondial dû aux immigrations climatiques et à la famine. Il faut cependant noter que les inégalités sociales nourrissent les crises écologiques : l'immense majorité des victimes des inondations sont les plus pauvres car ce sont leurs habitations qui sont situées en zones inondables. Les crises écologiques amplifient en retour les inégalités sociales. Dans cette logique, le G7 a signé des initiatives pour en finir avec l'extrême pauvreté et la faim comme il s'est engagé à améliorer la réponse globale aux épidémies suite à la crise d'Ebola.

A l'heure où le monde arabe et musulman baigne dans le sang, en Libye, au Yémen, en Syrie, en Irak... il faut relever que l'Eglise catholique se préparait —sous l'impulsion du pape François— depuis mai 2014 à publier le 18 juin 2015 une encyclique ■■■ lettre «circulaire» adressée par le pape à tous les évêques, et parfois aussi à l'ensemble des fidèles— qui traitera de «l'effet du climat sur les pauvres du monde» (Lire Jim Yardley, The New York Times, 13 juin 2015). En mai 2014, Ban Ki-moon et les principaux responsables des diverses agences onusiennes ont rencontré le pape François pour débattre de la question de la pauvreté. Au cours de cette entrevue, le pape a fustigé «l'économie de l'exclusion». Mais, lors d'une rencontre informelle avec le secrétaire général de l'ONU, François a orienté la discussion sur la problématique de l'environnement et du poids de la dégradation environnementale pesant sur les pauvres. François est le premier pape originaire d'un pays en voie de développement (l'Argentine) et il veut que cette encyclique ait un impact. C'est pourquoi sa publication aura lieu avant trois grandes rencontres de politique internationale dont la plus importante est assurément la conférence sur le climat à Paris en fin d'année. Cette encyclique préparée avec les membres de l'Académie pontificale des sciences—se veut un évènement marquant qui placerait l'Eglise catholique au premier rang d'une nouvelle coalition entre la science et la religion. L'Académie scientifique du Vatican attribue le changement climatique à «la consommation non durable» qu'elle considère comme «une question morale et éthique de premier plan pour la société».

De bien timides avancées!

Ce qui a été décidé au G7 ne satisfait pas pleinement les pays du Sud, les ONG présentes en Allemagne et les militants altermondialistes. Pour Seyni Nafo, négociateur malien et porteparole du groupe Afrique dans le cadre des discussions onusiennes : «Le G7 n'est pas à la hauteur de ses capacités et de ses responsabilités, il devrait se permettre d'être plus ambitieux». Les sept pays du G7 sont en effet responsables à eux seuls de plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre qui encombrent aujourd'hui l'atmosphère, provoquant cataclysmes, tornades, perte de biodiversité, sécheresse et inondations. Ces

pays ont consommé, au début de l'ère industrielle et consomment encore énormément d'énergie... en neige artificielle pour les stations de ski et en voyages aériens transatlantiques pour les chevaux de course. Pour ne rien dire de l'énergie dépensée pour la défense, les bases militaires et les industries d'armement. La croissance à tout prix et le fameux et autiste «Business as usual» restent l'alpha et l'oméga du G7. De leur côté, les pays de l'Ocde subventionnent les énergies fossiles à hauteur de 100 milliards de dollars.

Seyni Nafo ajoute: «Les délégations africaines et celles des PVD de manière générale demandent une baisse globale des émissions de 40% à l'horizon 2020. Fixer comme cap 2050, c'est trop lent et c'est surtout trop tard». Il salue cependant l'annonce dans le communiqué final du G7 d'un plan de développement des énergies renouvelables pour le continent africain. Ainsi, la France, avec l'Union européenne, a levé des fonds pour financer une très grande centrale solaire au Burkina Faso. Reste la question du financement qui n'a pas été résolue à Elmau, aux dires d'Oxfam International: «Quand les décideurs vont-ils envoyer un signal politique fort à destination des PVD et des pays les plus vulnérables? De toute évidence, pas à l'occasion du sommet d'Elmau». (Le Monde, 10 juin 2015, p. 5). Si en effet l'objectif des 100 milliards de dollars est mentionné, aucune feuille de route n'est fixée. Nul ne connaît les modalités de leur collecte alors qu'à peine 9,7 milliards de dollars, sur plusieurs années, ont été récoltés jusqu'ici. Autre pomme de discorde : le privé va-t-il contribuer à ces 100 milliards avec les Etats dans la logique du très discuté PPP?

Pour nombre d'ONG, il n'y a rien de neuf au G7 car on ne peut oublier qu'en 2009, à l'Aquila, en Italie, le G8 (la Russie était là) s'était engagé à ne pas dépasser les 2°C et à parvenir à une réduction d'au moins 50% des émissions mondiales d'ici 2050. Mais s'agissant de leurs propres émissions, les pays du G8 s'étaient engagés à les réduire de 80% d'ici 2050. Dans la déclaration de cette année, nulle mention de cet objectif! Une bien fâcheuse régression par rapport à 2009! Quant à la «décarbonisation», pour ces ONG, elle n'est citée qu'une seule et unique fois dans la déclaration finale et il lui manque cruellement un calendrier de mise en œuvre.

Le 11 juin 2015, à Bonn, les 196 délégués qui préparent le texte en vue de la conférence de Paris se sont quittés sans finaliser ce document. Simon Roger écrit dans Le Monde (13 juin 2015, p.7): «Les parties ont reconnu qu'elles n'avaient pas fini le travail, parce qu'il est impossible de réduire un texte avec 4 000 participants», a expliqué à la presse Ahmed Djoghlaf, coprésident algérien des débats. L'Américain Dan Reifsnyder, autre coprésident, a assuré : «Vous aurez d'ici la fin octobre l'avant-projet du paquet de Paris» où doit être scellé un accord universel permettant de contenir à 2°C le réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle, prophétise Ahmed Djoghlaf. Qui vivra verra! Car, six mois avant cette conférence, M. Fabius, ministre des Affaires étrangères français, coresponsable de la COP 21-nouveau venu à l'écologie — dit que «le texte que nous négocions devra faire consensus auprès de 196 pays» et qu'il «faut trouver des formules qui conviennent à tous». (Journal du Dimanche, 31 mai 2015). Ces propos banals ne nous avancent guère!

Pour les PVD et pour les Tunisiens, il est clair qu'il faut nous soucier de la question climatique...malgré le terrorisme et nos trop nombreuses difficultés. Efficacité énergétique, mobilisation, concertation citoyenne, développement durable doivent être les maîtres-mots. Quant aux membres du G7, il leur faut réparer une injustice majeure commise à l'égard des pays pauvres et des ex-pays colonisés. Il leur faut admettre qu'il est temps de dépasser les intérêts particuliers car nous sommes tous sur le même et frêle vaisseau Terre.... Le proverbe burkinabé affirme: «Qui mange seul, s'étrangle seul».

M.L.B.

^(*) Modeste contribution à la Journée de l'environnement du mardi 9 juin 2015.

VIENT DE PARAÎTRE

En kiosque & chez votre libraire



Commandez directement

le nombre d'exemplaire souhaités (port gratuit)*

(*)En Tunisie, par porteur ou rapide poste



COUPON D'ACHAT

Nombre d'exemplaires		x 20 DT	Total	
Nom et prénom ou Raison soci	ale :			
Adresse de livraison	:			
Code postale				
Contact				

Je joins mon règlement par

Chèque bancaire

Virement

CBB: TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200 1082 Tunis Mahrajène, Tunisia Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333

www.leaders.com.tn

Le Festival Gnaoua d'Essaouira

Musique africaine, musiques du monde

haque année, la ville marocaine d'Essaouira (l'ancienne Mogador) accueille en mai le Festival Gnaoua et musiques du monde, le seul dédié à la musique gnaoua (notre stambali), ces descendants d'anciens esclaves d'Afrique. Drainant chaque année près de 450 000 spectateurs venus du Maroc et d'ailleurs, ce festival est un bel exemple de tolérance et une invite renouvelée au respect de

l'autre. Avec sa musique fleurant bon l'Afrique mais qui a subi au fil des

siècles, dans un heureux brassage de toutes sortes d'influences qui en fait une véritable musique du monde, il est devenu au fil des ans le festival marocain le plus célèbre au monde.



Amine Landoulsi, photographe, a assisté à la dernière édition du festival. Il nous livre ses impressions :

«Essaouira, Mogador, la «Ville des mouettes» ou la « Cité des vents ». Ce sont les quatre appellations de cette ville marocaine. Cette profusion de noms illustre d'emblée la générosité qu'offre cette ville à ses visiteurs. Je crois qu'au cours de ce genre de voyage, il n'y a pas mieux que de rencontrer un Néo-Zélandais, amateur de photo, de bon matin devant la scène de la Place Moulay-Hassan, sous des sons gnawi, et qui partage avec toi cette liberté. Le temps d'un abordage facile, de quelques minutes de bouillon de photographie et enfin des au revoir sympathiques. J'ai passé mon séjour chez

l'habitant, logé par l'oncle Ali, il est l'archétype du Marocain patriote, serviable et passionné. Tout ce qu'il a fait, tout ce qu'il m'a dit était d'une finition parfaite que j'appellerai «La finition marocaine», un label à part.

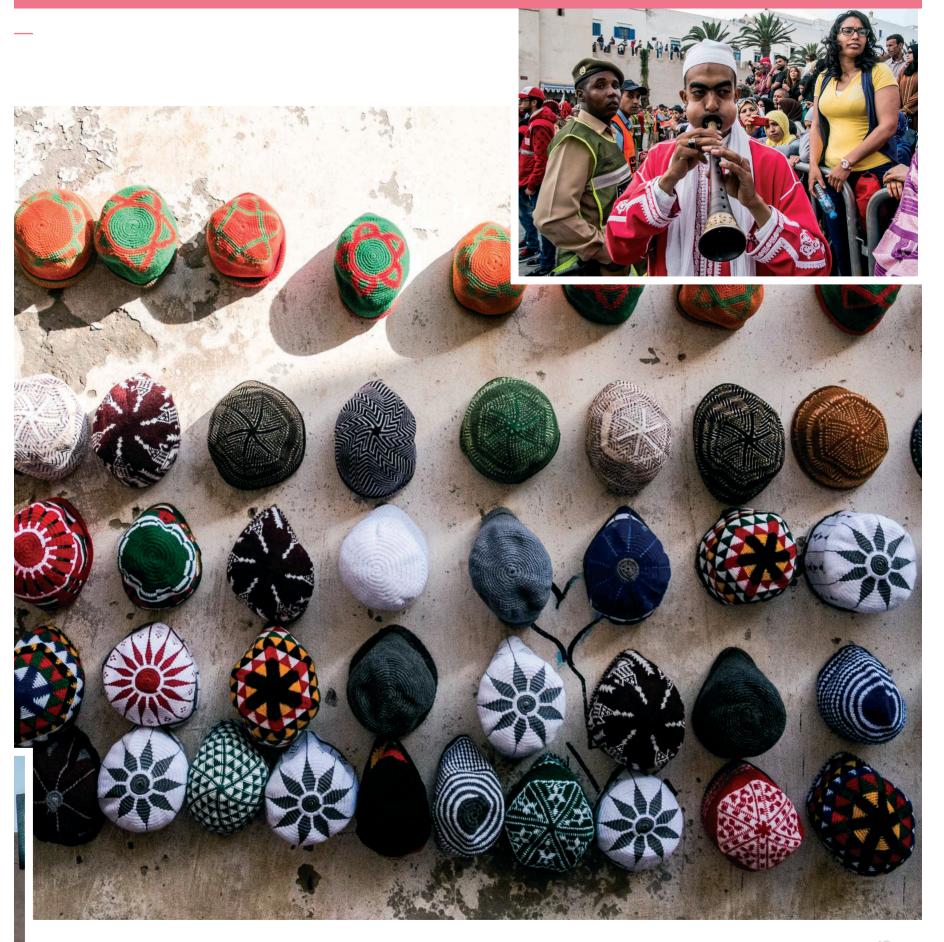
Bizarres, ces sons omniprésents, qui bercent aussi la vue, dans tous les recoins de la forteresse jadis portugaise. J'ai savouré des musiques du monde qui, par magie, font un mix sonore cohérent. Là où je me suis rendu, devant la scène de la plage, dans un restaurant ou même un salon de coiffure, mon ouïe a été sollicitée avec plaisir par ces notes obsédantes. A tous ces sens, une brise atlantique particulière venait finir ce que les habitants d'Essaouira ont commencé. Ils la voulaient une ville de pèlerinage, d'amour et de liberté, ils ont réussi à en faire un paradis pour les mélomanes, ceux qui ne le sont pas le deviendront à coup sûr. Sur ce, je peux avouer que l'année prochaine, j'y serai inchallah»...



Amine Landoulsi Photo Courtesy, copyright : Amine Landoulsi







Jasser Haj Youssef Le violoniste qui émerveilla l'Elysée

C

eux qui ont assisté au dîner d'Etat offert à l'Elysée au président Caïd Essebsi ont en réalité fait une merveilleuse découverte. Jasser Haj Youssef, jeune violoniste tunisien, a été invité par le président Hollande à jouer ce soir-là avec l'Orchestre de la Garde Républicaine des œuvres du patrimoine musical tunisien. Un grand talent!



Violoniste et compositeur, il est l'un des rares musiciens au monde à jouer de la viole d'amour (instrument qui a inspiré J.S. Bach et Vivaldi).

Jasser, 35 ans, compose pour de petites et grandes formations (orchestres, chœurs, chanteurs lyriques) et sera cette année au Festival de Carthage pour un concert prévu le 30 juillet 2015. Son programme est déjà chargé : à Jerash (Jordanie) le 24 juillet 2015, la Philharmonie de Paris, le 12 juin 2016) où il dirigera l'Orchestre de Chambre de Paris, et ira en Guyane, Iran et dans nombre d'autres pays. La musique de son album «Sira» est inscrit au programme du baccalauréat en France à côté d'œuvres de Miles Davis et Jean-Philippe Rameau.

«Je suis né à Monastir où dès ma prime enfance, dit-il à Leaders, j'étais féru de musique, ce qui m'a conduit à préparer le diplôme de l'Institut supérieur de musique et j'ai eu la chance de fréquenter mes artistes préférés: Salah Al-Mahdi, Safia Chamia, Choubeila Rached, Fawzi Chekili et autres ténors. Après l'obtention de ma maîtrise, je suis parti en France pour m'ouvrir sur d'autres horizons: le jazz, la musique classique, le théâtre, la culture, la vie...»

Jasser détient plusieurs diplômes tunisiens et français, notamment en recherches musicologiques et en pédagogie. Tout en aimant la transmission de son art par l'enseignement, il se consacre essentiellement à la création artistique.

«Je porte la Tunisie dans mon cœur, nous dit-il, et elle est présente dans toutes mes créations mondiales aux

Etats-Unis, au Canada, en Inde, partout en Europe et dans les autres pays du Maghreb et Proche-Orient. Peu connu jusque-là auprès du grand public en Tunisie, il compte beaucoup sur son concert cet été à Carthage pour nous séduire avec sa créativité».





South Mediterranean University (SMU) a été Fondée en 2002. Sa vision est le développement d'un pôle universitaire d'excellence pour la formation de managers visionnaires, entrepreneurs et capables de réussir dans l'économie mondiale.

Pour faire de cette vision une réalité, les principaux choix stratégiques de la SMU comprennent:

- L'adoption de la langue anglaise pour l'organisation de ses programmes faisant de la SMU la première université anglophone en Tunisie;
- La qualité de ses programmes aux niveaux de la pertinence de leur contenu, de ses méthodes pédagogiques basés à 40% sur la pratique, des compétences de son corps professoral, de ses infrastructures et laboratoires à la pointe de la technologie et de l'encadrement de ses étudiants;
- l'internationalisation de ses activités en développant des partenariats avec des universités nord-américaines et européennes de renommée pour l'organisation de programmes conjoints et des échanges d'étudiants et de professeurs.

Les inscriptions sont ouvertes pour tous les programmes de la SMU (MSB-MedTech-LCI)

> La rentrée 2015-2016 aura lieu le

> > 7 SEPT. 2015

Plus d'informations sont accessibles au www.smu.tn ou en visitant le Campus MSB-MedTech situé aux Jardins du Lac 2 de Tunis.

HORAIRES D'OUVERTURE

Du Lundi au Vendredi de 8h à 14h et le Samedi de 9h à 12h

La SMU se compose aujourd'hui de trois institutions

- L'Ecole de Gestion : la Mediterranean School of Business (MSB), offrant une Licence en Business Administration et des Masters (MBM: Master en Business Management et un EMBA: Executive Master in Business Administration). Les Masters de la MSB sont les seuls organisés par une institution tunisienne et accrédités par l'organisme londonien Association of MBA's. En 2012, la MSB a été citée par le Financial Times comme modèle à considérer par les pays africains;
- Mediterranean Institute of Technology (MedTech), offrant des diplômes d'Ingénieurs et des Masters dans les domaines de l'Informatique, des Télécommunications et des énergies renouvelables. Etant une institution sœur de la MSB, les programmes de MedTech permettent la formation en gestion et le développement des compétences soft (leadership, communication et teamwork);
- L'Institut des Langues : The Language and Culture Institute (LCI) offrant des programmes de formation linguistique aux étudiants et aux professionnels, des cours sur la culture arabomusulmane ainsi que des sessions intensives en été.

SOUTH MEDITERRANEAN UNIVERSITY EN CHIFFRES



Première Université Anglophone en Tunisie



MSB citée comme un modèle d'école à suivre en Afrique



Des étudiants ont profité d'une expérience à l'international



Des diplômés de Master recrutés au bout de 6 mois



Différentes nationalités représentées à la MSB



Des professeurs titulaires de Doctorats d'universités européennes et américaines

Des bourses d'études, pour assurer de la diversité à la SMU

Pour attirer les meilleurs étudiants à ses programmes et assurer la diversité, la SMU offre des bourses telles que :

«SMU Scholars» : ces bourses couvrent les frais de scolarité et son attribuées aux candidats les plus méritants tout en tenant compte de leur situation financière;

«Bourses de Diversité» : dans le cadre de la célébration de l'année de l'Afrique, la SMU accorde des bourses partielles à tous les Africains admis à ses programmes, visant ainsi à attirer les candidats exceptionnels du Maghreb et des autres pays d'Afrique.

Le centre de carrières, l'immersion dans le monde professionnel

Le Centre de Carrières a pour mission de faciliter le placement des étudiants de la SMU en stage et leur insertion dans la vie professionnelle (visites d'entreprises, études de cas, foire de l'emploi...). SMU alumni, avec plus de 700 professionnels, constitue l'une des forces de la SMU et représente un réseau d'entreprises collaborant étroitement avec son centre de carrières.

«Innovation-Lab» : Le pré-incubateur des futures start-ups des étudiants SMU

Le pré-incubateur de la SMU stimule les étudiants à développer et partager leurs idées pour en faire une réalité. A travers des formations basées sur l'expérimentation et l'appui de ses réseaux d'experts, les étudiants sont encadrés jusqu'au prototypage et le test réel de leurs idées.

Les initiatives entrepreneuriales de la SMU vont au-delà de l'Innovation Lab en multipliant les partenariats dans ce sens avec notamment Souk Ettanmia, 3 andi Fekra, MEDI (Mediterranean Entrepreneurship Development Innovation)...

L'accréditation internationale par AMBA – Londres, une distinction des masters de la MSB

MSB est la première école tunisienne à mériter le prestigieux label d'accréditation internationale AMBA de ses Masters (MBM et MBA) qu'elle vient récemment de renouveler. Le MBM est proposé en deux formats différents : plein et mi-temps et est accessible aux diplômés de différentes filières (Gestion, Droit, Langues, Psychologie...). Cette ouverture à toutes les filières encourage la double compétence et l'esprit entrepreneurial tout en donnant un nouvel élan à la carrière des diplômés de certaines spécialisations considérées souvent à cheminement unique.

Les partenariats de la SMU pour un accès facile à une éducation internationale

Au-delà des accords de partenariat signés avec des Universités nord-américaines et européennes dont : Babson College, les Universités de Maryland, Massachussetts, Virginia, South Carolina, Catolica Lisbon, Nova School of Business, la SMU continue à élargir son réseau de partenaires et enregistre cette année l'entrée de deux nouveaux partenaires : Michigan-USA et IESEG-France

Partenariat MSB - HEC Montréal - Canada

Les inscriptions pour la deuxième promotion du programme MSB - HEC Montréal pour le Bachelor en Administration des Affaires (BAA 2+2) sont également ouvertes pour la rentrée 2015-2016. Il est à rappeler que ce partenariat permet à un bachelier de commencer à Tunis et de poursuivre à Montréal pour gagner en maturité et en confiance, s'adapter à de nouvelles cultures et optimiser les coûts des études.





Partenariat MSB – IESEG France

MSB a signé un partenariat avec la grande école française lÉSEG pour un programme de 3+2 (Licence MSB puis Master grande école à IESEG). Il y a lieu de mentionner que l'IESEG est membre de la Conférence des Grandes Écoles (CGE) et doublement accréditée à l'international par EQUIS et AACSB.

Partenariat MedTech - Université du Michigan - USA

Les étudiants de MedTech ont la possibilité de continuer leurs études d'ingéniorat à l'Université du Michigan après avoir complété avec distinction trois ans en Tunisie et fait valoir les cours suivis à MedTech. De plus, ils bénéficieront de réductions importantes sur les frais de scolarité payés par les étudiants internationaux. A la fin des cinq ans, les étudiants recevront un Master délivré par l'Université du Michigan et le diplôme d'ingénieur délivré par MedTech.

"I had my Baccalaureate with honors (14/20) from "Lycée Menzah 6" and I went to London to study Renewable Energy Engineering. I started studying intensive English then I heard of Med-Tech, the only English-speaking school that offers a Renewable Energy Engineering specialization. I visited the school, was very welcomed by the Dean, I appreciated the facilities and now I'm enjoying the pace of study at MedTech and the North-American teaching style. So Why be far away from Tunisia, if I have what I need right here...?"



Rym Kriaa MedTech's Pre-engineering











The Hood

Le point de départ : le quartier Erriadh. D'avance, il fallait prendre des décisions et faire des compromis, explique Mehdi Ben Cheikh. La place centrale sera épargnée, les ruelles seront négociées au cas par cas, et pour le marché central, il fallait des autorisations. Reste The Hood. «Cette zone, dit-il, située à la sortie du village, se caractérise par la présence d'un ancien abattoir à l'abandon. Elle est devenue l'espace de tous les défoulements artistiques, les habitants n'exerçant là aucune contrainte. L'appellation Hood est venue d'une installation de Rodolphe Cintonrino qui nous a expliqué que «The Hood» est, en anglais, le quartier d'où émerge la création «underground». Ce nom m'a tellement plu que j'ai adopté pour l'ensemble du projet "Djerbahood".

Les murs vont alors s'offirir à l'inspiration plurielle d'une centaine d'artistes plasticiens venus des quatre coins de la planète. Leurs œuvres, énigmatiques et parlantes, constitueront autant de représentations qui n'occultent pas pour autant le champ de la libre reconstruction et la fuite vers une évasion onirique où se relativisent la notion d'esthétique et son contraire. Un mur craquelé devient plus suggestif qu'un autre apparemment bétonné.

L'improvisation créative

Dans le prolongement de la dérégulation encore ambiante, ce quartier signifiant à la fois «calme» et « jardin» en dialectal tunisien a prêté sa scénographie murale et les espaces de vie à une action picturale où des formes s'incrustent dans la matière comme des souvenirs dans la mémoire. L'artiste improvise l'instantané —le sien— qu'il offre à la permanence du regard de l'autre. Plus de place au risible.

Tagué par la nouvelle installation, ce quartier djerbien se renforce dans sa symbolique de la coexistence et du partage. Les effets de la lumière et des changements







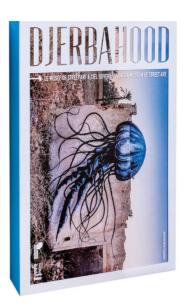
■■■ climatiques viendront rajouter plus tard leurs couches sur ces lieux transformés en un micromusée à ciel ouvert. La nature s'associe à la main de l'homme pour compléter une œuvre, toujours inachevée, sous la palette de l'artiste...

De cette grandiose expérience est né un album reproduisant en polychromie les touches -empreintes de sensibilités humaines et esthétiques de divers horizons ayant emprunté à Djerba une passerelle vers la matrice universelle.

Dans ce livre-objet, unique en son genre, Mehdi Ben Cheikh rassemble les témoignages et les œuvres de tous les artistes du projet: Alexis Diaz, B-toy, C215, El Seed, Inti, Pantónio, Phlegm, Roa, Swoon, etc. Mais aussi, celles, « hors-piste », réalisées en dehors du village! 500 photographies sur 272 pages pour une visite de ce premier musée à ciel ouvert qui a connu un retentissement mondial avec plus d'un millier d'articles dans 70 pays: New York Times, The Guardian, Libération, Le Monde, Arte, Canal +, Al Jazeera, etc.

H.Ofakhri

Djerbahood Le musée de street art à ciel ouvert Lalla Hadria Editions, mai 2015, 287 pages, 99 DT













commissaire d'exposition qui sait attirer des talents encore plus prometteurs, assurer une bonne préparation sur le terrain en étroite collaboration avec les autorités locales et garantir une bonne ambiance. Elle saura dénicher la personne qu'il faut : Leila Souissi, commissaire d'expositions très connue à New York, Londres, Bruxelles et nombre d'autres capitales européennes. Cette femme qui plonge ses racines dans la Tunisie profonde et déploie ses ailes autour du monde veillera au détail. «Ce regard croisé sur le symbole de ma culture, de ma religion a été la plus grande expérience de ma vie », nous confiera-t-elle.





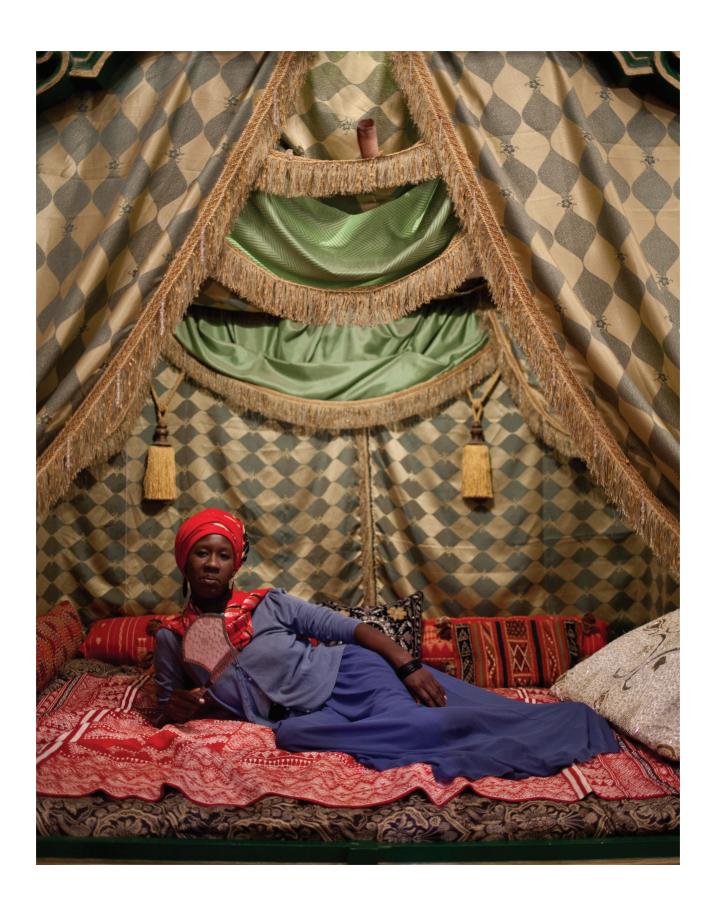


Les échoppes ont été accueillantes et les portes des maisons se sont ouvertes dans la générosité et l'hospitalité. Une semaine durant, fin mai dernier, ces photographes à la recherche de l'insolite, de l'émotion et de l'héritage ont pu laisser leur regard caresser à loisir une ville aux mille et un charmes et garnir chacun





משעדם





•••• un album précieux. «L'islam qu'on a vécu à Kairouan nous a remis dans l'essence de cette religion», dira l'un des participants. «Lorsque les femmes nous ouvraient leurs portes, poursuit-il, elles ne demandaient pas qui sommes-nous et quelle est notre religion. A leurs yeux, nous sommes des hôtes et à ce titre, elles se font le devoir et le plaisir de nous accueillir. Généreusement, dans la pure et longue tradition».

L'ambassadrice Laura Baeza a tapé dans le mille. En prenant l'heureuse initiative de monter, en marge des projets de valorisation du patrimoine, des Résidences euromaghrébines de photographes, elle réalise en fait plusieurs objectifs, le plus important est précisément de créer de nouveaux liens et de partager de nouveaux regards. La première édition, consacrée à Sfax, en 2013, a connu un franc succès. L'ensemble des photos ont été présentées au public lors d'une exposition dans la ville même, puis à Tunis, avant de partir en tournée en Europe. Aussi, un livre d'art a restitué avec beaucoup d'élégance ce projet. Persévérante, elle les emmène cette année à Kairouan. Pour rééditer et enrichir une expérience qui bénéficie à tous.





Sacrée Laura Baeza! On l'attendait dans l'aide économique et financière à la transition démocratique et la voilà inviter la photo, le patrimoine, la culture, au grand projet de l'Union européenne pour la Tunisie. Elle ne cesse de nous étonner et de nous séduire.

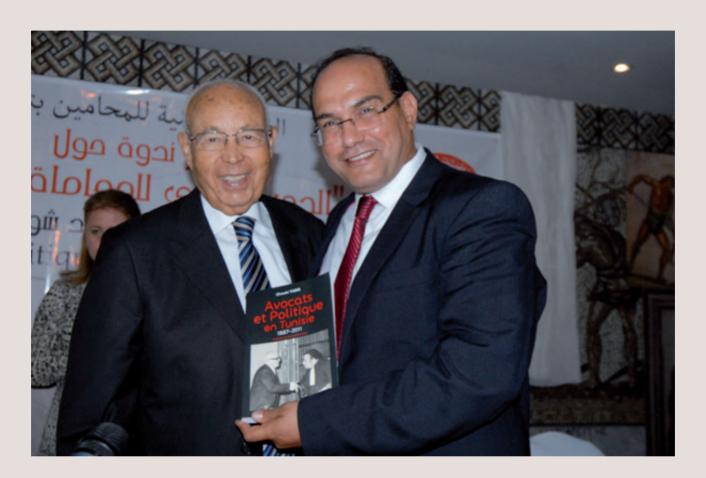
PACK BUSINESS

VOS OPÉRATIONS BANCAIRES PLUS RAPIDEMENT ET EN TOUTE SÉCURITÉ.

Le pack business est un bouquet de produits et services bancaires qui vous permet d'effectuer vos opérations bancaires plus rapidement et en toute sécurité. Pilotage de vos comptes via internet, carte Affaires, service de virements multiples à distance, un concentré de services bancaires à un tarif avantageux.



Chawki Tabib Ces avocats tunisiens au cœur de la politique



Comment les avocats, entre exercice de leur profession et engagement politique, défendent les droits et s'opposent aux abus? Un rôle catalyseur lors de toutes les grandes étapes historiques, encore plus porteur pour déclencher la révolution et l'accompagner. C'est le thème du livre que vient de publier l'ancien bâtonnier, Chawki Tabib, sous le titre de : *Avocats et politique en Tunisie : 1887-2011*). A partir de recherches académiques menées en mastère en sciences politiques (en 2006), il a consigné précieusement et avec une profonde analyse l'accélération de cet ancrage militant jusqu'à tout récemment.

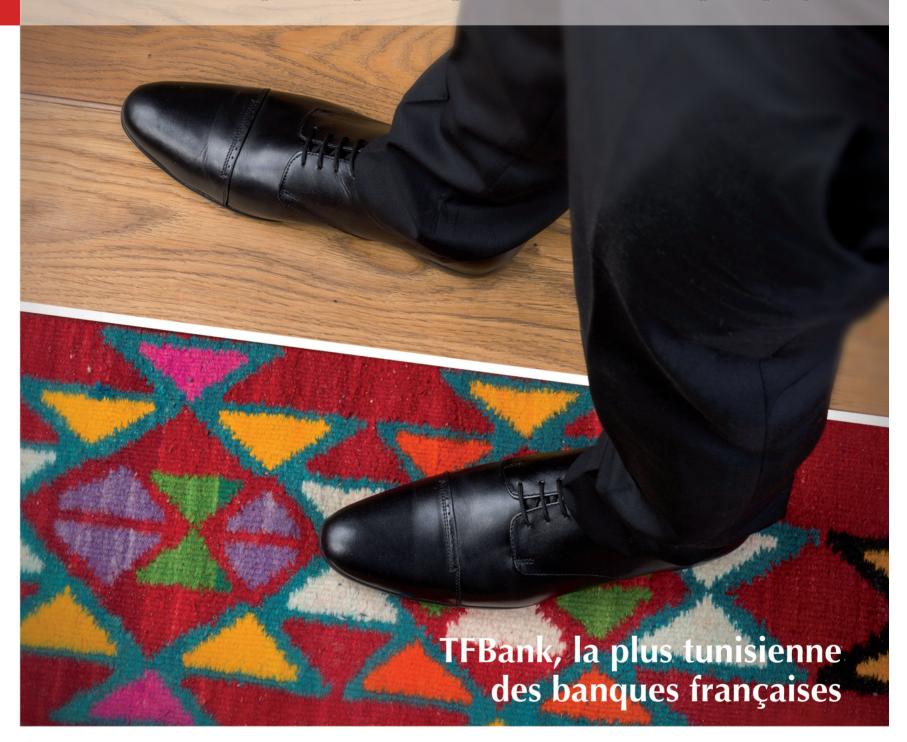
Après avoir évoqué le poids de l'histoire (le protectorat et le mouvement national) et la politisation accrue



Avocats et politique en Tunisie: 1887-2011 De Chawki Tabib Editions Sotepa, 2015, 304 pages, 25 DT entre avocats de l'opposition et ceux du pouvoir, il en analyse les incidences, s'appuyant sur une enquête d'opinion. Le dernier chapitre est encore plus instructif, s'employant à étudier l'ambiguïté du rapport au politique et le dilemme de celui au pouvoir. Sa conclusion est claire : le barreau tunisien est le premier parti de l'opposition, un parti, en fait, contre tous les pouvoirs.

Dans sa préface intitulée «La force politique du droit», Hamadi Redissi y a déjà apporté un éclairage supplémentaire. «Le 14 janvier desserre l'étau sur une profession sinistrée. Mais, rien n'indique que l'ambiguïté du rapport au politique est levée. Au contraire, le Barreau continue à se mêler de politique, sans en faire!»

Nous avons plus qu'un pied dans chaque pays



SIÈGE SOCIAL: 19, rue des Pyramides - 75001 Paris
Tél. 01 53 45 30 30 - Fax 01 42 60 90 13 - admin@tfbank.fr

AGENCE PARIS-PYRAMIDES: 19, rue des Pyramides - 75001 Paris
Tél. 01 53 45 30 30 - Fax 01 53 45 30 76 - agencedusiege@tfbank.fr

AGENCE PARIS-BELLEVILLE: 26-28, Bd de Belleville - 75020 Paris
Tél. 01 43 66 60 81 - Fax 01 43 66 13 84 - agencedeparis@tfbank.fr

AGENCE PARIS-RÉPUBLIQUE: 31, Av. de la République - 75011 Paris
Tél. 01 82 73 14 60 - agencederepublique@tfbank.fr

AGENCE DE MARSEILLE: 20, Bd d'Athènes - 13001 Marseille
Tél. 04 91 50 71 21 - Fax 04 91 95 63 63 - agencedemarseille@tfbank.fr

AGENCE INTERNATIONALE DE TUNIS: Angle Av. Moh V

Rue 8006 Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère
Tél. +216 71 950 100 - Fax +216 71 950 016 - agencedetunis@tfbank.fr







AMMANN

www.sotudis.com.tn

TUNIS

GP1 Km 5.5 Parc Industriel BP 211/2013 Ben Arous Tél.: (+216) 71 38 81 00 Fax: (+216) 71 38 80 50

SOUSSE

Route de Tunis , Km132,5, BP 4022, Z.I. Akouda, Sousse Tél.: (+216) 73 309 309 Fax: (+216) 73 308 246

SFAX

Route de Gabes Bvd. de l'environnement Km 2,5 Tél.: (+216) 74 24 65 50 Fax: (+216) 74 24 65 05

GABES

Route de Tunis km 0.5 BP 31-6001 Hached Gabes Tél.: (+216) 75 27 40 44 Fax: (+216) 75 27 41 51

Figures sfaxiennes

S'acquittant d'un devoir de mémoire, Mohsen Habaieb continue, d'un livre à l'autre, à nous présenter des figures marquantes de Sfax qui ont laissé leurs empreintes dans divers domaines. Son dernier ouvrage, intitulé Des figures sfaxiennes de pensée et de lutte, restitue le parcours instructif de dix personnalités dignes d'être mieux connues. Le panel choisi est éclectique. L'auteur dresse des portraits documentés tour à tour de l'Imam Bach Mufti Mohamed Mhiri, des militants nationalistes Youssef Khemakhem, Ali Sellami, Mohamed Baccour, Ahmed Bellassoued, de l'éducateur Ahmed Zeghal, du dirigeant patronal Mohamed Ben Abdallah, de l'imprimeur et éditeur coopérateur Ahmed Maazoun et de l'universitaire Abdelkader Mehiri. Parcours croisés au gré des destins, mais des valeurs partagées et une même passion d'exceller et de servir.

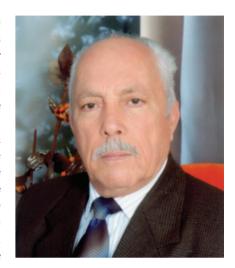
Fin lettré, Mohsen Habaieb, primé par l'Université de Bagdad en 1962 par une licence et des diplômes



Des figures sfaxiennes de pensée et de lutte de Mohsen Habaieb Imp. Sogic, mai 2015, 120 pages, 5DT

supérieurs spécialisés en lettres arabes, compte à son actif plus de dix livres qui sont venus enrichir la bibliothèque tunisienne. Dans la série des Figures, il avait rendu hommage successivement à Me Mhammed Makni, Mohamed Jammoussi, «l'Agricolo » Hssouna Mezghanni, dont le nom est lié au domaine du Chaâl, et au poète et avocat Abdelaziz Tarifa, comme il honorera aussi la mémoire de nombre d'éducateurs et hommes de lettres. A la documentation fournie et vérifiée, il allie un style littéraire épuré, serti de citations

qui rendent ses écrits aussi agréables à lire qu'utiles à conserver. Une plume raffinée qui lève le voile sur des séquences de vie peu connues d'illustres figures.





ATLLEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.













Entrez dans un monde d'émotions





Maher Abderrahmane «Journal d'un porteur de micro» ou les coulisses de l'info-télé avec humour



e jeune lycéen qui, au début des années 1970, avait proposé à Radio Sfax de déclamer des poèmes dans une émission littéraire ne savait pas qu'il mettait ainsi le pied à l'étrier dans l'univers médiatique qui deviendra le sien. Encore moins de devenir le patron de la plus grande maison de production en Afrique du Nord pour de prestigieuses chaînes télévisées arabes et de par le monde. Après une brillante carrière de rédacteur en chef du journal télévisé de la chaîne publique tunisienne et de MBC à Londres. C'est toute cette saga que nous restitue, avec modestie, Maher Abderrahmane dans ses mémoires publiées sous le titre de Journal d'un porteur de micro, carnets de secrets de la politique dans les coulisses des médias. «Porteur de micro», il emprunte l'expression à son père, Si Hédi, officier de la Marine nationale très respecté qui

acceptait mal que son fils se consacre à ce statut, à l'issue de ses études. Mais, Maher en a fait un credo, pour rapporter fidèlement ce qu'il recueille, quitte à l'analyser en profondeur et le commenter en toute liberté. De cette éthique professionnelle, à l'écart de tout copinage avec les grands qu'il fréquente et toute compromission politique, il en a fait une ligne de conduite absolue. Juriste et journaliste diplômé de l'Ipsi, il sera rapidement sollicité par la télévision tunisienne. Et c'est parti pour une histoire d'amour cathodique qui s'avive chaque jour davantage et surtout se réinvente.

Son témoignage sera alors exceptionnel. Comment fonctionnait cette télévision tunisienne, officielle, lourde, institutionnelle, totalement soumise au pouvoir? Et surtout, son journal télévisé. Maher Abderrahmane se trouvera confronté aux aléas si

racontraignants, au gré des époques et des petits chefs. Il le racontera avec beaucoup d'humour, rapportant des scènes cocasses comme celle de cet ouvrier promu «coordinateur technique des équipes chargées de la couverture des déplacements de l'ancien Premier ministre, Mohamed Mzali». Voulant imposer son autorité lors d'un voyage officiel à Tokyo devant les Japonais, il a essayé de faire taire Maher qui parle anglais, pour baragouiner dans une gestuelle hilarante. La télé était alors «la ferme des petits chefs».

L'auteur nous promène avec lui dans les coulisses des studios, lors de grands reportages et interviews et à travers les pratiques alors d'usage. Le décor change lorsqu'il partira à Londres rejoindre l'équipe fondatrice de la chaîne MBC. Certaines mentalités sont cependant les mêmes. Son récit nous fait découvrir la montée en puissance de cette chaîne panarabe pionnière, les secrets de sa réussite et ses fragilités.

Il finira par revenir en Tunisie et pensera alors à créer une maison de production pour fournir aux chaînes télé la couverture de l'actualité, mais aussi les reportages et les documentaires qu'ils souhaitent avoir. Commencera alors pour lui une série de grandes batailles contre l'administration qui ne reconnaissait pas le statut de cette

activité, la censure, très lourde, et la concurrence sauvage. Son récit sera celui d'un pan de l'histoire de l'audiovisuel tunisien et arabe.

Maher Abderrahmane lève un coin de voile sur un évènement très significatif qu'il a toujours essayé de dépasser, sinon oublier. Un beau jour alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, quartier Lafayette à Tunis, un individu se précipite sur lui pour le poignarder. Assassinat sur commande ? Mise en garde effrayante poussée à l'extrême ? Il retrouvera un jour son agresseur. Vous serez surpris de savoir de qui il s'agit. Il suffit de lire ce livre. Ce qui est merveilleux dans ces mémoires, si bien écrites, ce sont les portraits des différents patrons de la télévision tunisienne et la restitution des pratiques et de l'ambiance de l'époque.

Plus qu'un livre, un véritable film documentaire qui fait revivre un univers très atypique. Longtemps la Tunisie a été gouvernée par le Journal télévisé. Y être ou ne pas y être... That's was the question! A lire, à savourer.

Journal d'un porteur de micro Carnets de secrets de la politique dans les coulisses des médias de Maher Abderrahmane



Crédit logement SAKAN sur 25 ans

Bienvenue chez vous



Crédit sakan

Le crédit sakan vous permet d'acquérir ou de construire votre logement. Que vous soyez résident en tunisie où à l'étranger, salarié, professionnel ou artisan. avec un financement à hauteur de 80% du coût de votre acquisition et une durée de remboursement pouvant atteindre les 25 ans.



Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE Plus d'informations en agence et sur www.atb.tn

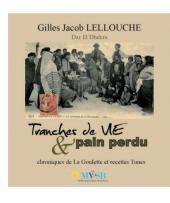
Des professionnels à l'écoute





La Goulette en toute saveur





c'est La
Goulette
plurielle de
notre enfance
qui nous est
restituée avec
ses
communautés
arabe, juive et
italienne, ses
rues
grouillantes de
monde en été,
ses odeurs, les

bricks de Bichi, les restaurants de l'avenue Franklin-Roosevelt, la procession de la Madone du 15 août et surtout sa cuisine incomparable fleurant bon le terroir.

Un livre à lire et à relire à l'heure où les drapeaux noirs de l'intolérance et de la négation de l'Autre envahissent nos rues.■

Tranches de vie et pain perdu Chroniques de la Goulette et recette Tunes Gilles Jacob Lellouche 116 pages édit. MESB avril 2015









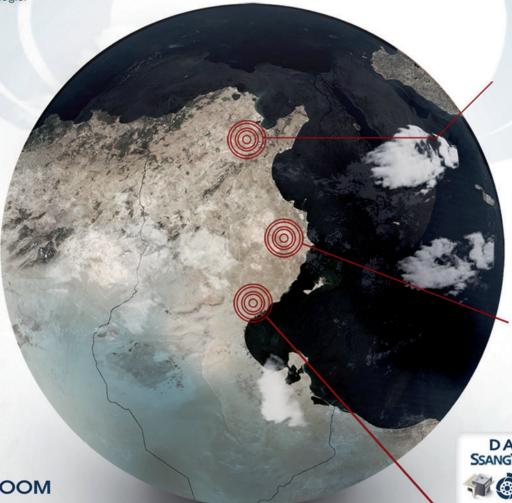




UN RÉSEAU DE CONFIANCE

En faisant entretenir votre véhicule chez DAR SSANGYONG, vous faites le choix d'assurer sa durabilité et ses performances. Nous serons Heureux de vous accueillir dans nos ateliers équipés des derniers outils à la pointe de la technologie.

DAR SSANGYONG







SOUSSE



DAR SSANGYONG





SHOWROOM





www.ssangyong-tunisie.com











Chemin de réussite

VIENT DE PARAÎTRE

Un souffle de liberté

Toufic Youssef Aouad est l'un des pères fondateurs de la littérature libanaise de fiction. Il est né en 1911 à Bhersaf, dans le Metn, au Mont-Liban. Après des études de droit à Beyrouth puis à Damas, il entre comme journaliste à An-Nahar. Il publie ses premiers recueils de nouvelles, Al-Sabî al-a'raj (Le Garçon boiteux) en 1936 et Qamis al-sûf (La Chemise de laine) en 1937. Al-Raghîf (La Galette de pain), paru en 1939, est considéré comme le premier roman libanais digne de ce nom. Ce livre a, depuis, totalisé dix-sept éditions à Beyrouth. Arrêté par les vichystes en 1941, Toufic Youssef Aouad créa à sa libération un journal politique et littéraire, *Al-Jadid*, puis il entama en 1946 une brillante carrière diplomatique sans pour autant abandonner l'écriture. Toufic Youssef Aouad est mort en 1989, lors d'un bombardement à Beyrouth, avec sa fille, la poétesse Samia Toutonnji, et son gendre, l'ambassadeur d'Espagne au Liban.

Après *Dans les meules de Beyrouth*, paru en 2012, les Editions Sindbad/Actes Sud viennent de publier son premier roman *Le Pain* dans une traduction de Fifi Abou Dib. C'est une oeuvre historique à la gloire de la résistance des Arabes contre les Turcs. Prudent, Toufic Youssef Aouad avertit le lecteur. Bien que l'authentification ne soit pas la clef de voûte de son travail, il se réclame de la vérité historique :

«Les personnages et les événements de ce roman ne sont que pure création de leur auteur... Cependant, les événements de la révolte arabe et les récits relatifs à la Cour martiale de Aley sont, dans l'ensemble, des faits historiques basés sur plusieurs sources, mémoires, livres d'histoire ou coupures de presse. Quant aux 'Turcs' dont parle l'auteur, il s'agit évidemment des Turcs de l'Empire ottoman lézardé sur les ruines duquel le 'Gazi' (victorieux) Mustafa Kemal a bâti un Etat moderne, digne d'admiration.» (p.9)

Bien que ce roman soit d'une grande acuité historique, la stratégie narrative qui y est suivie ne se base pas uniquement sur des points de repères historiques mais également sur la triste trajectoire de ses personnages. Celle de Zeina Kassar, en premier lieu, orpheline, souffre-douleur de Warda, sa marâtre qui finit par sombrer dans la folie; celle de Tom, son petit demifrère, ensuite, dont «la vie, qui d'habitude procédait par étapes et alternait méthodiquement heurs et malheurs, avait décidé de faire de lui une exception à la règle. A la manière des bergers qui jettent au hasard des poignées de cailloux sur leurs troupeaux, elle lança sur Tom une effroyable mitraille.» (p.164)

En fait, si le titre du livre *Le Pain* est loin d'être une simple synecdoque, une référence à la vie en général, mais à la faim proprement dite, c'est bien à cause de cette *«effroyable mitraille»* qui s'est abattue sur cet enfant et sur sa mère.

D'autres personnages, gravitant autour de Zeina et de Tom, montreront cette résistance aux malheurs, en particulier Sami Assem, l'amour de Zeina, un militant nationaliste arrêté, puis torturé par les Turcs :

«Il s'était juré de ne pas ouvrir la bouche. Il laissa le juge d'instruction passer du fouet à la question et inversement, jusqu'à ce que Rushdi bey renonce à l'interroger, se contentant de le frapper. Sami se tordait, se tortillait, tournait la tête d'un côté et de l'autre, étouffant ses cris et ravalant ses plaintes. Le fouet traçait sur ses pieds des zébrures blanches qui se superposaient à d'autres zébrures rouges, puis bleues, jusqu'à ce que les couleurs se confondent et se diluent dans le sang». (p.118)

Et Kamel éfendi, le fidèle ami de la famille Kassar:

«Il y avait en Kamel éfendi, le papetier, quelque chose de naif; sa peau de blond, ses yeux bleus dépourvus de malice. Ce Damascène, fils d'un cheikh, avait grandi dans une famille pratiquante, au milieu de livres jaunis où il avait puisé tout ce qu'il fallait à son esprit et à ses sens. Il avait fermé ses fenêtres à la vie, la laissant passer loin de lui, avec ses plaisirs et ses misères, sa beauté et sa laideur... Il ne chercha jamais à comprendre une cause ni ne s'interrogea sur un effet. Tout n'était-il pas écrit, et Dieu ne dirigeait-il pas les choses, déterminant leur début et leur fin, l'homme ne pouvant ni les avancer ni les retarder ?».(p.67)

C'est là tout l'art de Toufic Youssef Aouad. Cette prise de conscience n'implique aucun



Toufic Youssef Aouad, Le pain, roman traduit de l'arabe (Liban) par Fifi Abou Dib, Sindbad/Actes Sud, Paris, 2015, 260 pages



paradoxe chez ce jeune Arabe enrôlé dans les troupes d'occupation turques car même s'ils ne laissent pas entrevoir sa triste trajectoire finale, ce fatalisme et cette soumission à la volonté de Dieu sous-tendent non seulement sa capacité de résistance contre le Mal mais également les nuances et la vérité des sentiments qui l'animent.

Il en est ainsi de tous les personnages érigés en symbole de la lutte contre l'occupant turc. Si Zeina a empoisonné le gouverneur turc, c'est non seulement pour éviter ses assiduités mais aussi pour rejoindre Sami et le maquis. Bien qu'elle fût induite en erreur par les autorités militaires qui avaient fait circuler une rumeur selon laquelle Sami Assem avait trouvé la mort lors d'une tentative d'évasion, Zeina poursuivit néanmoins le combat jusqu'à créer une redoutable organisation secrète, la Bande blanche :

«- La Bande blanche! Encore la Bande blanche! Ce nom était sur toutes les lèvres. Le simple fait de le prononcer provoquait la terreur. On racontait sur la Bande blanche des histoires étranges et incroyables». (p.190)

Parce que la trame narrative de ce roman historique s'appuie habilement sur ces événements et sur ces personnages, la fin ne sera pas une surprise mais une suite logique, un dénouement sous forme d'un hymne chanté à la gloire non seulement de la résistance et de l'éveil du sentiment national, mais aussi de l'engagement des femmes dans la lutte pour la liberté.

Nul n'est prophète en son pays...: le cas de Hédi Bouraoui

S'il est un exemple en Tunisie qui illustre bien l'adage «Nul n'est prophète en son pays», c'est bien celui de notre compatriote Hédi Bouraoui. Voilà en effet un professeur émérite, auteur de plusieurs études scientifiques, de romans et de recueils poétiques, connu et adulé un peu partout dans le monde, qui ne s'est jamais démarqué de son groupe, mais qui demeure injustement méconnu dans son pays natal. En effet, à notre humble connaissance, aucun hommage ne lui a été rendu jusqu'ici. Il est triste de constater qu'aucun colloque portant sur cet homme de lettres, pourtant auteur de plusieurs romans publiés en Tunisie, n'a été organisé à ce jour. Heureusement, un compatriote,

l'écrivain et critique littéraire Rafik Darragi vient de lui rendre enfin justice en lui consacrant une biographie. Intitulée *Hédi Bouraoui*, *La parole autre*, *l'homme et l'œuvre*, elle vient de paraître aux éditions L'Harmattan.

Elle se compose de trois volets. Le premier a trait à l'homme et à sa trajectoire professionnelle aux USA et au Canada. Les deux autres aux ouvrages du poète, du romancier et du critique littéraire. Au départ, Hédi Bouraoui n'avait aucunement l'intention de se fixer définitivement ni en France ni aux USA. Cette idée ne lui est venue que bien plus tard. Il avait, comme tout un chacun, la nostalgie de son pays où il comptait retourner à l'issue de son stage linguistique. Mais il se rendit vite compte qu'un retour à la case départ serait hasardeux pour sa carrière. Mieux vaut rester aux USA et poursuivre des études supérieures. Les opportunités y étaient forcément plus grandes.

Vint le jour où notre compatriote fut obligé de renouveler son visa. Il lui fallait alors de ce fait quitter le territoire des USA et y rentrer de nouveau. Le pays voisin, le Canada, un pays bilingue, l'intéressait beaucoup. Il décida de se fixer alors dans l'Ontario, très proche de New York mais qui est surtout anglophone. Notre ami avait déjà une grande expérience dans l'enseignement de la langue française; il pouvait donc prétendre à un bon poste dans cette région. En avril 1966, Hédi obtint un poste d'assistant professor' à Toronto, à Glendon College, qui deviendra plus tard York University. Là, il s'est mis à gravir les échelons. En 1978, il fut élu Master de Stong College (1978 à 1988). C'était une belle promotion puisqu'il avait désormais sous son autorité un personnel de 200 'fellows', c'est-à-dire enseignants, sept ou huit sections d'anglais et de linguistique, avec au total plus de 3 000 étudiants. En plus, cette fonction lui permettait de siéger au sein de treize comités au Sénat de l'université.

En tant que Master de Stong College, Hédi Bouraoui n'avait pas ménagé sa peine. Pédagogue dans l'âme, il peut se targuer d'avoir été au Canada le premier à introduire dans l'Ontario, Etat pourtant anglophone, la littérature franco-ontarienne dans le cursus de York University. C'est lui, encore, qui a introduit, toujours à York University, pour la première fois dans l'histoire du Canada, l'enseignement des littératures maghrébine, africaine, et antillaise francophones, en adéquation avec la fameuse mosaïque de la nation canadienne.



Hédi Bouraoui ou La Parole autre

••• Et dire que ces matières n'existaient même pas alors dans le cursus des universités américaines!

Toutefois, il ne tirait pas sa fierté de toutes ces activités et de toutes ces responsabilités mais d'une seule réalisation, unique en son genre à l'époque, au Canada. Il avait, en effet, institué au sein de Stong College l'identité multiculturelle et interdit le confessionnalisme, évitant ainsi le communautarisme. Hédi Bouraoui devint par la suite 'Associate professor', full professor, puis dans la foulée, university professor.

C'est sur cette splendide trajectoire et sur les innombrables écrits de ce pédagogue que Rafik Darragi s'est appuyé pour écrire son ouvrage. Ancien professeur lui aussi, l'auteur a vite jugé que certaines oeuvres de Hédi Bouraoui sont partiellement autobiographiques, et qu'elles sont donc susceptibles d'être considérées comme un reflet intime, voire un engagement dans la mesure où, aujourd'hui, l'engagement est de mise:

«L'écriture peut être un reflet intime, une remise en question, ou encore une manière de combat. Dans l'œuvre de Hédi Bouraoui l'écriture est tout cela, et peut-être bien plus car elle a acquis depuis quelques années un ton combatif, un engagement total, celui d'un humaniste éclairé, dans la mesure où aujourd'hui, l'engagement est de mise dans le monde des intellectuels dignes de ce nom. (4e de couverture)

C'est dans *La Francophonie à l'estomac*, paru à Paris en 1995 que Hédi Bouraoui s'élève pour la première fois contre ceux qui prônent la pureté linguistique française et qui persistent à maintenir la différence littérature française/littérature francophone. Hédi Bouraoui a, le premier, saisi les enjeux et les espoirs que suscite cette « littérature-monde. Il a, d'emblée, pris soin de prendre position et a commencé à forger de nouveaux mots-concepts comme 'émigressence', 'nomatitude', transculturalisme, 'intertextuel' ou encore 'transtextuel'.

Selon Rafik Darragi, les problématiques identitaires sont les dernières des préoccupations de Hédi Bouraoui. Ses romans, comme ses recueils poétiques, n'évoquent ni les tristes séquelles de l'héritage colonial, ni la problématique identitaire telle qu'elle est perçue chez les écrivains issus de l'émigration, et souffrant de ce qu'il appelle «la binarité infernale». Chez ce poète qui se définit, comme son nom en arabe l'indique, 'Fils du Conteur, Irrigateur', les préoccupations doivent être autres, car la poésie est la "nourriture spirituelle qui informe...des problèmes cruciaux de la vie", qui nous



permet de «contempler le Soleil du savoir», le pouvoir qui nous rend notre dignité et qui «assainit les conflits et les adversités». (Livr'Errance, pp.8-9)

Hédi Bouraoui ou La Parole autre est un ouvrage à lire et à relire.

Le sacre de la femme

Paris le 5 septembre 1977

Cher Monsieur.

Ce "sacre de la femme" pouvait aller à l'inverse de votre premier refus, celui de "Lan" (1960) par tout ce qu'il comporte de joie et de positivité. Dirons-nous que vous l'avez écrit "au contraire de la parole" (p.70)? Non, car votre parole s'aime disant cela et vous l'aimez. Vous trouvez en tout cas une harmonie fluide et comme sereine où se rejoignent l'appel sensuel de la femme et la vénération de la vierge-mère. Un renouvellement, donc, de votre inspiration, dans la persistance de l' "arabité" révolutionnaire qui se propose toujours "d'incendier le monde des soleils du retour" (p.88).

Votre pays, et les Arabes en général, ont bien lieu d'écouter la voix du poète qui les convie à la réunification de ce qui avait été dissocié, et au recours à l'unité contre le dédoublement. Puisse cette plaidoirie de la tendresse les convaincre, ou plutôt les soumettre à leur propre retour.

Merci pour l'envoi de ce magnifique volume, où la splendeur de la matière répond à la beauté du verbe, et croyez-moi, je vous prie, sympathiquement vôtre.

Jacques Berque

Professeur au Collège de France

Nos fidèles lecteurs l'ont probablement reconnu : le poète arabe que l'éminent arabisant, Jacques Berque, félicite dans cette lettre si chaleureusement, est le Libanais Ounsi-el Hage. Ses remarques portent sur le long poème Al-rasûlabi sha'rihâ al-tawîl hattâ al-yanâbî' (La Messagère aux cheveux longs jusqu'aux sources) que les Editions Actes Sud viennent tout juste de publier dans une anthologie de plusieurs poèmes extraits de différents recueils. La lettre de Jacques Berque y figure en dernière page. La traduction est de Abdul Kader El Janabi et Marie-Thérèse Huerta. Né en 1927 à Beyrouth, où il est décédé en février 2014, Ounsi-el Hage était une des figures les plus •••

آمي للتأمـــين
AMI Assurances

سُوق بآمان و صیف مطمان



« AMI » تمنح حرفائلها فرصة الفوز بسنـة من التأميــــــــ المجــانــــــــــ في صورة عدم إرتكابهم حادث خلال صيف 2015. تتم عمليّة القرعة و السّحب في شهر توفمبر 2015 بحضور عدل تنفيذ.

تأمننك وآظمنك

www.assurancesami.com



Un Nouvel art de vivre? Allez-y, plongez...





timus





- ★ Piscine privée
- ★ Piscine publique
- ★ Rénovation des piscines
- ★ Vente et installation SPA
- ★ Structure en Béton Armé
- ★ Filtration sans Local Technique
- ★ Toutes Formes, toutes Dimensions



N'hesitez pas à demander une visite technique sans aucun engagement de votre part.

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092 Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297 Email: desjoyaux.tn@topnet.tn

www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie



■■■ marquantes du monde journalistique et littéraire arabe. Il avait débuté comme chroniqueur en 1956 au journal Al Hayat, puis à An-Nahar avant de fonder avec Chawki Abi Chakra le supplément Mulhaq, quelques années avant le déclenchement de l'effroyable guerre civile qui embrasa le pays du Cèdre. En 2006, il rejoint le journal AL-Akhbar. Ounsi-el Hage était également connu pour avoir fondé avec Adonis et Youssef el-Khal,la célèbre revue Al-Shir ('Poésie') qui fut de 1957 à 1964 la principale voix des tenants de la nouvelle prosodie poétique. Outre «La Messagère aux cheveux longs jusqu'aux sources», Ounsi-el Hage avait signé L'éternité volante, publié par Sindbad/Actes Suden 1997, Lan, Khawatem ou encore Le Banquet. Il avait également écrit des chansons pour Fayrouz et Magda al-Roumi et traduit des oeuvres d'André Breton, d'Antonin Artaud, de Shakespeare, de Camus ou encore de Brecht.

Composé en 1975, «La Messagère aux cheveux longs jusqu'aux sources est un hymne émouvant à la gloire de la femme, et aussi le prélude au combat que Ounsiel Hage ne cessera de livrer jusqu'à son dernier souffle, pour l'affranchissement de la femme :

"Voici l'histoire de la face cachée de la Genèse, Je l'ai trouvée les yeux fermés. Le chemin est ma bien-aimée.

Et Dieu créa l'homme. Il le créa mâle et femelle. Pour que les cieux et la terre conservent leur splendeur." (pp.9-10)

Mais hélas! Poussé par sa vanité, l'homme se sépara de la femme:

"Il l'éloigna, Et la jeta pour attaquer sans entrave Pour se surpasser

Pour attaquer sur une barque allégée d'une moitié, Vidée de la tendresse.

La force de la tendresse empêchait que la barque ne chavire, Et sa solidité évitait le naufrage" (p.11)

Ainsi commence la "plaidoirie pour la tendresse" du poète. Fidèle à cet engagement des premières heures, Ounsi-el Hage prit en 1966 la direction de la revue

Hasna et porta à bout de bras la cause féminine. "Le sacre de la femme" dans La Messagère aux cheveux longs jusqu'aux sources se trouve singulièrement souligné par la longue anaphore 'je jure' qui clôt le poème:

"Je jure de m'éteindre pour ton bonheur Comme les étoiles du jour! Je jure d'habiter mes larmes dans ta main! Je jure d'être la distance entre ces deux mots: 'Je t'aime! Je t'aime!"

Le choix des autres poèmes du recueil n'est pas fortuit. Dans leur ensemble, ils ne manquent pas de nous restituer la vision du poète sur la poésie arabe moderne, ses interférences et sa technique; chaque poème est chargé d'une émotion contenue, révélant, la chronologie aidant, la pleine maturité de son auteur.

Ainsi, par exemple, c'est à travers un judicieux glissement de la réalité à l'imaginaire que Ounsi-el Hage nous livre dans 'Le renard' sa première prise de conscience, la perte de l'innocence et la perception aiguë de la condition humaine:

"Dans les histoires que les grands racontent aux petits Il y a toujours un renard Dans les voyages Derrière les pierres Derrière les arbres Derrière un jardin fleuri.

Et brusquement dans ces histoires Le renard attaque Pour dévorer les petits.

Un jour Pour que je dorme Le renard ne me mangea pas.

Je pleurais vingt ans durant Et mourus de nostalgie pour toi Renard De nostalgie."

Surréaliste, ce genre de poésie l'est à coup sûr. Mais ferment de l'esprit humain, il demeure, malgré les vicissitudes du temps, en parfaite symbiose avec les divers constituants de la culture arabe.■



Ounsi-el Hage, La Messagère aux cheveux longs jusqu'aux sources et autres poèmes, traduit de l'arabe (Liban) par Abdul Kader El Janabi et Marie-Thérèse Huerta. Sindbad/Actes Sud, Paris,

R.D.



بنزرت **95.7**гм

صفاقس **96.2** FM

القيروان

107.0 FM dindlin.

تونس الكبرى **101.7**FM النالية

ڤفصة

الوطن القبلي

106.5 FM

المنستير

سوسة



Confession d'un protégé de Mohamed Attya

autres, que leur carrière désigne plus que la mienne pour cette tâche, présenteront la biographie du premier proviseur tunisien du Collège Sadiki que fut, depuis la perte de notre indépendance, Mohamed Attya, un digne émule de

Khaireddine, l'illustre fondateur. D'autres feront avec plus de talent, politique et juridique, le réquisitoire qui s'impose contre ceux qui, déployant leurs talents d'histrions et de clowns, s'arrogèrent le droit d'accabler Mohamed Attya lors d'une parodie de procès.

Moi, je me contenterai d'évoquer les moments où, enfant, puis adolescent, puis adulte, j'ai eu à bénéficier de la protection bienveillante de cet homme. Ce qui permettra de voir, puisque le procès qu'on lui a fait tournait précisément autour du favoritisme qu'on l'accusait d'avoir pratiqué, qu'il a bien protégé, à un moment ou à un autre de leurs études, un nombre considérable de jeunes dont l'éducation lui était confiée. Cette aide est toujours intervenue à point nommé pour éviter que les aléas de l'existence empêchent des potentialités de porter leurs fruits.

En ce qui me concerne, j'ai bien été son protégé puisqu'à trois étapes de ma vie, son intervention a été salutaire et m'a permis de réaliser des projets qui, sans lui, n'auraient pas abouti : il m'a fait la faveur de me permettre d'être sadikien ; il m'a évité de quitter le Collège Sadiki avant l'heure ; il m'a permis de fuir une affectation prématurée à Sadiki.

Il m'a fait la faveur de me permettre d'être sadikien

Ayant, à cause de la carrière administrative de mon père, terminé mon enseignement primaire à un âge où je ne pouvais me présenter au concours d'entrée dans ce prestigieux collège, il a œuvré pour que j'obtienne la dérogation qui me permettait d'affronter les épreuves alors que je n'avais pas les douze ans requis.

Je me souviens en effet très bien de ce jour de l'hiver 1942-1943 où, sortant de mon koutab métlinois, je passais au bureau de mon

grand-père, comme je le faisais quotidiennement, pour lui baiser la main et échanger quelques mots avec lui sur ma sourate du jour et sur une actualité qui, en cette année de Stalingrad, était riche et dont il était informé grâce aux deux seuls quotidiens qui parvenaient au village. Et voilà que je le trouve en conversation avec deux visiteurs, visiblement des notables venus de la capitale. On fit fête au petit garçon et on en complimenta le grand-père. Puis très vite vint la question : «en quelle classe est-il?» Mon grand-père laissa tomber «au koutab d'à-côté». Il savait sans doute l'effet que ferait une telle réponse. C'est alors que vinrent les explications. Depuis le débarquement allemand et la fermeture de Bizerte à la population civile, ma mère et ses quatre enfants étaient à Métline où mon père, alors khalifa de Bizerte, venait leur rendre visite au gré de ses rares moments de liberté. J'avais donc dû quitter ma classe de sixième classique entamée au collège Stephen-Pichon au mois d'octobre précédent. Mon grand-père n'avait alors pas eu de mal à me trouver une occupation. Il avait en effet sans doute mal supporté —évidemment sans le dire—que son premier petit-fils avançât dans la vie scolaire avec le bagage coranique restreint au minimum inscrit au programme des écoles dites franco-arabes. Un enfant qui n'a pas appris la totalité du Coran c'eût été une première dans la famille. Alors l'un des visiteurs dit : «Voilà une situation dont pourra venir à bout Si Mohamed».

Il s'agissait de Si Mohamed Attya, le directeur du Collège Sadiki et gendre de notre interlocuteur, Si Abdessatar el Bahri. Et de proposer à mon grand-père de nous obtenir une entrevue au Collège Sadiki avec la personne la plus qualifiée pour ouvrir à nouveau la perspective à laquelle les circonstances nous avaient fait renoncer. Quelques jours plus tard, j'accompagnai mon père au bureau de Si Mohamed Attya. Il proposa, au vu de mes antécédents, la solution. Par dérogation, l'enfant Guellouz pourrait passer les épreuves du concours d'entrée qui, en cette année 1943, avait été exceptionnellement reporté à octobre. Je puis alors me mettre à la préparation tout en continuant à fréquenter mon koutab. Le jour venu, je me présentai et quelques jours plus tard je devins, de manière tout à fait régulière, au prix modique d'un redoublement qui n'en était pas



ÊTES SUR Tél: 72 279 188 ÉCOUTE VOUS

Fax: 72 279 177

Mobile: 28 222 601

E-mail: commercial@capradio.tn





••• vraiment un, le quatrième Guellouz admis dans la prestigieuse institution. C'est ainsi que, grâce à l'attention que Si Mohamed Attya a bien voulu prêter à mon cas, sans pour autant me faire bénéficier du moindre favoritisme, j'ai pu recevoir un enseignement bilingue—arabe/français— et côtoyer des compatriotes de valeur venus de tous les horizons.

Il m'a évité de quitter le Collège Sadiki avant l'heure

Mon père et mon oncle avaient respectivement participé aux manifestations contre le Congrès eucharistique en 1931 et, le 9 avril 1938, contre le déclenchement de la répression. Tous les deux ont payé leur engagement par l'exclusion du collège à quelques semaines des épreuves du prestigieux diplôme de Sadiki. Mon originalité à moi consista, en tant que membre de la jeunesse scolaire,

à participer au mouvement international contre le colonialisme. Rétrospectivement, un tel engagement paraît tout naturel et bien dans la ligne du militantisme patriotique de nos aînés. Mais la chose n'était pas aussi simple. Depuis quelque temps, la direction destourienne tenait à marquer les distances à l'égard du «progressisme» international, par souci d'amener au soutien de notre lutte anticolonialiste les milieux démocrates et syndicalistes américains. De là l'adhésion de l'Ugtt à la Cisl précédée de sa rupture avec la FSM. Cette option eut une nouvelle occasion de se manifester. Le thème de la lutte pour la paix apparaissant comme une des formes larvées du communisme, les instances destouriennes, en l'absence mais non sans l'accord de Bourguiba alors en exil, mettaient les militants en garde contre ses séductions. Telle ne fut pas l'opinion d'une personnalité destourienne de premier ordre, membre du bureau politique, le docteur Slimen Ben Slimen, qui épousa la thèse de l'internationalisation et proclama que la lutte pour la paix englobait la lutte pour l'indépendance. La situation géopolitique —guerre au Vietnam et progression triomphale de la révolution en Chine en tout premier lieu— en offrait bien des exemples. Il se fit le champion de cette cause dans les colonnes de la presse destourienne. Et dans les cellules destouriennes où prédominaient les intellectuels, ces idées faisaient leur chemin, sans que cela se traduisît par un affrontement avec une hiérarchie dont on connaissait pertinemment les préférences. C'était aussi le cas parmi les étudiants tunisiens à l'étranger, nous l'avons appris depuis par les archives, car à l'époque on nous racontait même le contraire et on essayait de nous faire honte de notre hétérodoxie en évoquant la fidélité de nos aînés à l'orthodoxie.

Avec mes camarades pensionnaires, nous avons quitté illégalement les lieux en faisant le mur et nous avons pris la parole au rassemblement. Le lendemain on nous signifia une exclusion dont nous ignorions la durée. Nous étions à quelques jours des vacances de «Pâques». Entretemps, notre grâce fut obtenue et nous reprîmes les cours comme tous les autres. Il va de soi que cette rentrée en grâce auprès de la Direction de l'enseignement et auprès des instances destouriennes que nous avions mécontentées en participant à une manifestation dont elles avaient été absentes alors que, toute l'année, elles avaient, comme cela avait été déjà le cas, laissé entendre qu'elles y participeraient, était l'œuvre de Si Mohamed Attya. Certes considérait-il —et il nous le signifiait—que la participation des étudiants et, a fortiori, des élèves du secondaire aux événements politiques ne devait jamais prendre des formes susceptibles de compromettre des performances scolaires et universitaires indispensables au succès de la lutte pour l'indépendance. C'est que cet homme, qui avait milité dans les rangs de «l'archéo-destour», avait été aussi le premier Tunisien agrégé de l'Université française, titre dont l'obtention fit en ellemême événement. On peut le mesurer aux solutions qui furent alors envisagées : on lui offrit notamment la nationalité

pourtant grâce à Si Mohamed que notre modeste contribution à la lutte patriotique élargie à la lutte de l'ensemble des peuples opprimés ne nous coûta pas ce qu'avait coûté à nos aînés leur participation à d'autres combats.

Il m'a permis de fuir une affectation prématurée à Sadiki

Au terme d'un premier parcours universitaire pour lequel, malgré les démarches de sommités intellectuelles et universitaires auprès de la Direction de l'enseignement, je n'avais pu obtenir de bourse tunisienne (le fameux prêt d'honneur), la première année parce que j'avais demandé —et obtenu— mon inscription à l'hypokhâgne du lycée Louis-le-Grand alors qu'une hypokhâgne existait au lycée Carnot, et les suivantes précisément parce que j'avais commis ce premier impair, et, considérant que j'avais assez coûté à mon père pendant ces quatre années, je décidai d'entrer dans la vie active avec le bagage que j'avais acquis : deux licences et quelques certificats d'études supérieures supplémentaires. Je fus recruté comme professeur au Collège Sadiki. Quand je vins saluer mon directeur, je compris que ma nomination dans son établissement était due à son appui mais qu'en revanche il n'était pas du tout, mais pas du tout, satisfait de me voir abandonner les études supérieures avant l'obtention d'un titre de plus haut niveau et pour tout dire de l'agrégation.

De toute évidence, il paraissait décidé à tout faire pour que je reprenne le chemin du Quartier latin. Nous étions à peine au milieu du mois d'octobre quand me parvint une nouvelle qui tenait du miracle. L'Institut d'études politiques de Paris m'accordait une bourse dans la section la plus prestigieuse de l'établissement, la section de service public, où on rassemblait les étudiants qui préparaient parallèlement l'entrée à l'ENA. Je ne m'y attendais pas. Je ne l'avais pas demandée. C'est mon professeur de français à Louis le Grand, Roger Pons, qui avait pris cette initiative. Il s'était adressé à son ancien condisciple, alors directeur de Sciences Po, Monsieur Chapsal, et il avait eu plus de succès qu'il n'en avait eu les années précédentes auprès de son autre condisciple, Lucien Paye, directeur de l'enseignement de Tunisie. Alors en effet il avait reçu de ce dernier une lettre, manuscrite, qu'il me montra après m'avoir prévenu qu'elle l'avait scandalisé.

Le signataire ne se contentait pas de ne pas accéder à sa demande me concernant. Il ajoutait *expressis verbis* qu'il le prévenait contre le faux brillant des élites de ce pays. Cette opinion était suivie d'allusions pour le moins discourtoises à un Tunisien ancien élève de la prestigieuse Ecole Polytechnique et de Sciences Po, entre autres. J'expliquai à mon maître qu'il s'agissait de M'hamed Ali Annabi. Cela permet au lecteur de 2012 de mesurer combien l'atmosphère politique de l'époque obscurcissait des esprits par ailleurs remarquables : je tiens en effet à préciser que j'ai eu par la suite maintes occasions d'apprécier les qualités intellectuelles de Lucien Paye et d'apprendre qu'avant d'être affecté en Tunisie, il figurait parmi les penseurs libéraux.

Il va de soi que je m'empressai de faire part à mon directeur de ce que je devinais être pour lui aussi une bonne nouvelle. Il me dit qu'il allait demander que je sois reçu par le directeur de l'enseignement tout en me prévenant que j'allais me heurter à un refus. Je fus en effet reçu par le directeur lui-même, assisté, je m'en souviens, de son second, Monsieur Calvet. Il me fut signifié qu'il était impossible de me permettre de quitter mon poste. Alors que je n'avais été nommé qu'à titre précaire et révocable, mon cas était traité comme s'il s'agissait du détachement d'un titulaire d'autant plus précieux qu'il officiait dans deux spécialités : l'arabe et le français.

Quand je vins, tout de suite après, rendre compte de l'entrevue et confirmer que tout s'était passé comme prévu, Si Mohamed me révéla le plan qu'il avait établi. Je devais scrupuleusement assurer mes cours jusqu'au soir du 31 octobre et prendre le premier avion du lendemain. Ainsi fut fait. Je me trouvai dans l'avion Tunis-Paris le 1er novembre 1954. Ma conversation avec mon voisin de siège porta donc sur les premières nouvelles qui parvenaient du début de l'insurrection en Algérie. On ne pourra pas me convaincre qu'un chef d'établissement secondaire qui, en prenant des risques, a échafaudé jusque dans le détail le plan permettant à un de ses enseignants de déserter pour pousser le plus loin possible sa formation peut être soupçonné de collaboration avec les autorités du protectorat. Comme tout le monde, j'ai été étonné quand me sont parvenus les échos d'un procès Attya. Et j'ai été indigné quand j'ai mesuré la part spectaculaire qu'y a prise le tristement célèbre Azzouz Rebaï. C'est la connaissance que, déjà avant ce procès, depuis l'affaire Slimen Ben Slimen, j'avais de ce personnage qui suscita cette indignation. Ce qui par la suite la confirma, c'est de l'avoir vu, sous le régime Ben Ali, s'acharner sur ce même Bourguiba qu'il avait naguère chauffé à blanc contre Si Mohamed en exploitant sa néfaste susceptibilité. C'est en effet lui qui avait transformé en véritable haine ce qui n'avait été jusque-là que souvenir de rivalités entre anciens condisciples au Collège Sadiki, puis à Paris, champions, l'un de Monastir, l'autre de Sousse.

En rappelant des attitudes aussi généreuses envers un de ses disciples devenu son collaborateur que courageuses face au colonialisme, j'ai le sentiment de rendre service à mon pays. La Tunisie peut, à juste titre, inscrire à son panthéon un grand pédagogue en même temps qu'un grand patriote : Mohamed Attya.

A.G.

La 1^{ère} gamme complète d'assurance Santé Individuelle SAHATY

Votre santé est assurée où que vous soyez

International

- Une couverture complète en Tunisie et à l'étranger
- Une haute qualité de gestion (un service de prise en charge hospitalier à l'étranger 7j/7 et 24h/24)
- De nombreux services associés (accès à un extranet client, carte d'adhérent...)
- Pour un particulier, une famille ou personne morale (entreprise, association...)
- Une facilité de paiement : Annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel

Une complémentaire santé adaptée à votre situation

SAHATY

Vos garanties "sur mesures":

Célibataire, Famille niveau 1 et 2

• Un service de qualité :

Vous êtes remboursés avant une semaine

• Une couverture pour tous :

Salariés, indépendants ou inactifs

- Uu tarif avantageux : Bénéficiez d'un tarif collectif
- Une facilité de paiement :

Annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel

• Un professionnalisme prouvé :

un assureur sûr et disponible

Immeuble CARTE Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis, Tunisie Fax: +21671 184 179



Tél: +216 71 184 143 marketing@carte.com.tn www.carte.tn





Nouveau site radioexpressfm.com



Me Ahmed Chtourou Destourien de souche, démocrate dans l'âme

ncore lycéen, il était déjà leader des jeunes scouts et de la jeunesse scolaire, conduisant les manifestations anticolonialistes du 18 janvier 1952 à Sfax. Ahmed Chtourou le paiera cher. Arrêté, torturé, il en gardera les stigmates dans sa chair. Il ne fera que redoubler de militantisme, pour l'indépendance, puis la démocratie, les droits de l'Homme et les libertés. Jusqu'à son dernier soupir, fin mai dernier, à l'âge de 83 ans, il aura été l'infatigable défenseur des libertés. Bourguibiste, comme tous les jeunes de sa jeune génération, il n'hésitera pas à lui tenir tête; ministre, il s'opposera à Hédi Nouira; avocat, il assurera la défense des dirigeants de l'Ugtt et des étudiants et militants politiques de toutes tendances. Dans pratiquement tous les procès politiques depuis les années 70, sa voix indignée fusera dans les salles des tribunaux, interpellant une magistrature aux ordres. Sa plume relayera ses plaidoiries dans *Errai* et *Démocratie*.

Ahmed Chtourou, le destourien de souche et à la fibre démocratique, longtemps diplomate à Paris, puis New York, député de Sfax, maire du Bardo, ministre de la Jeunesse et des Sports et avocat au barreau de Tunis, a toujours milité pour ses idéaux et guère pour une carrière. Un cas atypique parmi une classe politique dévorée par le clanisme et l'ambition. Sa probité sera exemplaire et son engagement patriotique, total. Repères.







89.4 104.4 www.facebook.com/Radio.JawharaFM 102.5 @Jawhara_FM Kairouan, Sidi Bouzid Sud de Seliana Sousse, Hammamet Nabeul www.jawharafm.net

une peine de 18 mois, il sera finalement libéré et partira poursuivre ses études de droit et son action militante à Paris, au sein de l'Uget. Après l'indépendance, Ahmed Chtourou sera affecté à la Kasbah, au cabinet de Behi Ladgham, avant d'être envoyé à l'ambassade de Tunisie à Paris, puis en tant que ministre plénipotentiaire à la mission tunisienne auprès de l'ONU à New York. A son retour, il rejoindra le département des relations extérieures du PSD, mais préfèrera rapidement endosser sa robe d'avocat. Il partagera son cabinet, au 33, rue Al Jazira, qui deviendra célèbre, avec Maître Dali Jazi. Ils accueilleront ensemble un jeune confrère qui ne manquera pas de se distinguer, Taoufik Bouderbala.

S'il était resté quelques années encore au sein du PSD, c'était pour porter dans ses instances une voix dissidente légitime, forte et respectée. Il ne quittera pas de sitôt les rangs, après le Congrès de Monastir 1 en 1971, continuant à croire à la nécessité de faire évoluer le mouvement destourien et l'amener vers la démocratie. Il finira par rompre les amarres sous Bourguiba et rallier l'opposition démocratique regroupée alors autour du journal *Errai*, fondé par Hassib Ben Ammar.

La voix de la dénonciation dans tous les procès

Me Ahmed Chtourou œuvrera activement avec d'autres grandes figures démocrates pour la création de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme et se constituera pour assurer la défense de tous les opprimés. Voir un illustre militant nationaliste de la trempe de Maître Ahmed Chtourou et ancien ministre de Bourguiba défendre des opposants, prenait alors toute sa symbolique. Le pouvoir en était fort gêné et redoutait beaucoup ses plaidoiries et déclarations.

Ce qu'il pouvait tolérer à la limite à Bourguiba, sans cependant s'empêcher de le dénoncer, devenait à ses yeux inacceptable avec Ben Ali. Ahmed Chtourou sera alors un opposant irréductible à sa dictature, redoublant d'activisme, malgré un état de santé portant encore les séquelles de la torture et de la prison coloniales. Dans les prétoires des tribunaux, comme sur les colonnes d'*Errai* et de *Démocratie*, au sein de la Ltdh et les rares espaces de libre expression, il dénonçait avec vigueur les abus de droit, la violation des libertés et la mainmise sur le pays, bravant harcèlements et intimidations.

Après la révolution, de tous les militants démocrates, il sera pratiquement le seul à ne pas s'afficher dans les médias, fréquenter plateaux télé et studios radio, heureux de voir finalement sa chère Tunisie amorcer sa transition démocratique.

Ahmed Chtourou restera pour tous ceux qui l'ont connu un grand militant nationaliste et démocrate qui n'a jamais renoncé à ses convictions ni accepté le moindre compromis, ni sous Bourguiba et encore moins sous Ben Ali. Leader des jeunes lycéens à Sfax, sa ville natale, puis des étudiants tunisiens à Paris, souvent incompris par les siens dans ses positions avantgardistes, il a toujours été d'une grande droiture et d'une intégrité sans pareille. Il incarnait cette génération de jeunes militants destouriens de l'indépendance, pétris de patriotisme, nourris, lors de leurs études en France, des valeurs universelles, notamment la démocratie, et qui n'ont jamais renoncé à leurs idéaux, lorsque Bourguiba les a appelés à ses côtés pour fonder la République.

Avec la disparition de Maître Ahmed Chtourou, c'est un illustre patriote qui nous quitte, un démocrate irréductible.



Billet



Qui a dit que le bon sens est la chose du monde la mieux partagée?

e Groupe chimique tunisien s'apprêterait à importer du phosphate brut pour faire tourner ses unités, les livraisons du bassin minier étant bloquées à l'entrée de Gabès par une poignée de «citoyens» qui réclament leur droit au travail. Un évènement gravissime qui ne doit pas passer inaperçu, même s'il survient dans la foulée d'autres actes, parce qu'il illustre jusqu'à la caricature la situation du pays.

La Tunisie sombre dans la déraison. Six mois après les élections, on continue à vivre au rythme des répliques du séisme du 14 janvier 2011, comme si, depuis, les plaques tectoniques avaient du mal à se remettre en place. Deux périodes de transition, trois élections, deux présidents de la République, cinq chefs de gouvernement, deux assassinats politiques et enfin la montée du terrorisme n'ont pas suffi à provoquer le sursaut salutaire attendu des Tunisiens. L'histoire de cette révolution inattendue, mais accueillie comme un don du ciel, aura été en fin de compte celle d'une irrésistible descente aux enfers. On a eu beau se réfugier dans la méthode Coué, se dire que, passée l'euphorie des premiers mois, la raison finira par l'emporter, ces cinq années auront été les pires que le pays ait connues en 60 ans d'indépendance au point de devenir un anti-modèle, une sorte de loup-garou dont on se sert pour effrayer les peuples qui seraient tentés de suivre l'exemple tunisien. Par nos excès, nous avons ainsi contribué à renforcer des dictatures. En fait, tout se passe comme si la Tunisie tout entière s'était résignée peu à peu à la fatalité d'une catastrophe.

Le mal tunisien a un nom : le déficit d'Etat. On n'a rien dit si on n'a pas mis le doigt sur ce talon d'Achille, source de tous les malheurs de la Tunisie post-révolution. Caïd Essebsi, qui a vécu dans le culte de l'Etat, a raison d'insister sur le rétablissement de l'Etat et d'en faire un préalable au redressement du pays même si ses appels n'ont aucune chance d'être entendus. Le pays est pris par une fascination morbide pour les suicides collectifs. Lui-même, pourtant symbole s'il en fut de l'Etat, est souvent moqué par la presse et ses activités

tant à l'intérieur qu'à l'extérieur reléguées au second plan quand elles ne sont pas ignorées. Et si par extraordinaire, on s'y intéresse, c'est souvent sur un ton ironique, pour relever un lapsus ou une bourde.

Le surmoi, condition essentielle d'une société moderne, a disparu. Et du coup, c'est l'ordonnancement sociétal bien antérieur à Ben Ali et à Bourguiba qui vole en éclats, d'où cette banalisation des comportements les plus insensés à laquelle on assiste aujourd'hui. Certes le Leviathan de Hobbes des décennies passées n'est plus qu'un mauvais souvenir, mais c'est un Etat faible qui lui a succédé car son autorité est trop souvent foulée aux pieds par des corporations, des partis ou des organisations devenus de véritables Etats dans l'Etat. C'est la curée : les enseignants qui n'hésitent pas à prendre en otage leurs élèves, les avocats et les magistrats qui ne cessent de se regarder en chiens de faïence, les journalistes qui se complaisent dans leur nouveau rôle de faiseurs d'opinion et de rois, les ONG qui s'érigent en censeurs du gouvernement et veulent imposer leurs oukases, la campagne «Winou el petrol», un remake du combat de Don Quichotte contre les moulins à vent, et les grèves à répétition dans le secteur public qui, par leur envergure, ont un précédent à l'étranger, la grève des camionneurs au Chili en 1973 qui s'est terminée par la chute d'Allende (est-ce cela que veulent les grévistes?), sans oublier une classe politique d'une médiocrité abyssale et notamment une opposition sans vision, revancharde, qui fait flèche de tout bois. On taxe le gouvernement de faiblesse, mais existe-t-il dans le monde un gouvernement capable de faire face à des mouvements sociaux de cette ampleur?

Sous les coups de boutoir venus de toutes parts, l'Etat, du haut de ses 3 000 ans, vacille mais ne rompt pas. Les forces de sécurité et l'armée — son bras séculier — sont encore là, ultime rempart contre tous les aventurismes à l'intérieur et les convoitises à l'extérieur. Jusqu'à quand pourront-elles tenir ? Et puis sauront-elles résister aux tentations du bonapartisme?

H.B.